

Les fins d'empires : les steppes de Michel Strogoff

Le Monde

15, rue Falguière, 75001 Paris Cedex 15

BOURSE ★★

QUARANTE-NEUVIÈME ANNÉE - N° 14788 - 7 F

SAMEDI 15 AOUT 1992

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURNE

L'adoption par le Conseil de sécurité des résolutions autorisant le recours à la force en Bosnie

Les Occidentaux espèrent intimider les Serbes Et maintenant ? avant la conférence de Londres

LES gouvernements se consolent en assurant que les résolutions adoptées jeudi 13 août par l'ONU auront un effet de pression et de dissuasion sur les autorités serbes, mais on est d'autant moins obligé de les croire que ceux qui parlent ainsi manquent très visiblement de conviction. Car si un pas de plus a été franchi dans l'escalade verbale contre Belgrade, on est très loin de ce que demandait une bonne partie des opinions dans les pays occidentaux qui ont parrainé ces textes.

Instructive est la comparaison avec la résolution 678, celle par laquelle le Conseil de sécurité, le 30 novembre 1990, avait ouvert la voie à l'emploi de la force dans la crise du Golfe. En se référant comme aujourd'hui au chapitre VII de la Charte, on parlait alors d'utiliser « tous les moyens nécessaires » afin de contraindre un adversaire nommé « l'Irak », à appliquer toutes les résolutions précédentes, autrement dit à régler le problème au fond.

La résolution 770 de jeudi ne parle, elle, que de « mesures nécessaires », uniquement destinées à « faciliter l'acheminement de l'aide humanitaire », et sans viser aucun adversaire en particulier.

AUTRE différence significative : les Etats membres de l'ONU sont « exhortés » aujourd'hui à prendre lesdites mesures, alors que la résolution 678 les « autorisait » à utiliser les grands moyens. Autrement dit, les Etats-Unis avaient obtenu en novembre 1990 le feu vert à l'action militaire qu'ils avaient déjà décidée et qui devait avoir lieu sous leur direction trois mois plus tard.

Aujourd'hui, la première puissance militaire du monde ne souhaite surtout pas jouer ce rôle de « leader » dans l'affaire yougoslave et exclut toute participation de « G.I. » au sol. Même le concours de son aviation et de sa marine à une opération qui serait décidée par les Européens n'est pas encore acquie à ce stade.

L'OTAN est saisie elle aussi du problème, mais, tout comme l'ONU, l'organisation atlantique n'est forte que de la détermination de ses membres. Tout indique que les responsables civils suivront les recommandations de prudence que leur dispensent, quasiment unanimes, les responsables militaires et que les décisions seront renvoyées à la fin du mois, au vu des résultats - plus qu'hypothétiques - de la conférence de Londres sur la Yougoslavie.

Il serait pourtant possible et nécessaire d'aller plus loin. Puisqu'une aide humanitaire « militarisée » est désormais officiellement envisagée, la première chose à faire serait de concentrer dans la région les moyens nécessaires à de telles missions, ce qui, au demeurant, ne pourrait que renforcer vis-à-vis de la Serbie l'effet dissuasif espéré.

La France, qui affirme avoir été dans cette affaire plus active que ses partenaires occidentaux, veut-elle saisir l'occasion du débat de l'OTAN pour prendre une initiative en ce sens ? Ce serait, pour M. Mitterrand, une occasion de répondre aux critiques que lui adressent l'opposition et une partie de ses propres amis.

Les Etats-Unis, la France et la Communauté européenne se sont félicités, le 14 août, de l'adoption, la veille, par le Conseil de sécurité de l'ONU des résolutions 770 et 771 sur la Bosnie-Herzégovine. La première autorise l'usage de la force, sans toutefois la prescrire, pour protéger l'aide humanitaire et la seconde condamne notamment les pratiques d'épuration ethnique. L'organisation des escortes armées, par l'OTAN ou l'UEO, demeure difficile, peu de pays en dehors de la France s'étant déclarés prêts à fournir des hommes. Les Occidentaux espèrent surtout « intimider » les Serbes avant la conférence internationale qui doit s'ouvrir le 26 août à Londres.

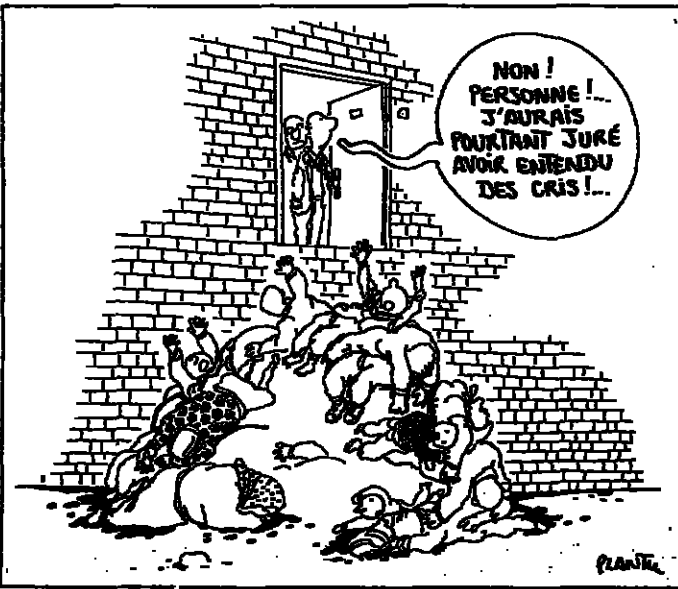
NEW-YORK (Nations unies)

correspondance

Certes, le Conseil de sécurité a adopté, jeudi soir 13 août, un texte visant à utiliser la force militaire pour protéger les convois humanitaires destinés à la population civile en Bosnie-Herzégovine, mais ses membres espèrent vivement ne pas être obligés de le mettre en application. « La résolution 770 autorise l'utilisation de la force, mais ne la prescrit pas », a précisé le représentant britannique, Sir David Hannay, résumant le sentiment général. En votant cette résolution, les membres du Conseil espèrent avoir « intimidé » les forces serbes et c'est peut-être la raison pour laquelle la formulation du texte reste très vague.

AFSANÉ BASSIR POUR

Lire la suite page 3 et nos informations pages 3 et 4



Témoignages sur un cauchemar

L'ONU, la Croix-Rouge et plusieurs chancelleries étaient informées depuis des semaines de nombreux récits accablants

Les récits sur les traitements inhumains infligés aux détenus dans les camps de Bosnie ainsi que la « purification ethnique », autrement dit les transferts et les expulsions forcées de populations serbes et surtout croates ou musulmanes de villes et de villages pour rendre ceux-ci ethniquement « homogènes » affluent.

Les témoignages que nous avons reçus, de personnes qui ont réussi à échapper à ce cauchemar, remontent pour la plupart à la fin du mois de mai et au début du mois de juin. Ils avaient été transmis aux représentants de la FORPRONU - la force des Nations unies en Yougoslavie - à la conférence européenne pour la paix dirigée par lord Carrington, à la Croix-Rouge ainsi qu'aux chancelleries de plusieurs Etats européens, dont le Quai d'Orsay.

Cela montre que beaucoup étaient au courant, depuis plusieurs semaines déjà, des violations des droits de l'homme en Bosnie, notamment dans les zones contrôlées par les Serbes et qui représentent plus des

deux tiers du territoire. Jusqu'à ces derniers jours, tous ont apparemment préféré ne pas donner de publicité à ces nombreux témoignages qui recoupaient d'autres informations.

Bien entendu, ces récits ne doivent pas faire oublier que de graves exactions sont commises dans les régions et les camps - au nombre d'une vingtaine selon les Serbes - de Bosnie tenus par les Croates et les Musulmans. Le général canadien Lewis Mackenzie qui a participé à plusieurs missions de l'ONU ne disait-il pas récemment que la haine qui existe dans l'ex-Yougoslavie est « dix fois supérieure » à ce qu'il avait observé dans d'autres conflits ?

Le 4 juin, Tima, vingt-huit ans, Musulmane, raconte : « J'ai été témoin de crimes sans précédent commis dans les villages de Kostjerevo et Drinjaca, près de Zvornik, par des Serbes locaux et des extrémistes (extrémistes serbes). »

ALAIN DEBOYE

Lire la suite page 4

Nommé secrétaire général de la Maison Blanche, l'ancien secrétaire d'Etat dirigera la campagne de M. Bush

Les ambitions de James Addison Baker III

Quatre jours avant l'ouverture de la convention républicaine de Houston, le président américain George Bush a nommé, jeudi 13 août, M. James Baker au poste de secrétaire général de la Maison Blanche, chargé de « sauver » sa campagne en vue d'obtenir un second mandat. M. Baker, qui sera remplacé à la tête du département d'Etat par son adjoint, M. Lawrence Eagleburger, avait déjà été appelé à la rescousse par son vieil ami Bush en 1988. On prête à ce « monstre froid », organisateur hors pair, le rêve d'occuper lui-même un jour la Maison Blanche.

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

En février 1970, un avocat texan quadragénaire, riche et flegmatique, passionné de tennis et de chasse à la perdrix, devient veuf. Sa femme, originaire de l'Ohio et républicaine convaincue, est morte d'un cancer après une courte agonie. Il l'adorait. Effondré, peu préoccupé du sort des quatre fils qu'elle lui a donnés, il se met à boire et inquiet beaucoup ses amis du très sélect Country Club de Houston.

Il est lui-même démocrate, mais sans conviction excessive. Le sauvetage moral et politique de James Addison Baker III s'impose à la bonne société de Houston...

Il faut sans doute en revenir à cette année charnière de 1970 pour comprendre comment s'est fait le « monstre froid » qui aura joué un rôle-clé dans les grandes négociations internationales. Celui-ci a fait ses preuves dans une profession où, malgré les apparences, on ne fait pas de cadeaux. Etre un des plus grands avocats d'affaires du pays, à cet âge et au Texas qui plus est, ne prédispose pas à la spéculation métaphysique et encore moins à l'altruisme. M. Baker est certes un patricien puisque sa famille a quasiment fondé Houston au siècle dernier. Mais il est avant tout un « dur ». Il a des manières, mais il aime gagner plus que tout le reste.

Il est prêt pour cela à attendre très longtemps son heure. Il l'a

fait des centaines de fois lors de parties de chasse à la dinde sauvage, le sport qu'il affectionne. Il s'agit de rester six à huit heures durant dans le froid de l'aube puis dans la chaleur étouffante de la matinée et du début de l'après-midi, tapi dans les broussailles du sud du Texas. C'est une chasse étrange dans la mesure où, après cette interminable attente, le chasseur n'a que quelques secondes pour abattre des volatiles (appelés « turkeys ») extrêmement méfiants. « Faites vous raconter une chasse avec James Baker », nous avait-on dit.

Un des plus grands banquiers de Houston, ami personnel de M. Baker depuis trente ans, s'est livré devant nous à ce jeu de la mémoire et de l'anecdote en réclamant un minimum de dis-

crétion. La conclusion s'impose : M. Baker est un chasseur. Tel M. Giscard d'Estaing, c'est un excellent fusil. Comme beaucoup d'Anglo-Saxons blancs de sexe masculin, il est convaincu qu'il vaut mieux gagner que perdre. Dans la vieille Europe pétrie de culpabilité et au Proche-Orient compliqué, on a parfois du mal à comprendre le fonctionnement de ce grand homme froid, qui n'a pas ouvert un livre d'histoire depuis des lustres, et surtout pas concernant les pays où il atterrit pour des missions jugées, de toute éternité, délicates.

DOMINIQUE DHOMBRES

Lire la suite et nos informations page 5

La mort d'Yvon Briant

Le président du CNI victime avec sa famille d'un accident d'avion en Corse.

page 20

Les assurances et le sida

Le gouvernement a fait pression sur l'UAP pour maintenir l'indemnisation des transfusés.

page 15

Réapprendre la France

Les étrangers ne sont pas les seuls à visiter en grand nombre l'Hexagone.

Lire page 15 l'article de FRANÇOIS GROSCHARD

SANS VISA

■ Barbe-Bleue en appel : des défenseurs veulent organiser un procès en réhabilitation de Gilles de Rais ■ La Pyramide en vacances ■ La table ■ Les jeux

pages 11 à 14

Le sommaire complet se trouve page 20

Qui gouverne la France ? Le cas Bouygues.

Le Nouvel Observateur
N° 1448 - P. 69

Enfin
tout savoir
sur TF1
dans
La Théorie
du Bordel
Ambiant2



GRAND CONCOURS TBA - LIVRE DE POCHE - NOUVEL OBSERVATEUR - APPLE

A L'ÉTRANGER : Algérie, 450 DA ; Maroc, 8 DH ; Tunisie, 750 m ; Allemagne, 2,50 DM ; Autriche, 28 SCH ; Belgique, 40 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Antilles-Néerlandaises, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KRD ; Espagne, 180 PTA ; G.B., 85 p ; Grèce, 220 DR ; Irlande, 1,20 £ ; Italie, 2 200 L ; Luxembourg, 42 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 2,75 FL ; Portugal, 170 ESC ; Sénégal, 450 F CFA ; Suède, 15 KRB ; Suisse, 1,50 FS ; USA, 1,25 \$; USA (Hawaii), 2,50 \$.

محمان النحل

LES FINES D'EMPIRES

Venus du nord, les Russes ont pris au dix-neuvième siècle leur revanche sur les héritiers de Gengis Khan et ils ont maîtrisé la meilleure part de l'Empire des steppes. De l'Asie centrale à l'Afghanistan, ce fut un rude voyage. Celui qui enfièvre un héros célèbre de Jules Verne.

Par PIERRE CHUVIN

Voici le Sibérien Michel Strogoff, courrier du tsar, l'homme aux nerfs d'acier, sur qui repose le salut de l'Empire. Il est prisonnier du khan félon Féofar. Des danseuses persanes, toutes de gaze voilées, préludent par leurs évolutions à l'aveuglement du vaillant Michel : c'est l'ultime spectacle que lui réserve son vainqueur. Et les hordes tartares vont inonder le monde civilisé. Mis en scène par Jules Verne, le drame se joue en Sibérie, au milieu des steppes, quelque part entre Omsk et Irkoutsk. Qui était donc « Féofar Khan » ? Rien de moins que l'émir de Boukhara ! Ne demandons pas ici au romancier d'être le témoin des événements de son époque. Il suffit qu'il en reflète les peurs, les rêves et les fantasmes.

En 1876, lorsque parut *Michel Strogoff*, la réalité était bien différente. Non que l'émir d'alors, Muzaffer Ed-Din Khan, ne régnât en despote, autant qu'il le pouvait. Mais, maître de bonnes terres agricoles, il n'avait rien d'un chef de hordes nomades, et son territoire était plus riche d'oasis que de steppes désertiques. Il ne devait son trône qu'à l'appui des Russes, qui seul lui permettait de mater les insurrections à l'intérieur de son royaume. Et il était tout à fait hors d'état de ranger sous sa bannière le seigneur de Khiva et celui de Kokand. Le premier haïssait traditionnellement le maître de Boukhara. Le second, naguère son protégé, ne subsistait lui aussi sur le trône que par le bon vouloir des Russes. Janvier 1876 vit précisément l'annexion totale du khanat de Kokand (Ferghana) par les généraux von Kaufmann et Skobelev, au cours d'une promenade militaire. Les Russes avaient mis en déroute une armée de cinquante mille hommes, avec des pertes insignifiantes : six nés et huit blessés. Néanmoins, seule l'incapacité du prétendant qu'ils soutenaient les décida à l'annexion pure et simple.

Une telle déchéance n'était ni l'œuvre des circonstances immédiates ni le résultat du « fanatisme » et de l'« apathie » musulmane, comme se plaisent à les décrire certains voyageurs. La première étape sur le chemin qui devait mener l'Asie centrale à l'isolement et à l'arriération avait été franchie plus de trois cents ans auparavant. De cette étape, un témoin exultant se dresse sur la place Rouge à Moscou. C'est l'église de Basile le Bienheureux, qui, de tous ses bulbes, de toutes ses couleuvres éclatantes, lance vers Dieu le cri de joie du tsar Ivan IV et de son peuple, enfin libérés en 1554 du joug des Tatars, descendants de la Horde d'Or. La sujétion des Russes aux héritiers de Gengis Khan, qui durait depuis plus de trois siècles, cessait enfin. Dès lors, jusqu'au pouvoir soviétique inclus, l'histoire de ces régions fut dominée par la poussée des Russes vers le sud : en direction du sud-ouest, vers la Caucase, la Crimée, Istanbul ; en direction du sud-est, vers les royaumes de l'Asie centrale et de l'Afghanistan.

Après 1554, les populations turques d'Asie centrale n'eurent plus de frontière commune avec les Turcs occidentaux, Tatars de Crimée (issus eux aussi de la Horde d'Or) et Ottomans, vers lesquels ils regardaient cependant, mais qui furent toujours trop loin pour les aider. Une fois le khanat d'Astrakhan annexé par les Russes sur la basse Volga, la voie qui avait été l'une des grandes routes de la soie était coupée. A dire vrai, elle était déjà sur le déclin, court-circuitée par les relations maritimes entre l'Extrême-Orient et l'Europe. L'Asie centrale, peuplée de musulmans sunnites, se trouva isolée de la Méditerranée, des lieux saints et de l'Europe, au nord par les Russes, au sud par l'Iran, où le chiisme était devenu la religion officielle avec Chah Ismaïl, en 1501.

Ces contrées, qui étaient depuis plus d'un millénaire des foyers de culture et d'art, au cœur d'un commerce transcontinental florissant, se trouvaient désormais à l'écart et promises à diverses vassalités : à l'est, dans le Turkestan chinois, la dynastie mandchoue ; au nord-ouest, les Russes ; enfin, au sud, les Iraniens. Dans l'Asie centrale engourdie, les rivalités locales ne s'apaisèrent pourtant pas. Les deux grandes oasis, la vallée du Zérafchan (avec ses deux cités, Samarcande et Boukhara, la capitale) et le delta de l'Amou-Darya (le Khorezm, avec Ourgentch, puis Khiva), gardèrent leur inimitié traditionnelle.

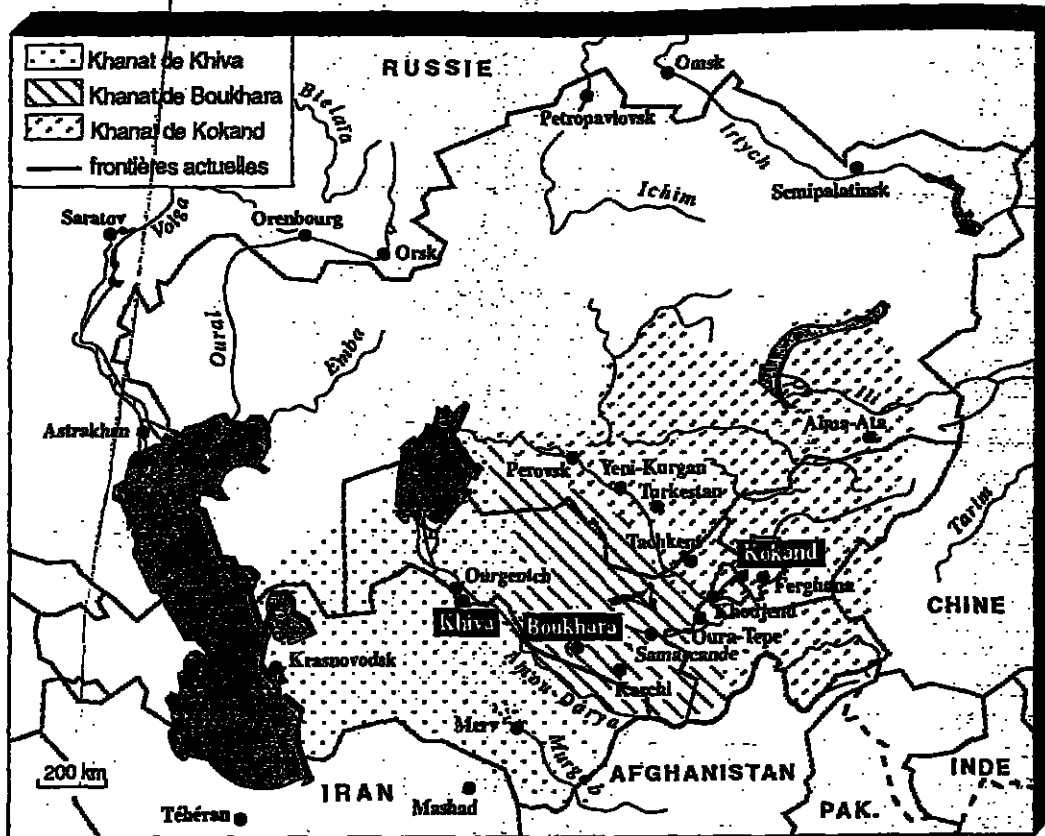
Si la prise d'Astrakhan par les Russes eut une valeur hautement symbolique, un second bouleversement fut provoqué par un prince turkmène, Nadir Chah d'Iran, sorte de maire du palais et remarquable général. Entre 1730 et 1747, il se battit sur tous les fronts, à l'ouest et au nord contre les Ottomans et les Tatars, et

surtout à l'est, où il mena ses campagnes les plus brillantes, jusqu'à Delhi, qu'il pillait, accélérant la décadence de l'Empire moghol. Il se dirigea aussi vers les Etats d'Asie centrale, Boukhara et Khiva, qui durent lui verser tribut.

Nadir Chah provoqua l'éclatement de l'émirat de Boukhara, qui, privé de ses dépendances méridionales, se trouva pratiquement réduit à la vallée du Zérafchan. Son incursion favorisa sans doute le développement d'un nouvel Etat dans la haute vallée du Syr-Darya, le Ferghana. Fond de lac asséché, fertile, bien protégé entre ses montagnes, cette haute plaine était devenue vers 1710 un khanat dont la capitale était Kokand. Les seigneurs de Kokand, disposant d'une armée régulière de cavaliers, unifièrent le Ferghana au cours du dix-huitième siècle et étendirent leurs possessions au nord, vers la plaine de Tachkent et le cours moyen du Syr-Darya, annexant des contrées jusque-là vassales de nom de Boukhara.

En 1814 ou 1815, la prise de la ville de Turkestan, qui abrite le mausolée d'un saint vénéré, permit au souverain de Kokand de se donner le titre de commandeur (émir) des croyants. Cela ne l'empêchait pas, ainsi que ses successeurs, de s'adonner à l'ivrognerie, si fréquente chez les descendants de Timour et de Gengis Khan.

Le khanat de Kokand connut son apogée en 1822-1842, sous Muhammad Ali Khan. Il reçut un coup décisif en 1842 avec une intervention de Nasrullah, l'émir de Boukhara, exécutant une bonne partie de la famille royale, dont la mère du khan, poétesse reconnue. Mais Nasrullah ne parvint pas à dominer durablement le Ferghana, ses protégés n'ayant rien de plus pressé, dès que



23. - Les steppes de Michel Strogoff



L'Asie centrale a été plus facile à conquérir qu'à conserver par les Russes puis par les Soviétiques. Témoin les révoltes des Basmatichis, jugées ici à Samarcande en 1932.

l'armée de Boukhara avait tourné le dos, que de se retourner contre leur protecteur. Et, surtout, les Russes se profilèrent à l'horizon. Un voyageur d'origine hongroise, Vambéry, qui parcourut ces contrées en 1863 en se faisant passer pour un derviche venu de l'Empire ottoman, se rend à l'évidence : « Il est à présumer que l'occupation russe mettra bientôt un terme à ces misérables guerres civiles qui déchirent les trois khanats turkomanes ».

Les Russes avaient surgi au nord depuis longtemps. En 1853 fut construit sur le Syr-Darya, à l'orée de la steppe, le port de Perovsk (ancien Ak-Mesjid ou « Mosquée blanche » : rebaptisé Qyzyl-Orda, « Armée rouge », à l'époque soviétique). En 1854 fut fondée Vernij, la « Fidèle », aujourd'hui Alma-Ata. Les Russes arrivèrent en contournant par l'est les vastes oasis échelonnées entre le Ferghana, porte de la Chine, et le Khorezm, qui donne accès à la Volga. Entre Syr-Darya et Caspienne, la conquête se fit en tenaille : en 1869 fut créé le port de Krasnovodsk. La boucle du chemin de fer réunit en quelque sorte les deux mâchoires de la tenaille.

Elle se fit aussi en fonction des aléas de l'histoire. En 1854-1855, la guerre de Crimée fut pour les Russes un sérieux coup de frein. En revanche, en 1857, la reddition de Chamil, dans la Caucase, libéra les forces russes, au moment même où la révolte des cipayes en Inde paralysait les Anglais, inquiets de toute avancée des Russes vers le sud-est. Les guerres de Crimée d'abord, de Sécession (1861-1865) ensuite, entraînèrent en outre une très forte hausse du prix du coton. Si bien que, dans les années 1870, sur l'initiative du général von Kaufmann, fut introduit en Asie centrale le coton américain, de qualité très supérieure à la variété locale. Dans la région de Tachkent, la superficie cultivée en coton fut multipliée par 150 de 1884 à 1888. C'étaient les préludes de l'invasion actuelle du pays par l'« or blanc », comme devaient dire plus tard les slogans socia-

listes. En 1865 fut constituée la région administrative russe du Turkestan. On y inclut rapidement l'essentiel du khanat de Kokand, que la dramatique prise de Tachkent par les Russes en juin 1865 avait rejeté dans son berceau, le Ferghana. Le 24 mai 1866, Khodjend, verrou du Ferghana, l'Alexandrie ultime d'Alexandre le Grand, capitula. En août, c'est Oura-Tepe et Djizak, puis Yeni-Kurgan en 1867 : la route de Samarcande est ouverte, elle est plus qu'à moitié parcourue. Von Kaufmann mène le jeu. Lorsque ses hommes franchissent à gué, de l'eau jusqu'à la poitrine, le bras du fleuve qui leur barre l'accès de Samarcande, les troupes de l'émir, prises de panique, détalent en abandonnant leur artillerie. Les habitants de Samarcande ferment aux fuyards les portes de la ville ; une délégation de mollats et de notables permet à von Kaufmann de faire une entrée pacifique dans la capitale de Timour et d'en prendre possession au nom du tsar Alexandre II, le 14 mai 1868.

La région est aussitôt incorporée au gouvernement du Turkestan. Sans doute la population avait-elle pris conscience de l'inutilité de la résistance. Sans doute aussi l'autorité du « demi-roi », le général von Kaufmann, paraissait-elle plus rassurante et plus ferme, plus prometteuse de bonnes affaires que celle de l'émir aux arts rustiques et commerçants de Samarcande. Les Russes, de leur côté, s'abstenaient de tout prosélytisme religieux. Un mois plus tard, cependant, un soulèvement de la population tint la garnison assiégée pendant six jours, et faillit en venir à bout.

Le 29 mai 1873, Khiva capitula. La même année, Khiva et Boukhara passent sous le protectorat russe. Les princes connaissent une situation très difficile à vivre pour un musulman : diriger un Etat client des chrétiens. En 1873-1875, Kokand sombre dans l'anarchie et finit par être annexé au tout début de 1876. Le sort des trois Etats paraît alors réglé. Reste à délimiter, vers le sud, les limites des zones d'influence russe et britannique. Comme le dit le géographe Elisee Reclus après 1873 : « Derrière Boukhara se montre le Russe. Par-delà l'Afghanistan on devine l'Angleterre ».

Les Russes étaient installés de longue date sur la côte de la Caspienne, près de l'Iran. Tout en affirmant leur présence, ils n'empêchaient guère les expéditions de piraterie des Turkmènes sunnites contre leurs voisins chiites du Sud. Mais lorsque les troupes du tsar en vinrent à dominer les oasis turkmènes (non sans une sanglante défaite à Gök-Tepe en 1879), les Anglais s'inquiétèrent de les voir entrer dans Merv le 31 janvier 1884 puis, en mars, dans les oasis du Murghab : ils disposaient désormais d'un chemin court et commode, depuis la Caspienne, s'ils voulaient envahir l'Afghanistan, releva lord Curzon, futur vice-roi des Indes.

L'Afghanistan restera indépendant et ses frontières nord, fixées non sans de vives tensions par des accords de 1887 et 1895, manifestent clairement sa nature d'Etat-tampon, avec cet étrange bec de canard à l'est, où la Chine, l'Inde, le Pakistan et l'Asie centrale et russe, ex-soviétique, encadrent un lambeau d'Afghanistan qui n'a pas vingt kilomètres de largeur dans sa partie la plus étroite. La frontière entre Asie russe et Afghanistan est artificielle. Cependant, la partie qui suit le cours de l'Amou-Darya avait été imposée par Nadir Chah à l'émir de Boukhara dès le dix-huitième siècle. Quant aux Turkmènes, c'en fut fini pour eux de razzier chevaux et esclaves. Sur les débris laissés par les héritiers de Tamerlan, un nouvel Empire était fondé. Il se maintint avec le cycle ordinaire de révoltes et de répressions cruelles. Il s'est effondré l'année dernière.

POUR EN SAVOIR PLUS

- « Turan. Une description du khanat de Khokand vers 1832 d'après un document ottoman », de Jean-Louis Bacqué-Grammont, *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 13, 1972.
- « La politique culturelle du pouvoir tsariste au Turkestan (1867-1917) », d'Hélène Carrère d'Encausse, *Cahiers du monde russe et soviétique*, n° 3, 1962.
- « Voyages d'un faux derviche dans l'Asie centrale », d'Arminius Vambéry, 1873, réimpression Editions You-Feng (45, rue Monsieur-le-Prince, 75006 Paris), 1987.

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales

Le président américain, M. George Bush, s'est « félicité », jeudi 13 août, de l'adoption par le Conseil de sécurité des Nations unies de deux résolutions sur l'ex-Yougoslavie : la première sur l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine, par la force si nécessaire ; la seconde sur l'accès aux camps de détention et condamnant les violations du droit humanitaire, notamment la politique d'« émigration ethnique ». « Le vote de l'ONU aujourd'hui marque un pas important dans notre réponse à cette tragédie humaine », a estimé M. Bush. Le président a souhaité une « coopération totale » de toutes les autorités de l'ex-Yougoslavie. Peu avant le vote de l'ONU, le dirigeant des Serbes de Bosnie, M. Radovan Karadzic, avait « averti » qu'une intervention militaire, « pas nécessaire » à ses yeux, risquait de transformer la République en un « enfer ».

Pour passer des déclarations à l'action, les instances régionales « autorisées » par l'ONU à pren-

dre « toutes les mesures nécessaires », se sont réunies jeudi ou devaient se rencontrer vendredi. L'OTAN, qui devait se réunir vendredi à Bruxelles, au niveau des ambassadeurs, semble adopter une position pour le moins prudente. Lors d'une rencontre jeudi à Rome, les experts des neuf pays membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) ont décidé de créer un « groupe d'étude » chargé d'évaluer les possibilités d'interventions en Bosnie, notamment d'escorter les convois humanitaires. En revanche, les experts de cette organisation ont jugé « hors d'un cadre immédiatement réalisable » la création de couloirs humanitaires.

A Prague, les hauts fonctionnaires des cinquante et un pays (la Yougoslavie ayant été exclue) de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) ont ouvert, jeudi, une session de deux jours sur la crise yougoslave. Un document final devait être adopté vendredi. La « réponse de principe » de la CSCE devrait être

« positive » mais « vague » en raison du manque de moyens de la CSCE, selon des sources diplomatiques.

Sur le terrain, sans escorte militaire, un convoi du Haut-Commissariat aux réfugiés (HCR), transportant 80 tonnes de vivres et de médicaments est arrivé, jeudi 13 août, dans le nord de la Bosnie-Herzégovine, dans la région de Banja-Luka. L'aide est destinée aux quelque 25 000 personnes – des musulmans en majorité – de quatre localités de la région menacées par les Serbes d'une opération de « nettoyage ethnique », selon le HCR. L'organisation de l'ONU pour les réfugiés compte ainsi « exercer une pression psychologique (...) dans l'espoir de contenir la politique systématique de terreur contre la population ».

Le ministre français de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, est arrivé, jeudi soir, dans le fief serbe de Bosnie de Banja-Luka, a annoncé M. Roland Dumas, le ministre

français des affaires étrangères, qui a fustigé sur TF1 les « bouseux », les « véritables irresponsables » qui « préconisent une action militaire guerrière complète » dans l'ex-Yougoslavie. M. Kouchner doit visiter des camps de détention, tenus aussi bien par des Serbes que par des Croates ou des Musulmans.

Alors que la visite de jeudi à Sarajevo du premier ministre de la nouvelle Yougoslavie, M. Milan Panic, s'est soldée par un échec politique et la mort d'un journaliste, Belgrade a annoncé dans la journée avoir officiellement reconnu la République de Slovénie. En Bosnie-Herzégovine, les combats se sont poursuivis. Les affrontements ont fait, entre mercredi et jeudi, trente morts et 114 blessés, dont six morts et 33 blessés à Sarajevo, selon la cellule médicale de la République bosniaque. (AFP, Reuters, AP, UPI.)

L'OTAN n'est pas prête à prendre des décisions concrètes

BRUXELLES

de notre envoyé spécial

A la veille de la réunion, vendredi 14 août, à Bruxelles, des ambassadeurs des pays membres de l'OTAN, celle-ci ne paraît pas prête à mettre rapidement en œuvre la résolution 770 du Conseil de sécurité autorisant à mots couverts le recours à la force pour assurer l'acheminement de l'assistance humanitaire en Bosnie-Herzégovine.

Réunis en conseil de l'Atlantique nord – la plus haute instance de l'organisation – les diplomates devaient discuter des options d'intervention préparées, au cours des deux dernières semaines, par les responsables militaires. C'est une lettre, le 31 juillet, du secrétaire général des Nations unies au président de la CSCE qui avait donné le signal de cette mobilisation de l'état-major allié. Il s'agissait alors d'étudier la possibilité de placer sous contrôle international les armes lourdes déployées en Bosnie-Herzégovine ; et, à l'initiative de Washington et de Londres, renforcer de l'embargo naval dans l'Adriatique et la protection militaire d'éventuels corridors de circulation de l'aide humanitaire ont été ensuite inclus dans le champ de réflexion des militaires.

Ces derniers ont présenté, jeudi 13 août, le rapport au comité militaire de l'OTAN – au sein duquel la France a rang d'observateur – qui, à l'instar de l'ONU, accueille avec réserve. De source diplomatique continentale, on indique que les chefs des forces alliées ne laisseraient en fait aucun choix aux responsables politiques, préconisant la seule option lourde, qui repose sur l'engagement de plusieurs dizaines de milliers d'hommes.

La perspective d'une mobilisation aussi massive déplaît à au moins deux pays, la Grèce et la Grande-Bretagne, qui ont fait savoir, tandis que les Etats-Unis,

du moins au comité militaire, n'ont pris aucune position. De façon plus générale, aucun pays membre n'a, semble-t-il, encore concrètement indiqué, selon nos informations, quels moyens en matériel ou en hommes il était prêt à engager, le cas échéant, dans une action militaire-humanitaire de l'OTAN. Or celle-ci n'a aucune force en propre et le silence des Etats membres à ce sujet la rend elle-même muette.

Pas d'attente irréaliste

Illustration supplémentaire de la prudence prévalant à Bruxelles : le texte de la déclaration que doit faire, à l'issue de la réunion du conseil, le secrétaire général de l'organisation, M. Manfred Wörner, était toujours en négociations, jeudi soir, la version distribuée plus tôt dans la journée ayant été considérée comme trop univoque par plusieurs délégations. La référence à une « action de maintien de la paix », notamment, a été une source d'objections.

En définitive, les alliés devraient faire part de la « consternation » que leur inspire la crise yougoslave, exprimer leur « appui sans réserve » aux résolutions de l'ONU, et annoncer la poursuite de leurs consultations. Selon un porte-parole de la mission américaine auprès de l'OTAN, la réunion des ambassadeurs ne devrait pas déboucher « sur des décisions concrètes » ni susciter « une attente irréaliste ». Il a précisé qu'elle marquerait « le début d'un processus qui ne se poursuivra, peut-être, pendant une dizaine de jours ». Dans l'attente de la conférence internationale sur la Yougoslavie, prévue à Londres du 26 au 28 août, « si l'indication claire de préparatifs croissants a de l'effet, tout le monde sera content », affirme une source américaine.

CHRISTIAN CHARTIER

Les résolutions 770...

Les « mesures nécessaires » pour assurer l'aide humanitaire

Voici les principaux extraits du texte de la résolution 770 autorisant le recours à la force pour l'acheminement de l'aide humanitaire en Bosnie-Herzégovine, ainsi que la liste des Etats membres de l'ONU pour lesquels la résolution 770 (1992) est applicable :

« Le Conseil de sécurité (...) souligne une fois encore qu'il est indispensable de trouver d'urgence une solution politique négociée pour remédier à la situation dans la République de Bosnie-Herzégovine afin de permettre à ce pays de vivre en paix et en sécurité à l'intérieur de ses frontières ;

« (...) Résolu à établir des conditions possibles les conditions voulues pour acheminer l'aide humanitaire partout où elle est nécessaire en Bosnie-Herzégovine, conformément à la résolution 794 (1992) ;

Agissant en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations unies ;

1. - Exige de nouveau que toutes les parties et les autres intéressés en Bosnie-Herzégovine arrêtent immédiatement les combats ;
2. - Exhorte les Etats à prendre, à titre national ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires pour faciliter, en coordination avec l'Organisation des Nations unies, l'acheminement par les organisations humanitaires compétentes des Nations unies et d'autres de l'assistance humanitaire à Sarajevo et partout où elle est nécessaire dans d'autres parties de la Bosnie-Herzégovine ;

3. - Exige que soit immédiatement accordée au Comité international de la Croix-Rouge et aux autres organisations humanitaires compétentes la possibilité d'avoir accès sans entrave et en permanence à tous les camps, prisons et centres de détention, et que tous les détenus soient traités humanement et reçoivent entre autres des vivres, un abri et des soins médicaux adéquats ;

La sécurité des personnels de l'ONU

4. - Demande aux Etats de faire rapport au secrétaire général sur les mesures qu'ils prennent en coordination avec l'Organisation des Nations unies pour appliquer la présente résolution, et invite le secrétaire général à examiner de manière continue toutes nouvelles mesures qui pourraient être nécessaires pour assurer l'acheminement sans entrave des fournitures humanitaires ;
5. - Prie tous les Etats d'apporter un appui approprié aux mesures prises en application de la présente résolution ;
6. - Exige que toutes les parties et les autres intéressés prennent les mesures nécessaires pour garantir la sécurité du personnel des Nations unies et des autres personnels chargés d'acheminement l'aide humanitaire ;
7. - Prie le secrétaire général de lui faire périodiquement rapport concernant l'application de la présente résolution (...).

(Reuters.)

... et 771

L'« émigration ethnique » « fermement condamnée »

Voici les principaux passages de la résolution 771, concernant les droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie, adoptée, jeudi 13 août, à l'unanimité des quinze membres du Conseil de sécurité :

« Le Conseil de sécurité (...) se déclarant gravement alarmé par les informations qui continuent de faire état de violations généralisées du droit humanitaire international sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, en particulier en Bosnie-Herzégovine, et notamment par les informations selon lesquelles il serait procédé à l'expulsion et à la déportation massives et forcées de civils, à l'emprisonnement de civils dans des centres de détention où ils seraient soumis à des exactions, à des attaques délibérées à l'encontre de non-combattants, d'hôpitaux et d'ambulances, qui font obstacle à l'acheminement des produits alimentaires et médicaux destinés à la population civile, et à des actes insensés de sacage et de destruction de biens (...) ;

1. - Réaffirme que toutes les parties au conflit sont tenues de s'acquiescer des obligations qui leur incombent en vertu du droit humanitaire international et en particulier des conventions de Genève du 12 août 1949, et que les personnes qui commettent ou ordonnent de commettre des actes constituant de graves violations de ces conventions en portent individuellement la responsabilité ;
2. - Condamne fermement toutes les violations du droit humanitaire international, y compris celles qu'implique la pratique de l'« émigration ethnique » ;

3. - Exige que toutes les parties et les autres intéressés dans l'ex-Yougoslavie, ainsi que toutes les forces militaires en Bosnie-Herzégovine, mettent immédiatement fin à toutes les violations du droit humanitaire international (...);
4. - Exige en outre que soit immédiatement accordée aux organisations humanitaires internationales compétentes, notamment au Comité international de la Croix-Rouge, la possibilité d'avoir accès sans entrave et en permanence aux camps, prisons et centres de détention sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, et autorise toutes les parties à faire tout ce qui est en leur pouvoir pour leur faciliter cet accès ;
5. - Demande aux Etats et, le cas échéant, aux organisations humanitaires internationales de rassembler les informations étendues qu'ils détiennent ou qui leur ont été communiquées au sujet des violations du droit humanitaire (...) commises sur le territoire de l'ex-Yougoslavie, et de [les] mettre à disposition du [Conseil] ;
6. - Prie le secrétaire général de rassembler [ces] informations (...) et de lui en présenter un résumé dans un rapport qui contiendra également ses recommandations quant aux mesures supplémentaires qui pourraient être appropriées (...);
7. - Décide, agissant en vertu du chapitre VII de la Charte de l'ONU, que toutes les parties (...) doivent se conformer aux dispositions de la présente résolution, faute de quoi le Conseil devra prendre de nouvelles mesures en vertu de la Charte (...).

(Reuters.)

Intimider les Serbes

Suite de la première page

Malgré les protestations énergiques, avant la réunion de jeudi, de certains membres du Conseil contre la « faiblesse » et l'« insuffisance » des mesures prévues par la résolution, les discours sont restés très modérés. Tous les membres ont condamné la détérioration de la situation en Bosnie et exprimé leur indignation à propos de l'« émigration ethnique » dans ce pays.

Pour l'ambassadeur américain, M. Edward Perkins, cette pratique « abjecte » revient à « une extermination ethnique intolérable ». Le représentant du Venezuela, M. Arias, a proposé que les auteurs de ce « crime moyen-âgeux » soient jugés comme criminels de guerre. Le représentant adjoint de la France, M. Jean-Marc de la Sablière, a exprimé son « horreur » et son « indignation ». Quant à l'ambassadeur du Maroc, M. Ahmed Soudani, il a estimé que la résolution « ne règle pas le problème de fond, à savoir la responsabilité serbe dans cette entreprise de destruction en Bosnie-Herzégovine ». Parlant à des journalistes, M. Soudani s'est dit « très sceptique » quant aux résultats de la prochaine conférence de Londres.

Les trois pays qui se sont abstenus au moment du vote de la

« 770 » (Chine, Zimbabwe et Inde) ont soulevé certaines questions pertinentes. Le représentant du Zimbabwe, M. Mumbengezi, a déclaré que « cette résolution donne le pouvoir à des Etats non identifiés d'agir en Bosnie-Herzégovine, au nom des Nations unies mais sans contrôle de l'ONU ». Pour l'ambassadeur chinois, M. Li Daoyu, ce texte équivaut à un « chèque en blanc », ce qui, selon lui, pourrait aggraver la situation. Le représentant de l'Inde a, lui, exprimé sa « profonde préoccupation » concernant la sécurité de la FORPRONU, qui pourrait « devenir la cible de batailles entre les barons serbes et leurs 70 000 hommes » et les pays utilisant la force.

Cette préoccupation n'est pas la véritable raison de l'attitude de ces trois pays lors du vote : ils s'abstiennent systématiquement, pour des raisons de politique intérieure, lorsqu'il s'agit de l'utilisation de la force dans des cas de violation des droits de l'homme. Toutefois les objections soulevées dans ce cas précis ne sont pas sans fondement. Les deux résolutions laissent en effet plusieurs questions sans réponse.

La résolution 770 autorise l'usage de la force pour la protection des convois humanitaires.

Elle le fait en « exhortant » les Etats à prendre « à titre national, ou dans le cadre d'organisations ou d'arrangements régionaux, toutes les mesures nécessaires » pour protéger l'acheminement de l'assistance humanitaire.

Premièrement, est-ce que cela veut dire que tout pays désireux d'aider la population de Bosnie-Herzégovine pourrait avoir recours à la force ? Pour les Occidentaux, la réponse est « non ». Pour certains pays membres de l'Organisation de la conférence islamique (OCI), comme la Turquie et l'Iran, la réponse est positive. Ils estiment que la protection armée des convois humanitaires « ne suffit pas à mettre fin aux souffrances de la population musulmane en Bosnie-Herzégovine ». Alors, qui pourrait participer à une éventuelle opération militaire ? Les délégués occidentaux répètent que cette question sera réglée dans le cadre de l'OTAN ou de l'UEO.

Eviter un débat avec les pays islamiques

Deuxièmement, quel sera le rôle de l'ONU ? La résolution mentionne plusieurs fois « la coordination des opérations avec les Nations unies ». Les co-auteurs de la résolution 770 insistent sur l'usage de la force qui est autorisé pour « renforcer » le mandat de la FORPRONU et non pour s'y substituer. Pourtant, avant la réunion du Conseil, M. Boutros Boutros-Ghali avait demandé à être abso-

lument averti par avance « s'ils décidaient d'avoir recours à la force ». A New-York, les diplomates expliquent que, dans un tel cas de figure, le « retrait du personnel de l'ONU n'est pas exclu ».

Troisièmement, la force serait-elle utilisée exclusivement pour protéger les convois humanitaires ou peut-elle être aussi envisagée pour mettre fin à l'« émigration ethnique » ? La résolution 771, adoptée dans le cadre du chapitre 7 de la Charte, menace d'un « recours à de nouvelles mesures » si la pratique de l'« émigration ethnique » continue. Là encore, les interprétations du texte varient. Les uns affirment que la résolution « annonce nettement l'intention du Conseil de prendre des mesures de rétorsion si la pratique de l'« émigration ethnique » continue ». Les autres confirment que cette même résolution ne fait que condamner cette pratique.

Les représentants de plusieurs pays, y compris la Bosnie-Herzégovine, avaient demandé à prendre la parole au cours de la réunion. Pendant les consultations à huis clos, avant la séance, les co-auteurs des textes ont décidé que seuls les pays membres auraient le droit à la parole. L'explication donnée à l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine, M. Muhamed Sacirbey, est que le représentant de la Fédération yougoslave (Serbie et Monténégro) aurait alors demandé un droit de réponse, ce qui revenait à une reconnaissance de facto de

la nouvelle Yougoslavie par le Conseil.

L'autre raison, disent les diplomates, était que les Occidentaux voulaient éviter un débat avec les pays islamiques qui jugent sévèrement la décision du Conseil de se contenter d'une intervention humanitaire en Bosnie-Herzégovine. M. Sacirbey a néanmoins distribué le texte de son discours aux membres du Conseil. Tout en remerciant le Conseil pour ses efforts, l'ambassadeur de Bosnie-Herzégovine affirme que la résolution 770 vise uniquement le « symptôme » de la maladie : l'« émigration ethnique » de son pays par les Serbes.

M. Sacirbey n'est pas seul à craindre que les « bonnes intentions du Conseil de sécurité » n'aient finalement pas beaucoup d'effets. Un diplomate ayant une grande connaissance de la situation en Bosnie-Herzégovine estime que les « prières » des co-auteurs de la résolution seront exaucées car les Serbes n'ont plus besoin de se battre : « Ils ont accompli ce qu'ils voulaient. Ils occupent les trois quarts du pays et la continuation de la violence ne servira plus leurs intérêts ». Il ajoute que « tout ce qui leur reste à faire est de participer à la conférence de Londres pour ratifier leur victoire ». Ce diplomate redoute cependant que, suivant la même logique, les Bosniaques eux-mêmes attaquent les convois humanitaires pour « engager finalement les forces armées occidentales ».

AFSANÉ BASSIR POUR

Un journaliste américain tué à Sarajevo

Un journaliste de la chaîne américaine ABC, David Kaplan, âgé de quarante-cinq ans, a été tué, jeudi 13 août à Sarajevo, alors qu'il accompagnait le premier ministre yougoslave, M. Milan Panic, en visite dans la capitale bosniaque assiégée.

David Kaplan se trouvait dans le convoi suivant le véhicule de M. Panic sur la route reliant l'aéroport au quartier général des « casques bleus » de l'ONU. Il a été blessé d'une balle dans le dos tirée par un franc-tireur et conduit en salle d'opération à l'antenne médicale des « casques bleus », où des médecins français n'ont pu le sauver.

Selon la Fédération internationale des journalistes, 27 journalistes et photographes yougoslaves et étrangers ont été tués, un vingt-huitième est porté disparu et des dizaines d'autres ont été blessés, depuis le début de la guerre dans l'ex-Yougoslavie. Le premier ministre yougoslave a affirmé que le journaliste américain avait été tué pour saboter sa visite. Le président bosniaque, M. Alija Izetbegovic, a refusé de recevoir M. Panic. (AFP.)

EUROPE

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales

Le représentant français met en cause la Serbie à la commission des droits de l'homme de l'ONU

GENÈVE

de notre correspondante

Prenant la parole, vendredi 14 août, devant la session extraordinaire de la commission des droits de l'homme de l'ONU, convoquée à l'initiative des États-Unis pour examiner la situation dans l'ex-Yougoslavie (le Monde du 7 août), M. Bernard Miyet, ambassadeur de France auprès de l'ONU, a tenu à rendre hommage « à la curiosité et au courage des journalistes et des organisations non gouvernementales ».

Ne mâchant pas ses mots, il a, contrairement à d'autres orateurs, désigné nommément la Serbie. Certes, a-t-il dit, « des exactions ont lieu de toutes parts », mais « il faut reconnaître la responsabilité toute particulière que porte la partie serbe dans le déclenchement et le développement de ce conflit ». Il a demandé, au nom de la France, que « le CICR puisse à tout moment, et aussi longtemps que nécessaire, se rendre en tout lieu qu'il choisira souverainement », que « le HCR et les autres organisations humanitaires disposent de toute latitude pour alléger les souffrances des populations civiles, où qu'elles se trouvent, afin de leur redonner espoir et dignité » et que soit assurée « la liberté totale de mouvement, où que ce soit sur tout le territoire de l'ancienne Yougoslavie ». « Il faut », a ajouté M. Miyet, que les droits les plus élémentaires soient rétablis au plus tôt : liberté de vivre tout simplement, de résider dans son foyer, de circuler de voter et d'être ses représentants (...) d'être respectés dans ses traditions et ses croyances ».

Se demandant si « le monstre du racisme, de l'intolérance, du fanatisme, de l'obscurantisme » n'était

pas en train de resurgir, l'ambassadeur de France a posé la question : « Quand l'intra-t-on de tuer, de déporter, d'assassiner, de violer, de torturer au nom des grands idéaux : la nation un jour, la race un autre, la religion parfois ? Il a souhaité que « les peuples sachent arrêter les dirigeants qui les engagent dans le cycle infernal de la violence, car celui-ci devient vite incontrôlable et se nourrit des plus démons : soit de revanche, terrorisme, fanatisme ».

La veille, le représentant américain, M. John Bolton, s'était déclaré « averti par la sauvagerie sans nom et sans morale qui s'est déchaînée contre les citoyens de ce qui a été la Yougoslavie ». L'un des objectifs de cette session est de garantir que les organisations humanitaires telles que le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) aient un accès immédiat, sûr et sans entraves à toutes les victimes du conflit, notamment à celles qui sont détenues. « Nous posons aux peuples de Serbie-Monténégro (nouvelle Yougoslavie), a conclu M. Bolton, cette question : souhaitent-ils rester dans l'histoire comme les citoyens du dernier Etat fasciste d'Europe ? »

M. Branko Brankovic, représentant de Belgrade, a, comme il fallait s'y attendre, vigoureusement réfuté les propos du délégué américain. Déclarant qu'il n'y avait pas de camps de détention dans la nouvelle Yougoslavie, il a fait état des mauvais traitements des prisonniers serbes seraient victimes dans des camps croates.

L'unanimité s'est faite sur la nécessité de nommer un rapporteur spécial. Une exception peut-être : l'Irak, en qui les Serbes semblent avoir trouvé leur seul soutien.

ISABELLE VICHINAC

La Croix-Rouge a rendu visite à 8 300 prisonniers

GENÈVE

de notre correspondante

Alors que le CICR dénonçait solennellement, jeudi 13 août, les « traitements inhumains » infligés en Bosnie-Herzégovine (le Monde du 14 août), M. Claudio Caratschi, vice-président du Comité international de la Croix-Rouge, intervenait à la session extraordinaire de la Commission des droits de l'homme de l'ONU pour rappeler l'action du CICR, qui maintient 103 délégués sur le territoire de l'ex-Yougoslavie.

En dépit d'une intense activité diplomatique, notamment de contacts bilatéraux confidentiels avec les divers belligérants et, depuis le mois de juin, des visites à plus de vingt mille prisonniers dont huit mille trois cents en Bosnie-Herzégovine, « le constat du CICR y est négatif, car les parties au conflit n'ont pas encore réussi à réduire la haine réciproque, à assouvir leur autorité sur leurs troupes, à empêcher l'exclusion de

l'autre et à limiter les déclassements de violence, ne laissant ainsi aucun espace, ou très peu, au minimum nécessaire d'humanité ». En dépit des obstacles, le CICR tient à poursuivre sa mission de faire que dans des conditions de sécurité satisfaisante et moyennant une « action complémentaire des organismes politiques et des États ».

« Nous sommes tous responsables », a conclu M. Caratschi. Déjà, dans son appel lancé jeudi, le CICR rappelait que « l'ensemble des États porte une responsabilité collective puisqu'ils se sont engagés, en tant qu'États parties, non seulement à respecter, mais également à faire respecter les conventions de Genève en toutes circonstances ». C'est en effet l'article premier des quatre conventions de Genève, base du droit international humanitaire, qui précise cet engagement contracté par la quasi-totalité des pays du monde.

I. V.

Témoignages sur un cauchemar

Suite de la première page

« Kozjerovo et Drinjac n'existent plus aujourd'hui, poursuit Tina. Les maisons des Musulmans ont été pillées et brûlées ; les femmes ont été violées puis emmenées avec leurs enfants en direction de Tuzla. Les tchétniks, conduits par un ancien conseiller municipal de Zvornik, ont emmené de force toute la population musulmane à Drinjac. Les hommes ont été placés dans un préau où ils ont été battus pendant plus de quatre heures tandis que les femmes et les enfants entendaient leurs cris. Il y avait du sang partout sur les murs ».

« Ensuite, les tchétniks ont fait sortir trente-cinq hommes (dont le témoin fournit la liste, NDLR) et les ont abattus. Ensuite, des femmes ont de nouveau été violées et torturées. Une douzaine d'enfants de quatorze-quinze ans ont été emmenés vers Zvornik et nous n'avons plus entendu parler d'eux. Le dimanche 21 mai, ils ont emporté cent cinquante femmes et enfants dans deux autobus et nous avons pris la route de Tuzla. Certains d'entre nous, dont moi-même, avons été échangés contre des tchétniks capturés ».

Abdulah, cinquante-cinq ans, responsable d'un foyer d'étudiants qui héberge à présent des réfugiés, fait état, lui, d'exécutions et de massacres commis dans de nombreuses localités (Bosanska Krupa, Bjeljina, Visegrad, Rogatica notamment) par des éléments de l'armée ex-yougoslave et des réserves de Serbie et du Monténégro avec la complicité du Parti démocratique serbe (SDS) de Bosnie.

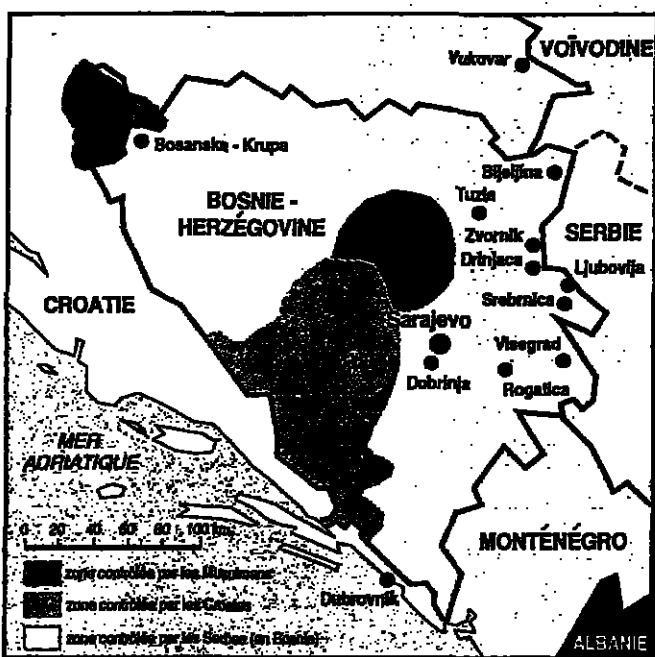
Meurtre organisé

« Les criminels, dit-il, ont détruit tout ce qui n'était pas serbe. Le premier jour de leur arrivée, ils ont pillé les victimes, emmené leurs biens à bord de camions vers la Serbie et le Monténégro ; ils ont tué des gens avant de les écraser avec leurs chars. Ceux qui ont survécu sont en état de choc et psychologiquement déstabilisés. Dans de nombreuses villes, il n'y a plus aujourd'hui de Musulmans bien qu'ils y aient formé avant la guerre la majorité de la population. Les soldats et miliciens (qui se sont rendus coupables de ces actes) disposent de ces armements les plus modernes. Dans de nombreux villages, les mosquées ont toutes été démolies et les cimetières musulmans profanés ».

Sabit, médecin, quarante-trois ans, Musulman, qui vit à Srebrenica, petite ville peuplée à 75 % de Musulmans, à la frontière de la Bosnie et de la Serbie, raconte le 31 mai : « Les forces serbes et l'armée ex-yougoslave ont envahi

Srebrenica le 18 avril 1992. Les premiers à arriver furent les « Vukovariens », les unités (paramilitaires serbes) qui ont démolit, volé, tué dans la ville croate de Vukovar. Dès leur arrivée, ils ont brûlé cinq maisons de Musulmans. Les quatre premiers jours, ils ont tué des dizaines de Musulmans pour que la population musulmane quitte la ville. (...) »

Le 21 avril, le meurtre organisé de la population musulmane a commencé, les plus violés étant



les jeunes et les personnalités musulmanes. Des dizaines de personnes ont été tuées, dont les personnes suivantes (suit une liste de noms et prénoms) : Ce jour-là, ils ont brûlé soixante-dix maisons de Musulmans. Mehmed Vojvodic était dans sa maison avec sa femme et ses voisins et ils les ont tous brûlés (...). Dans la ville, nous avons trouvé des dizaines de cadavres que nous n'avons pu identifier. Beaucoup de Musulmans ont été assassinés ou emmenés dans des camps en Serbie près de Ljubovija. Les forces serbes et l'armée fédérale ont brûlé les villages suivants (suit une liste de huit villages). Dans le village de Rogatica, les forces serbes ont enlevé quarante-six personnes dans une maison et les ont brûlés ».

Mustafa, retraité, cinquante-huit ans, Musulman de Zvornik, raconte une journée du début juin. « Mes voisins et moi avons été emmenés dans le cimetière musulman dans lequel (les forces serbes) avaient mis des croix, même si ce sont des tombes musulmanes. Ils m'ont demandé quelles étaient ces

tombes. J'ai répondu que c'était la tombe de mon frère et celle de Kasim Hadziabdic. Ils m'ont dit que je mentais, que c'étaient des tombes de leurs soldats et ils ont commencé à nous frapper avec les crosses de leurs fusils ».

« Puis ils ont ordonné que nous creussions la tombe de Kasim Hadziabdic, enterré dix jours plus tôt. Le major (serbe) Marko Pavlovic nous a ordonné de quitter nos maisons, expliquant que des réfugiés serbes devaient s'y installer. Ils nous ont laissé longtemps sur un terrain de football, où ils ont battu les femmes et les enfants. Puis ils ont laissé partir les vieux, les femmes et les enfants, et ont emmené près de cent quatre-vingts jeunes vers un endroit inconnu ».

Izet, quarante-deux ans, technicien à Zvornik, raconte comment

trente-cinq ans, le 12 mai, « j'ai été arrêté avec mes voisins par les forces serbes et emmené au camp de Kula, près de l'aéroport, où les civils sont détenus. Il y avait là une cinquantaine de personnes, avec des femmes et des enfants âgés de trois à treize ans. Ils ont immédiatement séparé les Serbes des Croates et des Musulmans. Les Serbes âgés et les femmes serbes étaient aussitôt relâchés tandis que les plus jeunes étaient enrôlés de force ou menacés de mort s'ils refusaient ».

« Dans un deuxième temps, les Croates et les Musulmans ont été séparés en deux groupes et emmenés dans deux salles différentes. Je me suis retrouvé dans une pièce où il y avait huit lits et une trentaine de personnes. Des boîtes de conserve nous servaient de toilettes. On nous servait un repas par jour : une tasse de thé et un morceau de pain. À entendre les voix, je suppose qu'il y avait beaucoup de prisonniers dans ce camp. Et on entendait des tirs d'artillerie lourde à proximité. Nous entendions également des coups de feu, mais il m'est impossible de dire s'il s'agissait d'exécutions ».

« Chaque jour, (les Serbes) procédaient à des interrogatoires : ils demandaient aux gens où ils avaient leur argent, leur or, leurs bijoux et leurs armes, bien que sachant que nous étions des civils. Indépendamment des réponses, nous étions sévèrement battus. Certains en sont morts. J'en connaissais un : un musicien croate, Dubravko Smolcic. (...) J'ai été moi-même interrogé le 18 mai, par deux volontaires serbes dont l'un venait de Serbie, puisqu'il en portait les insignes sur son uniforme. Ils m'ont posé les questions habituelles : mes réponses n'étaient pas satisfaisantes, ils ont commencé à me battre, en soulignant qu'ils pratiquaient le karaté. Au bout de quinze minutes, je me suis évanoui et je n'ai reçu aucune aide médicale. (...) »

« Le 20 mai, nous avons appris que nous allions être délogés contre des extrémistes serbes capturés par l'armée bosnienne. Ils nous ont fait monter dans des camions, et c'est à cette occasion que j'ai vu un groupe d'une centaine de civils arriver dans le camp. Nous avons été de nouveau battus et obligés d'applaudir la Serbie, et son roi. Nous sommes descendus du véhicule et ils nous ont ordonné de franchir le pont Vicanja où nous attendaient les autorités bosniennes. Il faisait nuit sur une distance de 300 mètres et ils n'ont cessé de tirer sur nous, blessant de nombreuses personnes aux jambes ».

Enfin, selon des témoignages venant de zones occupées par les Serbes, la population croate est tenue de porter un bandeau noir, tandis que la population hongroise doit porter un bandeau bleu.

ALAIN DEBOVE

En France

M. Chirac juge M. Mitterrand « objectivement complice » de la poursuite de la guerre

A l'exception du PCF qui affirme, par la voix de M. Jean-Claude Gaudy, membre du bureau politique, qu'il « ne peut qu'approuver le point de vue » de M. Mitterrand et, par celle de l'« Humanité », que le chef de l'Etat « a fait entendre la voix de la raison », les dirigeants des partis politiques qui se sont exprimés après la déclaration du président de la République ont critiqué vivement la position adoptée par la France.

M. Jacques Chirac, président du RPR, déclare au Figaro du 14 août que « la non-intervention, sous prétexte de ne pas « alimenter la guerre », est une attitude qui, à l'heure de la guerre, est une lâcheté ». M. Mitterrand, c'est en l'occurrence se rendre objectivement complice de la poursuite d'une guerre de conquête territoriale et des atrocités qui sont commises jour après jour ». L'ancien premier ministre pense qu'une intervention militaire « doit avoir pour seul objectif d'amener les parties en cause, à commencer par les Serbes, à la table des négociations ». Il se dit « convaincu que les dirigeants nationaux-communistes serbes y regarderont à deux fois avant de poursuivre leur guerre d'agression si le prix

d'une telle attitude devait être la perte de leurs bases aériennes, de leurs dépôts d'armements et de leurs principaux points logistiques ».

Cette analyse est partagée par les autres dirigeants du RPR. M. Alain Juppé, son secrétaire général, a déclaré, jeudi 13 août, sur TF1, que « depuis le début du drame yougoslave, la diplomatie française s'est mise dans une logique de compromis pour ne pas dire de compromission ». Partisan d'une intervention aérienne, M. Nicolas Sarkozy, secrétaire général adjoint, a reproché à M. Mitterrand, sur Europe 1, de « plaquer sur ce conflit une lecture historique totalement dépassée » qui le conduit « à soutenir envers et contre tout la Serbie ».

Mme Michèle Alliot-Marie, déléguée générale chargée des affaires étrangères, a accusé le président de la République, dans un communiqué, de choisir « la prudence politique en avançant des arguments techniques militaires » pour « ménager le régime néo-communiste serbe ».

A l'UDF, M. Alain Lamassouire, porte-parole pour les affaires européennes, s'est dit favorable, dans une déclaration à l'AFP, à « une frappe aérienne sélective et vigoureuse qui aurait un effet politique sur les dirigeants serbes qui ne comprennent que la force », soulignant que le président de la République « est tout à fait isolé sur ses positions en France puisque le PS, l'UDF et le RPR se sont prononcés pour une intervention militaire ».

M. Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée nationale, se demandant, sur Europe 1, si « la France, pays des droits de l'homme, pouvait accorder longtemps que sur le territoire de l'Europe continue à se perpétuer de tels actes », a affirmé que le président de la République « prend une responsabilité historique ». M. Bernard Stasi, premier vice-président du CDS, estimant, sur France Inter, qu'« une opération ponctuelle, aérienne essentiellement, doit pouvoir mettre fin à l'escalade et servir d'avertissement sévère pour les Serbes », a condamné les propos du chef de l'Etat. « Dire qu'il ne faut pas ajouter la guerre à la guerre, c'est-à-dire

déclarer, c'est une belle formule mais c'est une formule creuse, parce que, très souvent, pour mettre fin à la guerre on a été obligé de recourir à la guerre ».

Au Parti socialiste, on indiquait vendredi matin que M. Fabius, qui s'est prononcé le 11 août pour des bombardements aériens, n'avait pas l'intention de commenter la déclaration du président de la République. Le Front national est resté également silencieux.

Le Monde ÉDITIONS

Album du FESTIVAL D'AVIGNON 1991
EN VENTE EN LIBRAIRIE

La France met 1 100 hommes supplémentaires à la disposition des Nations unies

annonce M. Roland Dumas

Le ministre français des affaires étrangères, M. Roland Dumas, a annoncé, vendredi 14 août, sur Antenne 2, que le gouvernement français avait décidé de mettre à la disposition de l'ONU d'un contingent de 1 100 hommes à la disposition de l'ONU dès aujourd'hui, en application des résolutions votées la nuit précédente.

La veille, sur TF1, M. Dumas avait fustigé les « bouffeux », « véritables irresponsables », qui « préconisent une action militaire guerrière complète » en Yougoslavie, « imaginant sans doute, contre l'avis de tous les experts, qu'une campagne de cette sorte serait une campagne que l'on pourrait faire la fleur au fusil ». La France, a cependant précisé M. Dumas, « est prête dans le contexte actuel, qui est un

contexte d'accompagnement militaire (de convois humanitaires, NDLR), à prendre la aussi ses responsabilités, sa part », et à fournir des moyens en hommes et matériels.

Évoquant la situation « très critique » dans l'ex-Yougoslavie, le chef de la diplomatie française a souligné qu'il fallait « d'abord porter secours aux populations qui souffrent » et « en même temps donner les moyens de leur protection ». « C'est ce qui va se faire ce soir et demain puisque, a-t-il indiqué, le ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner, vient d'envoyer à Banja Luka, au cœur même de la zone serbe en Bosnie ».

M. Dumas a souligné la nécessité de « faire progresser la recherche d'une solution politique, ce que la France a réclamé depuis des mois ». « Nous avons préché dans le désert, a-t-il rappelé, en demandant cette conférence internationale qui finissait vers l'ouverture dans quelques jours », entre le 26 et le 28 août, à Londres.

Le Monde RADIO TELEVISION

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS : nommé secrétaire général de la Maison Blanche

M. Baker est chargé de redonner du tonus à la campagne électorale de M. Bush

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Le président George Bush a annoncé, jeudi 13 août, que M. James Baker allait quitter le département d'Etat pour devenir secrétaire général de la Maison Blanche. M. Baker prendra ses nouvelles fonctions le 23 août, la veille de la reprise à Washington des négociations israélo-arabes dans le cadre du processus de paix entamé en octobre dernier à Madrid. L'actuel secrétaire général, M. Samuel Skinner, est nommé président du comité national républicain, poste largement honorifique. M. Lawrence Eagleburger, numéro deux du département d'Etat, sera secrétaire d'Etat par intérim.

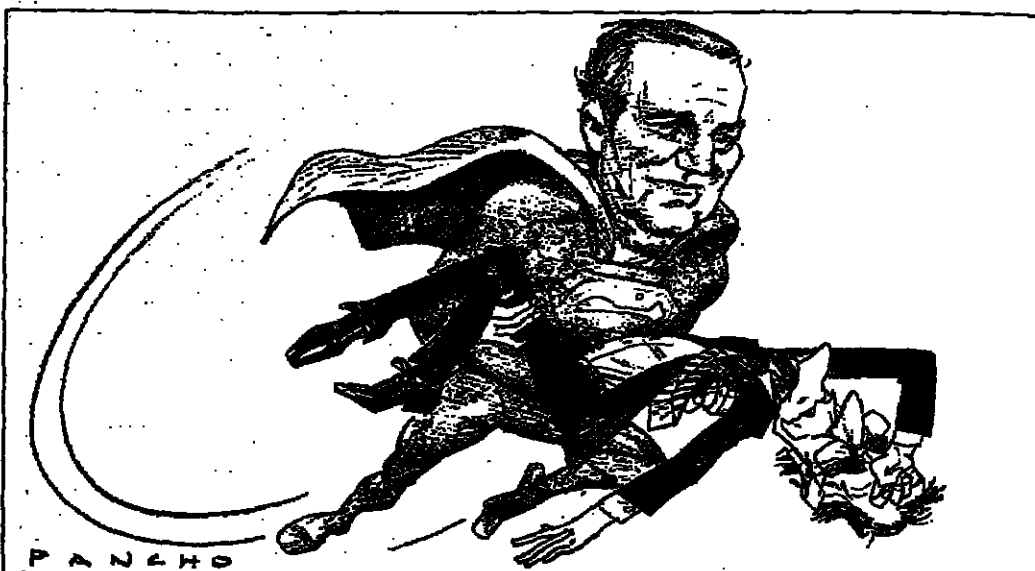
M. Baker arrive à la Maison Blanche avec une grande partie de son équipe. M. Margaret Tutwiler, qui était son porte-parole au département d'Etat, sera chargée de conseiller le président dans ses relations avec la presse, et M. Dennis Ross, qui a joué notamment un grand rôle dans la

préparation de la conférence de Madrid, supervisera les questions de politique intérieure.

Ce remaniement est le signe évident que M. Bush veut redonner du tonus à sa campagne. Ami de longue date du président, M. Baker avait joué un rôle-clé dans son élection, en 1988, et il a la réputation d'être un organisateur hors pair. L'événement peut cependant aussi être interprété comme la preuve du désarroi dans lequel se trouve le président, très largement devancé par son concurrent démocrate. Le dernier sondage Gallup, publié jeudi 13 août, donne 56 % des intentions de vote pour M. Bill Clinton contre 37 % pour M. Bush, avec 7 % d'indécis.

Il est sans précédent qu'un secrétaire d'Etat abandonne son poste pour occuper des fonctions, hiérarchiquement inférieures, à la Maison Blanche.

Ce bouleversement donne également une impression de désordre dans la mesure où M. Skinner avait été nommé seulement il y a huit mois. M. Bush a cherché à dissiper ce malaise en affirmant que M. Baker l'aiderait à formuler



un programme, aussi bien en politique intérieure qu'en politique extérieure, pour son second mandat. Il a rappelé le « rôle unique »

joué par M. Baker dans la mise en place de la coalition contre l'Irak, le lancement du processus de paix au Proche-Orient, l'établissement

de relations d'un type nouveau avec la Russie et les négociations sur le désarmement. M. Clinton a reconnu jeudi les

qualités de M. Baker. « C'est le meilleur politicien dont disposent les républicains. Et je crois qu'il va les aider », a-t-il déclaré. Le candidat démocrate s'attend aussi à quelques coups bas. Jusqu'à présent, ceux-ci avaient été portés plutôt maladroitement, selon M. Clinton, qui craint visiblement que M. Baker ne soit plus subtil.

Ce dernier a fait ses adieux jeudi à ses collègues du département d'Etat avec une émotion qui ne lui est pas coutumière, avouant qu'il avait pris « une des décisions les plus difficiles » de sa vie. Il a affirmé que le président allait accorder aux problèmes intérieurs lors de son second mandat la priorité qu'il avait donnée à la politique étrangère pendant le premier. « Je sais ce qu'il peut faire quand il tend sa volonté vers un but », a-t-il déclaré. Le propos se voulait un éloge. Mais il constituait aussi l'aveu indirect que M. Bush n'avait pas mené jusqu'ici une campagne bien équilibrée.

D. Dh.

Les ambitions de James Addison Baker III

Suite de la première page

Lorsque la première M^{me} Baker a rendu l'âme, son mari était à son chevet avec son partenaire de tennis du Country Club, un certain George Bush. Celui-ci décide de « sauver » James Baker de la dépression qui le menace. Ce sera par le biais de la politique. M. Bush propose à l'intéressé d'être son agent électoral dans la circonscription « bourgeoise », voire chic, de Houston. M. Bush, qui est déjà en politique depuis quelques années, a besoin de gagner, cette année-là, cette zone cruciale afin d'obtenir un siège au Sénat. M. Bush est, depuis toujours, républicain.

Des jumeaux antithétiques

James Baker est, par tradition, texan, démocrate. Les Texans votent alors encore pour les démocrates parce que c'est un président républicain, Abraham Lincoln, qui a gagné la guerre de Sécession. On a vu ce grand fils de famille aller à la pêche un jour d'élection présidentielle. Il ne fait pas mystère de ses choix réguliers en faveur du Parti démocrate qui est encore bien tenu en main par l'oligarchie locale, à laquelle il appartient par essence. M. Bush échoue en 1970 dans sa course au Sénat, mais il a découvert les formidables qualités d'organisateur et surtout l'énergie indomptable de James Addison Baker III.

Le lien entre les deux hommes est désormais extrêmement fort. Lorsque le président des États-Unis se rend à l'étranger à bord du Air Force One, la coquette habitude est réservée à M^{me} Bush est tout naturellement occupée par... le secrétaire d'Etat. Jamais peut-être au vingtième siècle un président et son ministre des affaires étrangères n'ont été si proches, personnellement et politiquement.

Il se ressemblent comme des jumeaux antithétiques, si la nature permettait ces aberrations. M. Bush est un patricien de la côte est venu faire fortune dans l'industrie pétrolière au Texas et qui a ensuite tenté sa chance dans la politique, comme l'avait fait jadis son propre père, qui fut sénateur républicain, bien sûr du Connecticut. Il a gagné au moins 2 millions de dollars en revendant la petite compagnie d'exploitation pétrolière qu'il avait fondée, et qui a surtout été active dans l'île caribéenne de Trinidad.

M. Baker est un aristocrate du Sud qui a fait d'excellentes études sur la côte est. Il est né dans une famille qui abhorre la politique en général et les politiciens en particulier. Son fils Jamie montre volontiers le portrait du « capitaine » Baker, le grand oncle, qui disait que, pour être un bon avocat d'affaires, il fallait se méfier comme de la peste de tout ce qui ressemble à de la politique.

Jamie Baker (le quatrième de la dynastie) nous reçoit dans son bureau climatisé de Washington, la capitale fédérale. Il a deux ou trois choses à dire à propos de son père. Le portrait qu'il en dresse est conforme à tout ce que l'on nous a dit dans les « bonnes familles » de Houston. Le secrétaire d'Etat est un homme qui sait faire de l'argent et ne déteste pas en profiter (dans la mesure où la fortune familiale,

considérable, n'en souffre pas trop); c'est un homme glacé, un mari fidèle (il s'est remarié) et un père de famille très distant, sauf lorsqu'il s'agit de sa toute dernière fille, Mary, âgée de quatorze ans.

Il a en au total, en deux mariages, la responsabilité - surtout financière, car il n'a jamais eu la fibre paternelle très développée - d'élever huit enfants : ses quatre fils (dont Jamie, l'aîné), les trois enfants issus d'un premier mariage de sa seconde femme et Mary. L'affection qu'il porte à Mary fait un peu sourire Jamie qui a trente-sept ans et n'a pas connu la même chaleur. Pour le reste, Jamie ressemble à James. Il est grand. Il est avocat d'affaires chez - surprise - Baker and Botts, la firme d'avocats créée par le « capitaine » Baker mais dans laquelle son père n'a jamais pu entrer en raison d'une clause anti-népotisme qui n'existe plus.

Une « mauvaise » guerre du Golfe

Tel est l'homme qui a pour plus grand titre de gloire récent d'avoir relancé le processus de paix au Proche-Orient avec quelques chances d'aboutir. Ce n'est pas pour autant un sans-faute que M. Baker a accompli depuis qu'il est « monté » à Washington. Il a certes averti son ami Bush, en 1980, qu'il était temps de cesser ce jeu idiot, et de se rallier au candidat Reagan qui allait manifestement gagner l'investiture républicaine pour l'élection présidentielle de cette année-là. Il a également été, par renvoi d'ascenseur du même Reagan, un excellent secrétaire général de la Maison Blanche lors du premier mandat de l'ancien acteur d'Hollywood.

Mais il n'a pas eu une « bonne guerre du Golfe », comme on dit en anglais. Il était persuadé que l'Irak, qui avait combattu l'Iran lors d'un précédent conflit, nettement plus meurtrier, n'était pas si mauvais qu'on le prétendait. Il n'a pas vu venir la tourmente et il a été passif pendant la plus grande partie de l'opération « Tempête du désert ».

On pourrait en dire autant de son attitude à l'égard de l'ex-URSS. Il en était resté à son amitié avec M. Edouard Chevardnadze, le séduisant Géorgien qui fut ministre des affaires étrangères de Mikhaïl Gorbatchev. Il croyait à la pérennité d'un empire capable, dans sa phase agonisante, de résoudre merveilleusement les crises régionales (l'Afghanistan, sans parler de l'Europe centrale, occupée depuis quatre-vingt ans par les Soviétiques) dont on ne pensait pas qu'il était possible de voir la fin.

Tel est le politicien qui a sûrement l'intention de se présenter en 1996 à l'élection présidentielle mais sait, grâce à son expérience de chasseur d'abord, d'avocat d'affaires ensuite, qu'il faut savoir attendre son heure pour emporter le morceau. C'est pourquoi il n'a confié ses ambitions à personne, même pas à M. Bush qui ne sait pas avec certitude si son partenaire de tennis veut lui succéder à la Maison Blanche. En attendant, il s'occupe à la fois de tâches d'aider ce dernier à conquérir un second mandat.

DOMINIQUE DHOMBRES

A la tête du département d'Etat

M. Lawrence Eagleburger : un diplomate haut en couleur

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

C'est un personnage haut en couleur que le président Bush vient de mettre à la tête du département d'Etat pour remplacer M. James Baker. Souffrant de maux divers, en particulier d'asthme chronique, contraint de s'appuyer sur une canne pour marcher, fumeur invétéré, M. Eagleburger avait répliqué un jour à un journaliste du *Washington Post* qui s'inquiétait de son allure chancelante : « Vous écrivez pour qui ? Pour un magazine médical ? » Il a aussi pour particularité d'avoir donné le même prénom que le sien, Lawrence, à ses trois fils, *pour honorer le système de la sécurité sociale*, a-t-il dit.

Mais M. Eagleburger peut s'enor-

guiller d'avoir dans son bureau une photographie dédiée de M. Henry Kissinger sur laquelle ce dernier le décrit comme son « mentor », un compliment rare. Le nouveau secrétaire d'Etat par intérim est en effet un diplomate de carrière, qui a derrière lui trente années d'expérience et a accompli de nombreuses missions de confiance. L'une des plus délicates, qui lui a valu des compliments unanimes, a été celle qu'il a effectuée à Jérusalem en janvier 1991 pour persuader les dirigeants israéliens de ne pas répliquer aux tirs de missiles Soudais.

M. Eagleburger peut cependant prêter le flanc à la polémique. Le secrétaire d'Etat par intérim a en effet été ambassadeur en Yougoslavie de 1977 à 1981. Or, il a quitté la carrière

diplomatique, de 1984 à 1988, pour le secteur privé, et a alors travaillé pour des sociétés yougoslaves. Il a ainsi été le représentant aux États-Unis de l'entreprise automobile nationale yougoslave et l'un des directeurs de la filiale new-yorkaise de la banque Ljubljanska, une banque appartenant elle aussi à ce qui était alors l'Etat fédéral.

Agé de soixante-deux ans, originaire de Milwaukee (Wisconsin), M. Eagleburger est entré au département d'Etat en 1957. Sa chance est d'avoir été choisi en 1969 pour succéder M. Kissinger, alors conseiller du président Nixon pour les questions de sécurité nationale. Lorsque ce dernier est devenu secrétaire d'Etat, la carrière de M. Eagleburger a connu une brusque accélération. L'élection de

M. Jimmy Carter en 1976 a interrompu cette ascension, mais le retour des républicains à la Maison Blanche en 1980, avec M. Ronald Reagan, l'a fait repartir de plus belle.

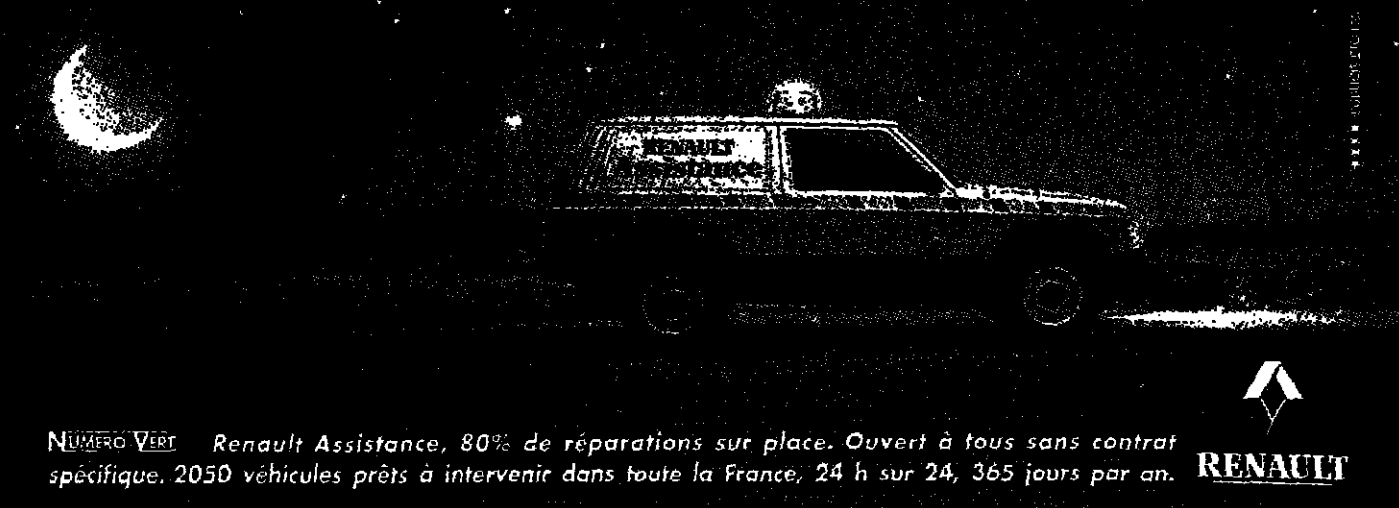
M. Eagleburger a ainsi été nommé en 1981 secrétaire d'Etat adjoint chargé des affaires européennes et en 1982 sous-secrétaire d'Etat pour les affaires politiques, le troisième poste dans la hiérarchie du département. Après son intermède dans le privé, il est revenu en 1988 au département d'Etat en tant que numéro deux, à la demande de M. Baker. « J'ai pensé finalement que ce serait plus intéressant que de faire de l'argent », avait-il alors commenté.

D. Dh.

Nous ne sommes pas encore prêts à vous assister sur la lune, mais dans toute la France, c'est sans problème.

05.05.15.15.
Renault Assistance.

C'EST BIEN D'ÊTRE COMPRIS.



NUMÉRO VERT Renault Assistance, 80% de réparations sur place. Ouvert à tous sans contrat spécifique. 2050 véhicules prêts à intervenir dans toute la France, 24 h sur 24, 365 jours par an.

RENAULT

POLITIQUE

La polémique sur le « centralisme démocratique »

Les communistes critiques veulent que le PCF modifie ses pratiques, et pas seulement ses statuts

Les déclarations de M. Georges Marchais, secrétaire général du Parti communiste français, sur un éventuel abandon par le PCF de la notion de « centralisme démocratique » (Le Monde des 13 et 14 août) continuent de provoquer des réactions dans les rangs des contestataires communistes. Ainsi

M. Robert Montdargent, député du Val-d'Oise, affirme-t-il que « le simple abandon formel d'une formule devenue gênante ne saurait être suffisant » et que « c'est l'ensemble des règles et des pratiques de fonctionnement du parti qu'il faut changer ».

Quant à M. Claude Popere, ancien membre du bureau politique du PCF, animateur du mouvement ADS (Alternative, démocratie, socialisme), il rappelle que « des milliers de communistes » ont été « rejetés, sanctionnés, calomniés pour avoir demandé l'abandon du centralisme démocratique ».

Le mot et la chose

Réfléchissant sur le « centralisme démocratique », M. Georges Marchais affirmait, il y a deux ans, dans son livre *Démocratie*, qu'il ne voyait pas de meilleur terme pour désigner le mode de fonctionnement de son parti, où, selon lui, les décisions, quoique prises « centralement », sont « démocratiquement ». Apparemment le secrétaire général a changé d'avis sur la forme, puisqu'il envisage de renoncer à l'appellation; mais s'il a modifié son opinion sur le fond, c'est-à-dire sur la manière dont fonctionnent effectivement le Parti communiste? Ses opposants, qui s'estiment maltraités par la direction, ne le croient pas.

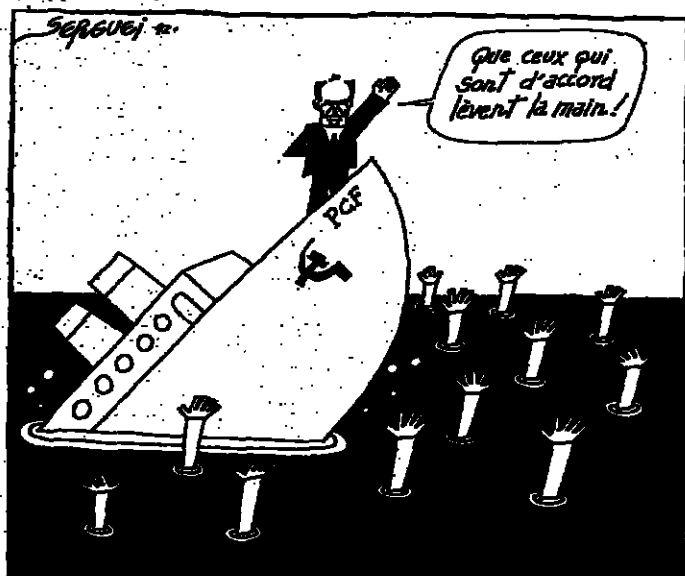
La question est de savoir ce que pourrait entraîner l'abandon de ce « principe fondamental » de l'organisation communiste, non seulement dans les statuts du PCF, mais dans la pratique de ses dirigeants. Car si le « centralisme démocratique » signifie, comme M. Marchais n'a cessé de le proclamer de concert en congrès, que la décision est libre à l'intérieur du parti, mais qu'une fois les décisions arrêtées à la majorité, elles s'imposent à tous ses membres, il n'y a, à l'évidence, rien à redire.

En réalité, les choses se passent autrement: la structure hiérarchique du PCF, qui soumet le choix de tous les cadres à la ratification des instances supérieures et qui interdit les liaisons horizontales, de celle-ci à celle-là, a pour effet de donner en toutes circonstances à la direction le dernier mot, si bien que le « centralisme » l'emporte toujours sur la « démocratie ». Les contestataires en ont fait régulièrement l'expérience: ils ont été marginalisés, faute de pouvoir élargir leur audience dans les diverses instances de l'appareil.

Le tri des postulants aux fonctions

de responsabilité est assez efficace pour que seuls ceux qui ont l'aval du bureau politique passent sans encombre les filtres successifs. Toute manifestation d'opposition à ces candidats officiels peut être assim-

ilée à une « activité fractionnelle », c'est-à-dire à la constitution de tendances, considérée non seulement comme une caricature de la démocratie, mais aussi et surtout, comme une trahison à l'égard du parti. Elle expose ceux qui s'y risquent à l'exclusion: il est vrai que ces méthodes se sont un peu assoupies au cours des dernières années, en raison de l'ampleur de la contestation, mais le



Seine-Saint-Denis, n'a pas tort de s'interroger, en réponse à M. Marchais, sur « la légitimité des directions actuelles du parti à commencer par le comité central », puisque celles-ci ont été désignées « selon le principe du centralisme démocratique », c'est-à-dire, rappelle-t-il, « qu'aucune direction ne peut être mise en place sans l'accord de l'échelon supérieur ». C'est ce que

on murmure: M. Dominici serait-il dans le juste? Leur maire prodige, familier des palais nationaux, serait-il dangereusement flamboyant?

M. Dominici exulte et pousse le triomphe jusqu'à adresser à M. Boucheron un paquet-cadeau contenant deux disques de Charles Aznavour: *Je m'voyais déjà* et *les Emmerdes*. Sa boîte aux lettres ne cesse de se remplir et les rayonnages de son sous-sol ploient sous le poids de nouveaux dossiers. Le salon, aux papiers peints en lambeaux, accueille les radios, les télévisions et la presse nationale. Bien sûr, ce nouveau justicier n'est pas tout à fait comme il faut. On comme on voudrait qu'il fût. Don Quichotte d'Angoulême a le physique de Sancho Pança. Le défenseur généreux qui ne manque jamais de mettre en regard de la malhonnêteté des élus la détresse de la mère de famille dont on vient saisir les meubles, parce qu'elle n'a pu acquitter sa facture d'électricité — et qui, à l'occasion, a hésité pas à aller lui-même faire obstacle à l'entrée des huissiers — a de malheureux et fréquents dérapages. En 1988, il se présente aux élections législatives dans la circonscription de M. Boucheron, avec l'étiquette du Front national, et obtient un peu plus de 6 % des voix.

La chute, un an plus tard, du maire d'Angoulême aux élections municipales, l'instruction de dossiers le concernant et l'annonce de son inculpation dans plusieurs affaires, ne calment pas M. Dominici, toujours bien décidé à « décaler » le pouvoir socialiste. Partout où il le peut. Décidé à tenter sa chance aux élections législatives de 1993, dans la même circonscription qui sera sans doute abandonnée par M. Boucheron, M. Dominici a déjà annoncé son programme: la lutte nationale contre le gaspillage des fonds publics. Et comme une indemnité de parlementaire est plus confortable que 2 480 F d'allocation mensuelle, il s'achètera « une photocopieuse plus performante ».

Sur le « plateau », où vit la bonne bourgeoisie angoumoisine,

« Je m'voyais déjà » et « les Emmerdes »

Mais M. Dominici s'acharne. En 1987, ses accusations s'étaient et s'accompagnent désormais de dépit de plaintes, dont la plupart seront d'ailleurs classées sans suite. N'empêche, le maire d'Angoulême s'irrite et assigne M. Dominici devant le tribunal correctionnel pour diffamation. Coup de théâtre. Le procès dure plus de six heures et se termine, le 22 juillet, sur une relaxe en faveur de M. Dominici. Mais, surtout, les juges justifient leur décision par une phrase sibylline, en indiquant que l'accusé avait pu « à bon droit » employer les termes de « fausses factures », « détournements de fonds publics » et « escroquerie ».

Sur le « plateau », où vit la bonne bourgeoisie angoumoisine,

PASCAL ROBERT-DIARD

La plainte de M. Dominici contre M. Emmanuelli

L'acharnement du justicier d'Angoulême

M. Marcel Dominici, président du Comité d'action économique et social interprofessionnel des chômeurs de Charente (CAE-SICC), a déposé, auprès du tribunal de Mont-de-Marsan (Landes), une plainte pour « recel d'abus de biens sociaux » contre M. Henri Emmanuelli, président de l'Assemblée nationale (Le Monde du 13 août). Souvent présenté comme le « tombeau » de l'ancien maire socialiste d'Angoulême, M. Jean-Michel Boucheron, M. Dominici consacre sa vie, depuis 1986, à accumuler des dossiers accablants contre certains élus. Avec un mélange de générosité et d'ambiguïté.

Marcel Dominici dérange. On pourrait être tenté de le classer prudemment au rayon des agités monomaniques que la seule évocation du mot « socialiste » rend fous. Mais, depuis que l'acharnement de ce chômeur charentais à dénoncer les malversations financières de M. Jean-Michel Boucheron et à déposer plainte contre lui, ont conduit à l'inculpation de l'ancien maire socialiste d'Angoulême, on doit y regarder de plus près.

La genèse de son combat se voit un peu trop l'héroïsme de ténacité: un jour, dans le quotidien local *la Charente libre*, M. Dominici découvre, à côté d'une photo du maire d'Angoulême posant tout sourire devant une Bugatti en nongatine, grandeur nature, le récit de l'immolation par le feu d'un chômeur d'une ville voisine. Marcel Dominici est chômeur lui aussi, depuis la fermeture de l'entreprise de bâtiment qui l'employait et l'échec de la coopérative ouvrière, qu'avec quelques-uns de ses collègues, il avait fondée. Désemparé par l'intensité de la rumeur, il se fâche: l'acharnement de M. Dominici à l'égard de M. Boucheron trouve plus prosaïquement son origine dans le refus du maire de lui allouer la subvention promise pour sa coopérative.

Mais à l'heure où M. Dominici

Le Front national de la jeunesse contre Maastricht

« Dites-lui non ! »

MONTPELLIER

de notre correspondant

En cette fin d'après-midi, jeudi 13 août, le soleil tape dur sur Palavas-les-Flots (Hérault). Dans l'encombrement de la route qui longe la plage jusqu'à Camon, un cortège de cinq véhicules hérisssés de drapeaux bleu-blanc-rouge et bariolés d'affiches (« J'aime la France, je dis non ! ») s'efforce à secouer le torpéur vacancière. Entre deux jets de tracts, un mégaphone tonitrué: « Chers concitoyens, Français, Français, ce qu'il faut savoir et qu'on ne vous dit pas sur le traité de Maastricht... »

Dans la station chère à Dubout, la petite caravane du Front national de la jeunesse (FNJ) ne soulève aucun remue-ménage. A peine si les estivants daignent porter un regard aux passagers, jeunes gens affarés vêtus de T-shirts blancs frappés de la flamme tricolore, emblème de leur parti. En short ou maillot de bain, les estivants continuent de vaquer à leurs plaisirs. Un vacancier sorti d'un bistrot applaudit: « Bravo les jeunes ! »

La veille, les jeunes lénistes ont sillonné la Grande-Motte sans provoquer la moindre émoi: celle d'interdire. Le chef du convoi, M. Robert Ottaviani, directeur

adjoint du FNJ, un jeune homme volontaire qui a quitté sa petite entreprise de coursiers pour entrer à plein temps dans l'organisation La Pen, met la fraîcheur de cet accueil sur le compte de la mauvaise saison touristique. Après Sète, Valras, Narbonne, Port-Barcarès, la caravane fera halte à Collioure le 20 août. Ce périple méditerranéen bouclé, elle gagnera la Trinité-sur-Mer (Morbihan), où M. Jean-Marie La Pen conclura par un « grand discours » cette tournée des plages.

Dans l'Hérault comme dans les autres départements méditerranéens, la fédération a assuré le vivre et le couvert des douze jeunes gens — la plupart étudiants et lycéens — qui, depuis Menton, animent le convoi. Mais pas question de se laisser gagner par les délices vacancières. A Palavas comme ailleurs, les militants du FNJ étaient à pied d'œuvre dès le matin, distribuant leur dépliant-choc qui annonce l'apocalypse: « L'immigration massive », « encore plus d'insécurité », « la ruine de l'agriculture », « la dictature des multinationales ». Premier volet, un portrait dessiné de M. Mitterrand désigné d'un index vengeur: « Le 20 septembre, dites-lui non ! » (Interim.)

□ M. Michel Jobert: « Les dés sont pipés ». — M. Michel Jobert, ancien ministre des affaires étrangères, a déclaré, jeudi 13 août sur RMC, ne pas comprendre que le président de la République « déclare que si c'est « oui », il reste et que si c'est « non », il reste aussi ». « Ce paradoxe va conduire un certain nombre de personnes à se dire: « Puisque ce n'est pas important pour lui, pourquoi est-ce que cela serait important pour moi ? » et le public votera pour ou contre le président de la République. Les dés sont pipés ».

□ M. Ladislav Poniatowski souhaite que l'UDF donne la parole aux partisans du « non ». — M. Ladislav Poniatowski, porte-parole du Parti républicain, député de l'Eure, souhaite, dans un entretien au *Quotidien de Paris* du 13 août, qu'au cours de la campagne officielle, l'UDF donne la parole, « au nom du nombre d'élus », à ceux qui, en son sein, sont partisans du « non » au référendum, afin que la démocratie « se fasse entendre ».

THOMAS FERENCZI

Concert "unplugged" MTV/ Europe 2

EXCLUSIF!

THE CURE & PEARL JAM DEBRANCHERONT LEUR AMPLI EN DIRECT SUR EUROPE 2



THE CURE



PEARL JAM

RETRANSMISSION DES 2 CONCERTS ACOUSTIQUES LE 17 AOUT DE 20 H À 21 H

SUR

DIFFUSION SIMULTANÉE SUR



MUSIC TELEVISION



VOTRE FREQUENCE EUROPE 2 SUR 36.15 EUROPE 2 ET AU 36 65 78 18

SOCIÉTÉ

ENVIRONNEMENT

Après l'interception en France de camions transportant des déchets médicaux

Un réseau clandestin d'élimination d'ordures est découvert en Allemagne

Après l'interception dans l'est de la France de poids lourds importants, sans autorisation, des résidus médicaux, un vaste réseau clandestin d'élimination de déchets vient d'être découvert en Allemagne. Quelques 350 agents de police ont perquisitionné, jeudi 13 août, dans six Länder. Une cinquantaine d'entreprises spécialisées dans le stockage des déchets ont fait l'objet de ces contrôles effectués à la requête du parquet de Francfort.

Trois responsables de société ont été mis sous les verrous. On les soupçonne d'avoir créé une organisation clandestine de stockage de déchets toxiques et d'avoir eu recours à la corruption et à l'escroquerie pour débarrasser les entreprises de ces ordures dangereuses. Le parquet a ouvert une information contre trente autres personnes, dont un certain nombre de fonctionnaires communaux et fédéraux.

La police est allée jusqu'à visiter systématiquement tous les navires mouillés dans le port fluvial de Francfort. Elle a découvert un cargo chargé de 1 200 tonnes de déchets industriels dangereux en partance pour l'étranger. Au cours de leur enquête, les policiers d'outre-Rhin se sont notamment aperçus que 20 000 tonnes de matières dangereuses finissent déchargées ont été répandues dans une forêt bavaroise.

Des gravats toxiques auraient été déversés dans une gravière et

même sur un terrain municipal de Francfort. En France, les camions soupçonnés d'importer illégalement des résidus médicaux venus d'Allemagne - une dizaine ont été contrôlés ces jours derniers dans la Marne et la Haute-Marne - ont été reconduits à la frontière, jeudi 13 août, sous la surveillance de douaniers. Tous les chargements suspects venaient de la région de Berlin et de Leipzig (ex-RDA).

La France poubelle ?

« Nous avons multiplié les contrôles aux approches des décharges privées et des dépôts sauvages », a indiqué M^{me} Segolène Royal, ministre de l'environnement. La chasse a été bonne. Les douaniers ont accompli un travail exceptionnel. Nous n'acceptons plus, parce que ce n'est pas acceptable, que la France devienne la poubelle de l'Europe. » Le ministre a ajouté qu'elle s'entendrait de ce problème dès la fin du mois d'août avec son homologue allemand.

Les ministres européens de l'environnement doivent se réunir début septembre. M^{me} Royal souhaite qu'ils se rallient à la position française selon laquelle les déchets ne sont pas des marchandises comme les autres, leur circulation devant dès lors être soit interdite, pour les plus dangereux, soit contrôlée.

JUSTICE

Un arrêt du tribunal administratif de Strasbourg

Une école publique ne peut pas abriter une classe maternelle privée

Une commune n'a pas le droit d'installer dans les salles vides de son école maternelle un jardin d'enfants privé. La cohabitation des élèves dans les parties communes de l'école est en effet contraire à la loi. Ainsi en a jugé le tribunal administratif de Strasbourg dans le conflit qui opposait le préfet du Haut-Rhin à la commune de Pulversheim.

STRASBOURG

de notre correspondant

Le conseil municipal de Pulversheim, le 3 octobre 1991, confiait une salle vide de son école maternelle à l'ASCM (Association pour le bilinguisme en classe maternelle). Celle-ci y installait une classe bilingue franco-allemande avec treize heures d'enseignement dans chaque langue, comme dans plusieurs autres communes d'Alsace.

Le tribunal administratif de Strasbourg, saisi en novembre par le préfet du Haut-Rhin, M^{me} Hélène Elias, vient d'annuler cette délibération, après en avoir prononcé le sursis à exécution en janvier. Dans son jugement, il reconnaît à la commune le droit de « désaffecter » ainsi un local scolaire vacant puisque l'inspection académique elle-même avait fermé la classe. En revanche, il considère que l'emploi des parties communes de l'école (salle de jeu, salle de repos, cour de récréation) par les élèves de la classe bilingue est illégal.

En effet, l'article 26 de la loi de décentralisation du 22 juillet 1983 permet aux communes « d'organiser dans les établissements scolaires pendant leurs heures d'ouverture et avec l'accord des conseils et autorités responsables de leur fonctionnement, des activités éducatives, sportives et culturelles complémentaires ». Mais la loi précise que « ces activités sont facultatives et ne peuvent se substituer ni porter atteinte aux activités d'enseignement et de formation fixées par l'Etat ».

Les juges strasbourgeois ont donc déduit que « le législateur a entendu exclure la possibilité d'organiser, pendant les heures d'ouverture du bâtiment scolaire, des activités qui ne sont pas complémentaires de l'action de formation et d'enseignement principale assurée par l'établissement concerné dans le cadre du service public ».

En conséquence, le recteur de l'académie de Strasbourg, M. Jean-Paul de Gaudemar, a annoncé l'ouverture de plusieurs classes maternelles bilingues publiques dans d'autres communes alsaciennes.

JACQUES FORTIER

POINT DE VUE

En écho à Pierre Drai

par Olivier Pardo

PAR un propos, au cours d'un colloque, et d'une solennité qui sied à sa fonction, le premier président de la Cour de cassation est venu tancer, à parts presque égales, ministres donneurs de leçons judiciaires et juges par trop en mal de médias. Difficile de ne pas être séduit par l'harmonieux ordonnancement du premier président Drai : où des politiques intègres regarderaient avec respect une machine judiciaire parfaitement huilée ; où des magistrats pétris de sérénité rendraient une justice que seule commanderait leur juste conscience.

Mais lorsque l'on connaît l'état de l'institution on sent bien que cette exhortation est sans prise sur une justice en désespérance ; où les juges n'ont guère d'autre alternative que la tentation de la soumission, ou celle de l'extorsion ; où le pouvoir socialiste n'a de cesse de reporter de septennat en septennat, de session en session une véritable réforme de la justice française.

Et ce n'est pas à quelques mois d'élections annoncées comme perdues que le gouvernement va se lancer dans un vaste projet judiciaire, d'autant qu'en définitive, il n'y tient pas vraiment.

Après plus de dix ans d'exercice des socialistes - à l'esprit décidément plus administratif que juridique - ont en effet démontré qu'ils tenaient pour portion congrue l'institution judiciaire et seule le dévot maledroite (mais y avait-il d'autres voies ?) de « petits juges » venant fouiller dans leurs affaires les a obligés à sortir de leur haute indifférence.

Ce qui vaut pour les socialistes vaudra-t-il pour l'opposition revenue aux affaires ?

On peut le craindre si l'on s'en tient au passé, mais il me semble que l'expérience est en train de porter ses fruits, et que les res-

Les lettres de change étaient fausses

Des viticulteurs varois escroqués de 40 millions de francs

TOULON

de notre correspondant

Certains vigneron varois ont été victimes d'une carambouille qui leur a coûté 40 millions de francs. Une quinzaine de caves coopératives et de domaines particuliers

ont été floués. Les policiers de l'autoroute toulonnaise du SRPJ de Marseille, à qui l'enquête a été confiée, s'interrogent sur la destination prise par les milliers d'hectolitres de vin frauduleusement acquis. Pour cela, ils tentent de vérifier, une à une, les lettres de change que les courtiers ou négociants remettaient aux viticulteurs en échange de leur rouge ou de leur rosé.

Le mécanisme de l'escroquerie était simple. Des acheteurs se présentaient dans les caves et passaient commande pour des sommes importantes, dépassant parfois le million de francs. Pas un centime d'acompte n'accompagnait ces commandes, qui constituaient une aubaine en l'état du marché. Il était seulement remis aux viticulteurs une lettre de change correspondant à la somme de l'achat. Des chauffeurs routiers venaient ensuite prendre livraison du vin. Et le tour était joué. Il y a tout lieu de penser que ces carapises ne prennent pas la direction des lieux indiqués sur les pièces justificatives. L'hypothèse la plus souvent avancée est que ces vins faisaient l'objet d'un trafic après avoir été coupés avec des crus provenant d'autres départements ou de l'étranger.

Stratège en différé

C'est en voulant encaisser leurs effets, trente, soixante ou quatre-vingt-dix jours après la signature, que les vigneron ont compris la duplicité. Selon les premiers éléments de l'enquête, il semblerait que ces traites faussaient frauduleusement libellées au nom du propriétaire d'un autre domaine viticole à Orange (Vaucluse). Celui-ci se présente aujourd'hui comme une autre malheureuse victime de ce stratagème.

Difficile encore d'établir un bilan de cette escroquerie d'envergure. Les policiers qui tentent de discerner les vrais plombs comptables des fausses n'excluent pas que ce trafic de vins se soit étendu sur plusieurs départements du sud-est et du sud-ouest de la France. Pour en savoir plus sur les quantités de vin « détourné » et sur leur destination, les enquêteurs espèrent pouvoir bientôt entendre le directeur d'une société de négoce du Languedoc (Var), qui n'est plus apparu au siège de la SOVPRO.

M. Marc Rouvier, gros client des caves coopératives varoises, avait fait récemment à plusieurs de ses fournisseurs de difficultés financières « passagères ».

JOSÉ LENZINI

FAITS DIVERS

Incendies de forêts d'origine criminelle en Corse-du-Sud

Un mort près de Porto-Vecchio

de notre correspondant

Depuis le début de l'été, quelques centaines de foyers d'incendie sont apparus en Corse vite maîtrisés grâce à l'intervention rapide des moyens de lutte. Le débroussaillage entrepris à l'initiative des pouvoirs publics a permis de limiter leur extension. Mais la situation a tout à coup basculé dans la région de Porto-Vecchio.

Quatre feux - d'origine criminelle selon la préfecture de Corse-du-Sud - ont été allumés simultanément le mercredi 13 août, vers 14 h 30, dont un à proximité

de la commune de Porto-Vecchio. Les incendies ont été rapidement maîtrisés. Des incendies ont été déclarés dans les communes de Leca et de Sainte-Lucie-Verdèse. Un au sud, dans la zone de Pietralunga.

Attirés par un vent parfois violent, ils ont rapidement pris de l'extension. De nombreux campings et des maisons d'habitation ont dû être évacués. Une commerçante de Bonifacio, M^{me} Liliane Mori, qui se rendait à Porto-Vecchio, a péri dans sa voiture lorsque celle-ci a été prise par les flammes qui s'élevaient des deux côtés de la route nationale 198.

P. S.

ESPACE

La fusée chinoise Longue Marche a lancé un satellite de télécommunications australien

La Chine avait pu suivre en direct à la télévision, le 22 mars dernier, l'échec - à la suite d'une défaillance du système de mise à feu - du lancement du satellite australien Optus B1. Cette fois, ses ingénieurs n'ont pas failli : la fusée Longue Marche 2E, la plus puissante de l'arsenal chinois, a décollé sans incident, vendredi 14 août à 1 h 00 (heure française) de la base de Xichang (province du Sichuan), pour mettre en orbite ce satellite de télécommunications, destiné à rejoindre un réseau de trois satellites Optus A déjà en fonctionnement.

Le succès de ce lancement pourrait renforcer le pôle de la Chine dans la course qu'elle livre à ses partenaires occidentaux sur le marché mondial de l'espace. Si les Chinois ont lancé leur premier satellite en 1970, il leur a fallu attendre avril 1990 pour honorer leur premier contrat commercial, avec la mise en orbite, par une Longue Marche 3 et pour le compte d'un consortium de Hong-kong, du satellite Asiatel-1.

Construit par la compagnie américaine Hughes Aircraft, Optus B1 est le premier des deux satellites de la société australienne Optus Communications que la Chine s'était engagée à lancer, cette année, pour un prix global de 60 millions de dollars (300 millions de francs, soit environ la moitié de ce que demande Ariane pour un service équivalent). - (Reuters, AFP)

EN BREF

Vol de tableaux à Paris. - Les malfaiteurs qui ont dérobé des œuvres d'art dans l'appartement d'un particulier, dimanche 9 août, avaient escaladé la façade de l'immeuble, situé près du Champ-de-Mars à Paris, avant de repartir tranquillement par la porte d'entrée. Leur butin, estimé à 15 millions de francs, comprenait notamment trois tableaux signés Chagall, Picasso et Foujita. L'appartement était équipé d'un système d'alarme qui n'a pas fonctionné.

CYCLISME : Jeannie Longo a remporté le prologue du Tour féminin. - La vice-championne olympique, Jeannie Longo, a remporté, jeudi 13 août, le prologue du Tour féminin disputé à Paris sur 3,3 km. La Grenobloise, qui court pour l'équipe « Ile-de-France-Regions », a devancé la Finlandaise, Théo Nyman-Viksted de trois secondes et l'Australienne Kathryn Watt, médaillée d'or à Barcelone, de cinq secondes. Le parcours du Tour cycliste féminin, qui conduira soixante-dix-huit concurrentes en neuf étapes de Paris à l'Alpe d'Huez, a été conçu par Jeannie Longo elle-même.

JOURNAL OFFICIEL

Est publié au Journal officiel du jeudi 13 août :

- un décret du 10 août 1992 autorisant la régie nationale des usines Renault à transférer au secteur privé la propriété de la Compagnie financière pour l'Amérique latine.

AGENDA

THÉÂTRE

SPECTACLES NOUVEAUX

LE BESTIAIRE. Lucernaire Forum (45-44-57-34) (dim.), 21 h 30 (12).
LE THÉÂTRE DE CLARA GAZUL. Pré-Catalan, jardin Shakespeare (43-71-14-26), jeu., ven., sam., dim. 17 h 30 (13).
BATAILLES. Tristan-Bernard (45-22-08-40) (dim.), 21 h (18).

ANTOINE - SIMONE-BERRIAU (42-08-77-71). La File sur la banquette arrière, 20 h 45; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
BERRY-ZÈRE (43-57-51-55). Les Champs de joie, ven., sam., mar. 21 h; sam. 18 h.
BOBINO (43-27-75-75). Télé-folles, 21 h. Rel. dim.
BOULES PARISIENS (42-96-40-24). Sans mentir, 21 h; sam. 18 h; dim. 15 h 30. Rel. dim. soir, lun.
CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Le Graphique de Boscop, 21 h. Rel. dim. lun.
COMÉDIE DE PARIS (42-81-00-11). Vainqueur de la Folie, sam. 19 h.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-23-37-21). Pétauchon, 21 h. Rel. dim. lun.

CRYPTÉE SAINT-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE) (47-00-19-31). Les Larmes, dim. 15 h; lun. 20 h; mar., jeu. 18 h 30.
ESPACE MARAIS (48-04-91-55). Le Mariage de Figaro, 18 h; dim. 17 h 30. Rel. dim. soir, lun. Fau la mère de madame, 20 h; dim. 18 h. Rel. mer., dim. lun. La Mouette, 20 h; dim. 19 h 30. Rel. lun. Danse avec les fous, ven., mar. 21 h; sam. 23 h; dim. 19 h.
GRAND EDGAR (43-20-90-08). Eric Thormat, 22 h. Rel. dim.

HOTEL DE BULLY (44-61-21-50). Coup de chance, ven., sam. (dimanche) 21 h 15.
HUCHETTE (43-26-36-99). La Cantatrice chauve, 19 h 30. Rel. dim. La Leçon, 20 h 30. Rel. dim.
LUCERNAIRE FORUM (45-44-57-34). Théâtre noir. Fau la mère de madame, 20 h. Rel. dim. Le Rire de Tchekhov, 21 h 30. Rel. dim. Le Petit Prince, lun., mar., mer. jeu. 18 h 45. Théâtre rouge. Barbaud, 18 h. Rel. dim. Adieu monsieur Tchekhov, 20 h. Rel. dim. Le Bestiaire, 21 h 30. Rel. dim.

MICHEL (42-65-35-02). Les Aviateurs, mar., mer. jeu. 21 h.
MICHOUDIERE (47-42-95-22). La Puce à l'oreille, 20 h 30; sam. 17 h; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
NOUVEAUTÉS (47-70-52-78). Les Jumeaux, 20 h 30; sam. 18 h 21. Rel. dim. lun.

POCHE - MONTMARTRE (45-48-32-97). Salle L. Madame de la Carrière, 21 h; dim. 16 h. Rel. dim. soir, lun.
PRÉ-CATALAN, JARDIN SHAKESPEARE (43-71-14-26). 29 degrés à l'ombre, sam., dim. 15 h. Le Théâtre de Clara Gazul, jeu., ven., sam., dim. 17 h 30.
RAMELIGH (42-58-54-44). Exercices de style, ven., 20 h 30. Rel. dim.

RENAISSANCE (42-08-18-50). La Jave des mémoires, 21 h; sam. 17 h. Rel. dim. lun.
ROSEAU-THÉÂTRE (42-71-30-20). Clovis et les Muscadets, 21 h. Rel. dim.
SPLENDID SAINT-MARTIN (42-08-21-93). Chanté bien ordonnée, 20 h 30. Rel. dim. lun.

THÉÂTRE DE DIX-HEURES (46-06-10-17). Christian Bränd dans Tout est show-biz, mar., mer., jeu. 20 h 30.
THÉÂTRE DE NÉSLE (45-34-61-04). Douce Violence, 20 h 18. Rel. dim.
THÉÂTRE DU TAMBOUR ROYAL (48-06-72-34). Un jeune homme pressé, dim. 21 h; dim. 15 h. Rel. dim. soir, lun.

THÉÂTRE MAUSSEL-MICHEL GALASRU (42-23-15-85). Gérard David, 20 h 30. Rel. dim. lun. La Puce aux deux yeux, 22 h. Rel. dim. lun.
TOURTOUR (48-87-82-48). Les Trois Sœurs, 18 h 45. Rel. dim. lun. Candide, 20 h 30. Rel. dim. lun. D'être à deux, 22 h 15. Rel. dim. lun.
TRISTAN-BERNARD (45-22-08-40). Batailles, mar., mer., jeu. 21 h.

RÉGION PARISIENNE

CHATEAU DE THOIRY (34-87-52-28). Les Chasseurs de rêves, mar. 19 h.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 15 AOUT
 « La Seine, ses vieux ponts, les routes, le bétailier », 10 h 30, place du Châtelet, devant la fontaine (Paris autotour).
 « Le quartier chinois de Paris et ses lieux de culte », 11 heures, métro Porte-de-Choisy (M. C. Lasserre).
 « Cité d'artistes et jardins secrets de Montmartre », 11 heures, 15 heures et 17 h 45, métro Abbesses (Connaissance d'ici et d'ailleurs).
 « Le village de Saint-Germain-des-Près, son abbaye, ses jardins. Ruelles et vestiges jusqu'à l'hôtel des archevêques de Sens », 14 h 30, métro Saint-Germain-des-Près (J. Haulier).
 « La montagne Sainte-Geneviève », 14 h 30, métro Cluny-la Sorbonne, côté thermes (Europ expro).
 « Le parc André-Malraux, des couleurs et des odeurs », 14 h 45, RER ligne A, sortie gare Reaumur-Préfecture, devant le relais H (Regardés).
 « Le parc de Sceaux, domaine de Colbert puis de la duchesse du Maine », 15 heures, grilles d'entrée, dans l'axe de l'axe d'honneur (Monuments historiques).
 « Le jardin du Luxembourg et ses sculptures », 15 heures, angle de la rue de Valenciennes et de la rue de Médicis (Monuments historiques).
 « Académisme français et institut », 16 heures, 23, quai de Conti (M. C. Lasserre).
 « Ruelles et jardins du vieux Belleville », 15 heures, 23, quai de Conti (M. C. Lasserre).

CINÉMA

LA CINÉMATHEQUE

PALAIS DE CHAILLOT (47-04-24-24)
VENREDI
 Une histoire du film policier français: Tchéco Partin (1953), de Claude Berri, 18 h 30; Le Choix des armes (1981), d'Alain Corneau, 21 h.
PALAIS DE TOKYO (47-04-24-24)
VENREDI
 Le Cinéma américain regarde ses indiens: The Squaw Man (1931), v.o., de Cecil B. DeMille, 18 h 30; The Indian Runner's Romance (1909, v.o.), de D. W. Griffith; La Captive aux yeux clairs (1952, v.o.), de Howard Hawks, 21 h.

VIDÉO-CLUB DE PARIS

2. grande galerie
 rue Saint-Christophe
 Forum des Halles
 (40-76-62-00)
VENREDI
 Portraits de Paris: L'Amour débauché, Amnèsie et Colère (1962) de François Truffaut; Boy Meets Girl (1989) de Léon Caron, 14 h 30; L'Amour à mort, Accuseur pour l'échafaud (1957) de Louis Malle, 18 h 30; L'Amour à trois: le Maman et le Papi (1973) de Jean Eustache, 18 h 30; L'Amour au masculin: Alger la blanche (1985) de Cyril Collard, Encore (1988) de Paul Verhoeven, 20 h 30.

LES EXCLUSIVITÉS

L'AMANT (Fr.-Br., v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); v.f.: Les Montparnasse, 14 (43-27-52-37).
LES AMANTS DU PONT-NEUF (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
APRÈS L'AMOUR (Fr.): UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40).
AU PAYS DES JULIETS (Fr.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
AUX CÉLÈBRES DES TÉNÉBRES (A.-v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38).
LES AVENTURES D'UN HOMME INVISIBLE (A.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); Gaumont Champs-Élysées, 6 (43-59-04-87); La Bastille, 11 (43-07-48-60); Gaumont Parnasse, 14 (43-35-30-40); 14 Juillet Beaugrenelle, 15 (45-74-94-94); UGC Mollat, 17 (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
BARTON FINK (A.-v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
BASIC INSTINCT (A.-v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48); UGC Normandie, 17 (40-68-00-16); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-62-20-40); Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
BATMAN, LE DÉR (A.-v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); 14 Juillet Odéon, 6 (43-59-04-87); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
BEETHOVEN (A.-v.o.): UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); v.f.: Paramount Opéra, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
BEZNESS (Fr.-Tun.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); 14 Juillet Parnasse, 14 (43-26-58-00).

Nous publions le vendredi (daté samedi) la liste des spectacles présentés à Paris et en région parisienne. Une sélection commentée figure dans notre supplément « Arts et Spectacles » du mercredi (daté jeudi).

BLUE, L'ORCHIDÉE SAUVAGE II (A.-v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).
BOB MARLEY: TIME WILL TELL (A.-v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).
CELINE (Fr.): Utopia, 5 (43-26-84-85).
LE COEUR (A.-v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94).
DAISY AVEC LES LOUPS (A.-v.o.): Gaumont Gobelines (ex Fauvette), 13 (47-07-55-88).
DAR L'INVINCIBLE II (A.-v.f.): Pathé Français, 9 (47-30-33-88); Pathé Wexler II, 18 (45-22-47-94).
DEAD AGAIN (A.-v.o.): Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Elysees Lincoln, 6 (43-58-36-14).
DELICATESSEN (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
DEVENIR COLETTE (A.-v.o.): Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20); v.f.: Saint-Lazare-Pasquier, 9 (43-87-35-43).
DIEN BIEN PHU (Fr.): Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
LE DIMANCHE DE PRÉFÉRENCE (A.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-59-04-87); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA DOUBLE VIE DE VÉRONIQUE (Fr.-Pol.-v.o.): Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LES ÉPOUSES ET CONCUBINES (Fr.-Chin., v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LA FAMILLE ADDAMS (A.-v.o.): UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
FAUTE DE PREUVES (Fr.-v.o.): UGC Rotonde, 6 (45-74-94-94); George V, 8 (45-62-41-48).
FISHER KING (A.-v.o.): Cinoches, 6 (45-35-10-82).
HISTOIRES DE FANTOMES CHINOIS II (HONG KONG, v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-04-87); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
L'HOMME QUI PLANTAIT DES ARBRES (A.-v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-85).
JOJO (A.-v.f.): UGC Opéra, 9 (45-32-91-88).
LES JOURNÉES DE L'AMOUR (A.-v.o.): UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
INDOCHINE (Fr.): George V, 8 (45-62-41-48); UGC Opéra, 9 (45-32-91-88).
IPY (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (45-32-91-88).
JFK (A.-v.o.): Cinoches, 6 (45-35-10-82).
KAFKA (A.-v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
LABYRINTHE DES PASSIONS (Esp.-v.o.): UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
LES MAMBO KINGS (A.-v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); 14 Juillet Parnasse, 14 (43-26-58-00).

MY GIRL (A.-v.o.): UGC Triomphe, 6 (45-74-94-94); v.f.: Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88).
MY OWN PRIVATE IDAHO (A.-v.o.): Studio des Uraines, 5 (45-26-19-09).
LES NERFS À VIF (A.-v.o.): Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
NIGHT ON EARTH (A.-v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09).
OMBRES ET BROUILLARD (A.-v.o.): Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34); Lucernaire, 6 (45-44-57-34); Denfert, 14 (43-21-41-01).
OPENING NIGHT (A.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
LA PÉTITE ARNAQUEUSE (A.-v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); George V, 8 (45-62-41-48); v.f.: Rex, 2 (42-36-83-93); UGC Montparnasse, 6 (45-74-94-94); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LA PLANÈTE BLEUE (Can.): La Géode, 19 (40-05-80-00).
PROSPERITY BOOKS (Brit.-Hol., v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Denfert, 14 (43-21-41-01).
RETOUR À HOWARDS END (Brit.-v.o.): Gaumont Les Halles, 1 (40-26-12-12); 14 Juillet Odéon, 6 (43-59-04-87); Denfert, 14 (43-21-41-01); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
RUBY (A.-v.o.): Gaumont Ambassade, 6 (43-59-04-87).
SAILOR ET LULA (Fr. v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Studio Galand, 5 (43-54-42-34).
SANG CHAUD POUR MEURTRE DE SANG-FROID (A.-v.o.): George V, 8 (45-62-41-48); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85).
SANGO MALO (CAMEROUNAIS, v.o.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Les Trois Luxembourg, 6 (43-33-97-77); Les Trois Luxembourg, 6 (43-33-97-77).
LA SENTINELLE (Fr.): Gaumont Opéra, 9 (45-32-91-88).
LES SILENCES DES AGNEAUX (A.-v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); Cinoches, 6 (45-35-10-82); George V, 8 (45-62-41-48); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85); Saint-Lambert, 15 (45-32-91-88); v.f.: Les Montparnasse, 6 (45-74-94-94).
STAR TREK VI: LE NON-RETOUR (A.-v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
SUP DE LOU (Fr.): Gaumont Ambassade, 6 (43-59-04-87); Miremar, 14 (43-20-32-20).
TALONS AIGUILLES (Esp.-v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
THE PLAYER (A.-v.o.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
TOUS LES MATINS DU MONDE (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85).
TRUST ME (A.-v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
TWIN PEAKS (A.-v.o.): Images d'ailleurs, 5 (45-87-18-09); v.f.: Pathé Impérial, 2 (47-42-72-52).
UNIVERSAL SOLDIER (A.-v.o.): Forum Horizon, 1 (45-08-57-57); George V, 8 (45-62-41-48); Miremar, 14 (43-20-32-20); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
LE VENT SOMBRE (A.-v.o.): George V, 8 (45-62-41-48).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 1 (40-66-25-25); Pathé de Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).
LA VIEILLE OUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85).
LE ZÈBRE (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-04-87); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); Pathé Français, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).
URGA (Fr.-Sov., v.o.): Lucernaire, 6 (45-44-57-34).
VAN GOGH (Fr.): Studio des Uraines, 5 (43-26-19-09).
VERSAILLES RIVE GAUCHE (Fr.): Saint-André-des-Arts, 1 (40-66-25-25); Pathé de Champs-Élysées, 6 (47-20-76-23).
LA VIEILLE OUI MARCHAIT DANS LA MER (Fr.): Ciné Beaubourg, 3 (42-71-52-38); Grand Pavois, 15 (45-44-56-85).
LE ZÈBRE (Fr.): Forum Orient Express, 1 (42-33-42-28); UGC Danton, 1 (42-25-10-30); Gaumont Ambassade, 6 (43-59-04-87); UGC Biarritz, 6 (45-62-20-40); Pathé Français, 9 (47-42-56-31); UGC Lyon Beaulieu, 12 (43-57-90-11); Gaumont Grand Escar, 13 (43-01-01-59); UGC Gobelines, 13 (45-61-94-95); Mistral, 14 (45-39-52-43); UGC Convention, 15 (45-74-94-94); Pathé Clichy, 18 (45-22-47-94); La Gambetta, 20 (46-36-10-96).

LES GRANDES REPRISES

LES AILES DU DÉSIR (Fr.-All., v.o.): Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49); Sept Parassiens, 14 (43-20-32-20).
LES AMANTS DE LA NUIT (A.-v.o.): 14 Juillet Parnasse, 14 (43-26-58-00).
ANNIE HALL (A.-v.o.): Les Trois Balcons, 5 (45-61-10-80).
BABY FACE NELSON (POLICIER) (A.-v.o.): Passage du Nord-Ouest, caféciné, 5 (47-70-81-47).
BOB ET CAROLE ET TED ET ALICE (A.-v.o.): Les Trois Balcons, 5 (45-61-10-80).
LE CRIME ÉTAIT PRESQUE PARFAIT (A.-v.o.): Action, Christine, 6 (43-29-11-30).
LE DERNIER COMBAT (Fr.): Gaumont Mésa, 14 (36-55-75-14).
LE DERNIER NABAB (A.-v.o.): Escorial, 13 (47-07-28-04).
LES DUELISTES (Brit., v.o.): Utopia, 5 (43-26-84-85).
ELÉPHANT MAN (A.-v.o.): Gaumont Opéra, 2 (47-42-60-33); Reflet Médias Logos salle Louis-Jouvet, 5 (43-54-42-34).
LE FAUCON MALTAIS (A.-v.o.): Passage du Nord-Ouest, caféciné, 5 (47-70-81-47).
LA FEMME A ABATTRE (A.-v.o.): Action Five Gaucha, 9 (43-29-44-40).
LA FEMME DES SABLES (Esp., v.o.): Espace Saint-Michel, 5 (44-07-20-49).
GLORIA (A.-v.o.): Racine Odéon, 6 (43-26-19-08).
HARR (A.-v.o.): Les Trois Luxembourg, 6 (43-33-97-77).
HELLO DOLLY (A.-v.o.): 14 Juillet Odéon, 6 (43-59-04-87).
HUSSARDS (A.-v.o.): Epée de Bois, 5 (43-37-57-47).
L'IMPOSSIBLE MR. BÉBÉ (A.-v.o.): Action Christine, 6 (43-29-11-30).

Le Monde

S A N S V I S A

Barbe-Bleue en appel

Gilles de Rais, dit Barbe-Bleue, 1404-1440. Compagnon de Jeanne d'Arc, maréchal de France et grand assassin d'enfants. On croyait l'affaire jugée. Voilà que des défenseurs se manifestent et organisent, le 26 octobre prochain à Paris, ce qui devrait ressembler à un procès en réhabilitation. Dossier.

HOQUETANT de peur et de dégoût, suant d'images maudites, l'échine encore secouée par les noirceurs les plus troubles, les juges ne pouvaient sortir du théâtre sanglant dans lequel les confessions de Gilles les avaient entraînés qu'en le condamnant à la peine maximale : le double trépas. Rais serait pendu en même temps qu'on demanderait au bourreau de faire partir les flammes du bûcher. C'était plus sûr. Criminel de guerre historique, le supplicié, quelques jours auparavant, avait poliment refusé de subir la question, préférant en échange s'accuser du plus formidable amoncellement d'assassinats et de sévices torturants que la chrétienté ait jamais eu à enregistrer sous les aveux d'un particulier. Un monstre était né et avec lui sa légende, son mythe, et la permission donnée à ses légendaires universels de partir fouiller à mains nues dans la goussière providentielle de cette belle histoire leur offrait. Gilles de Rais ou comment ne plus faire dormir le locuteur la nuit : Gilles de Rais, une vocation dans l'outrance. Un classique.

Dans les Pays de la Loire, il continue à semer la panique et à imposer le respect, garantissant à la culture populaire les frayeurs et les émois qui lui sont dus. On l'aime de peur ce prince médiéval, furieux épouvantail d'enfants, habile traître d'Anglais et bref compagnon d'une sainte. Sinon une gloire, du moins une haute figure locale accrochée avec énergie à un patrimoine qui n'a jamais souhaité voir jouer la prescription ni laver à trop grande eau les carrelages rouges par ses exploits. Pour tous, c'est Barbe-Bleue – sans que l'on sache expliquer vraiment pourquoi ce fauteur d'adolescents devait finir par prendre les traits d'un trucidateur d'épouses trop curieuses – et tous se sont faits à l'idée de vivre dans l'ombre d'un criminel d'exception, exceptionnellement repenti et parti vers les au-delà largement pourvu en recommandations, lamentations et prières en tout genre.

Or voilà que des entrepreneurs en réhabilitation se sont mis en tête de faire revoir à la baisse les chefs d'accusation dont on avait rudement pourvu Rais et de lui redonner une apparence un peu plus humaine que celle qui traîne dans tous les bons traités de démonologie. Pas la bête féroce qu'on se plaît, depuis plus de cinq siècles, à faire rugir, la bête carnassière de sang frais, non, plutôt un pauvre fou, sorte de doux dingue, pédéraste non violent à l'esprit prématurément embaumé par l'hypocrisie, ce vin lourd et sucré qu'on excitait d'épices et dont il faisait une consommation hors du commun. Un triste sire, certes, mais victime d'un procès « stalinien », mené de main de maître par un clergé épris à la saisie de ses biens et rapide dans le travestissement d'un personnage qui avait donné beaucoup de sa personne et de sa sueur pour la libération du territoire avant de s'égarer dans des manipulations alchimisantes et de certaines autres, somme toute, de facture assez classique.

Ainsi, le 26 octobre prochain, jour anniversaire de la mort du seigneur de Tiffauges, une dizaine de magistrats et trois experts médi-

caux se réuniront à Paris, comme ils se le sont promis, pour débattre en leur âme et conscience du cas Gilles de Rais, reclus définitif des manuels scolaires ou réinstallé dans son armure de maréchal de France et rebû à la vie publique. Si les choses tournaient à son avantage, une supplique serait alors adressée au président de la République pour qu'il prenne les dispositions nécessaires à la levée d'écrou et mette au point les formalités du *pretium doloris*. Tout cela est terriblement sérieux et les deux promoteurs de l'affaire, l'écrivain Gilles Prouteau et le biologiste Henri Laborit, vendeurs grand tout tous les deux, espèrent le meilleur pour leur client de ce procès historico-judiciaire dont on dit que la presse étrangère s'apprête déjà à suivre les péripéties avec intérêt.

Sur place, on est moins emballé par l'initiative. Il faut comprendre. Gilles ne pourra s'en sortir qu'au bénéfice des circonstances atténuantes, qui vont l'accabler plus qu'elles ne le rendront fréquentable. Entre celui qui ose dire en pleine audience : « Je suis né sous une telle étoile que nul au monde n'a jamais fait et ne pourra jamais faire ce que j'ai fait » et un accusé « imbécillisé », réduit au silence par ses avocats et envoyé aux galères psychiatriques par des experts trop sûrs de leur coup, il va manquer une dimension littéraire dont le grand absent risque de faire les frais. En attendant le « ver-

dict », les guides assermentés de la visite des ruines des forteresses du capitaine de Charles VII font comme si de rien n'était et continuent de moudre avec raideur la périlleuse aventure de cet homme de trente ans qui, sombrant dans des délices jusque-là inconnues, s'offrait de manière virulente et criarde en blasphème vivant devant le Créateur. Tel est du moins celui que l'Histoire présente dans la version la plus communément admise et que les minutes de son procès confortent... si l'on veut admettre le sérieux du travail des greffiers et parier sur l'intégrité des juges chargés d'en ordonner le sens.

Ce fut l'unique soubresaut de l'abbé Bossard, biographe reconnu du baron de Rais : comment y croire ? L'ampleur de la démesure, l'altitude atteinte dans le monstrueux avaient de quoi effrayer celui qui s'attelait à la recherche de la vérité, rien que de la vérité. Aussi bien, quand l'abbé fait son entrée, le 28 décembre 1885, dans la salle des soutènements de la faculté des lettres de Poitiers, a-t-il soin d'expliquer avec précision l'origine des documents inédits du procès qui lui ont permis de construire la nouvelle tanière dans laquelle il vient de loger son féroce sujet. Le livre, qui paraît la même année (*Gilles de Rais, maréchal de France, dit Barbe-Bleue*), s'impose, et tous, de Huyssmans à Bataille, de Planchon à Tourner et de Klossowski aux jeunes auteurs ou créa-

teurs attirés par ce que Breton appellera « le foisonnement gluant du mal », sont venus où viennent encore y chercher le grand frisson.

Le blason de son clan se distingue nettement parmi ceux des « 200 familles » qui se partagent les terres et les ressources du pays : Gilles de Rais est né riche, très riche. Il le deviendra considérablement plus lorsque son grand-père, qui le prend en charge à la mort de ses parents (dès ses onze ans), peut lui-même cette année-là, en 1415, son fils Amaury, fauché à Azincourt par une saignée d'archers gallois. Jean de Craon a désormais ce jeune garçon pour héritier direct et seul élève à enseigner dans l'art du meurtre, du rapt et du détournement de fonds organisés. Cet aïeul exceptionnel portait en effet en lui, outre le sens aigu des redoutables licences que lui autorisait sa caste, une inclination naturelle au désordre et à la violence. A finir par aimer jouer au brigand avec un tel parent, Gilles – un doué – gravit rapidement les échelons qui devaient le porter aux plus hauts postes de responsabilité dans l'organisation et la gestion de cette école du crime que le monde médiéval connaît bien pour y céder à chaque fois qu'on vient de rattracher les bannières et de faire taire les clairons, mais qu'il reste encore de la vie à piller dans les campagnes et les villes mal tenues informées de l'actualité des armes. Avec bonheur, les deux bandits vendangent large, sautant d'une

dot à détroisser à quelques restants de traités à nettoyer, d'insoumis à châtier à quelques isolées à violer. « *Devant Gilles et son grand-père, il est possible de songer aux brutalités des nazis...* », murmure somnolamment Bataille.

Mais le temps devait finir d'appartenir aux seules actions individuelles, pour remarquables qu'elles fussent. Charles VII, qui n'est encore que le Dauphin, a besoin d'épées, et d'hommes et d'argent pour les faire mouliner. Fin des exactions sur zone : le duo a proposé ses bons offices et souhaite combattre et continuer à s'enrichir sous les étendards fleurdelisés. Gilles part en campagne. Le premier geste patriotique du garçon est homologué au Lude, où il partage équitablement en deux le capitaine de la place, un géant avec barbe, l'Anglais Blackburn. Grosse impression sur la troupe et chez les correspondants de guerre. Jean de Craon avait vu juste en lui donnant quelques-unes de ses bottes secrètes dans la salle d'armes de leur base avancée de Champtocé : engagé sous les drapeaux, son petit-fils pouvait faire des merveilles et facilement rapporter dans ses fontes les quelques titres et honneurs qui manquaient encore à la famille.

Jeanne le repère aussi et, assez tôt semble-t-il, a souhaité en faire l'un de ses prétoriens rapprochés. Il n'est pas sot, a de la distinction, de l'éducation, de la technique dans le combat et un regard qui

brille durant les offices. De plus, il n'est pas mal fait de sa personne. Deltail, qui voit venir le coup, ne peut s'empêcher d'en écrire une longue page : « *Près de Jeanne, est étendu Gilles de Rais. (...) Quel joli garçon, à cette époque, ce Barbe-Bleue ! (...) Son jeune visage rose, ses joues fraîches paraissent nourries de candeur, d'ambrosie et de viande de bœuf.* » Deltail jubile. André Breton, que décidément cette affaire intéresse, se fâche : « *J'ai dans mes amis un certain nombre d'emmerdeurs parmi lesquels, mon cher Deltail, j'ai aujourd'hui le regret de vous compter : votre Jeanne d'Arc est une belle saloperie.* »

Pendant qu'on se chamaille dans les coulisses, sur scène, on ferraille, on sacre, on galope. Le Valois – « *des yeux d'usurier de campagne, des lèvres dolentes et papalardes, dans un têt de châtre* », selon le fessin de Huyssmans – est enfin fait roi. A vingt-cinq ans, Gilles reçoit un bâton de maréchal. Jeanne monte au ciel, Jean de Craon, le Carabosse, coule vers les ténèbres en laissant à son ancien comparse l'entier du butin rassemblé. Enorme. Mais l'autre héritage – celui de l'enfance soufflée, de l'amour mis en pièces, réduit au seul goût du combat, de la violence et de la conquête – pèsera d'un poids plus lourd que tout cet or qui tombe entre les mains d'un dévoyé qu'on sent déjà disposé à en faire le pire usage. Le jeune maréchal abandonne la courtoisie d'Etat et prend sa retraite dans son château de Tiffauges. Il lui reste une petite dizaine d'années pour porter jusqu'à la fusion délicate ce qu'il avait senti s'insérer en lui d'extra-terrestre et d'irréductible.

Terroristes, sa femme et sa fille se sont réfugiées derrière les murs de Pouzauges. De toutes ses résidences, Gilles préfère Machecoul et sa forteresse des bords de la Loire : les deux rideaux rouges de son théâtre d'ombres. Sans doute moins lettré qu'on a pu le dire, plus snob que protecteur des arts, plus crédule et emporté que fin manœuvrier, il est attiré comme une corneille par tout ce qui brille, qui écrit, qui chante, qui prie. Il installe une cour où les prélats croisent des militaires dans des habits d'opérette, où des acteurs se cognent contre des peintres, où des architectes se prennent de mots avec des stylistes. Mais surtout, où l'on entend, à travers les barreaux de leurs volières dorées, la voix des rossignols de ses manœuvres, ses chers anges : les intouchables quand viendrait l'heure des grandes fougues. Elle arrivait.

L'alchimie n'avait pas encore mauvaise réputation en ce milieu de quinzisième siècle, et beaucoup s'y adonnaient sans toujours penser à mal. Il s'agissait de chercher à transmuter le mercure en or, ou de trouver la potion de la jeunesse éternelle ou celle de la sagesse pour toujours. Choses innocentes. Pas pour Rais. Mis en mouvement par la cabalistique soufflée de l'exotique Francesco Prelati, l'esprit égaré de Gilles allait s'animer et trouver : dans les signaux lancés vers le Malin de quoi s'extasier et monter de plusieurs crans dans l'absolu dérèglement de l'âme. Lui qui n'avait fréquenté le diable qu'en se regardant dans la glace voulait savoir maintenant à quoi ressemblait le vrai. L'Italien, tout exprès dépêché de Rome, allait l'y aider. En attendant la confrontation, Gilles continuait de flatter le bon Dieu avec application.

Le voilà reçu chanoine de Saint-Hilaire de Poitiers, puis, bombardé à Machecoul, sur ses fonds propres et son souhait personnel, patron de la Fondation des Saints-Innocents.

De notre envoyé spécial
Jean-Pierre Quélain
Lire la suite page 13



Le château de Barbe-Bleue, d'après Gustave Doré.

La Pyramide en vacances



«*I destroyed the picture.*» Terri Palazzolo est venue une nouvelle fois contempler l'objet de ses critiques. Enseignante de musique dans le Michigan, elle emmène chaque année ses étudiants faire un tour en Europe. La France en Europe, Paris en France et le Louvre, *«the high point»*, à Paris. Une succession de passages obligés l'attire comme un aimant vers la Pyramide, porte d'entrée de ses vacances, modifiée à son insu.

Le temps n'est plus aux réactions explosives. «*Un seul pigeon peut se poser sur la Pyramide*», avait-on entendu quand il s'agissait, en bout de course, de donner des assurances sur la propriété du verre. Les critiques n'avaient pas la légèreté des laves de carreaux entraînés à la haute montagne. Trop de paroles l'avaient agrandie démesurément. Il fut un temps, où l'on ne voyait qu'elle. Certains comptèrent ses carreaux et crurent bon d'en dénombrer 666, le chiffre de la Bête de l'Apocalypse de saint Jean, signifiant «*l'inspiration maçonnique voire satanique*» des lieux. Ses concepteurs mirent en avant sa transparence, tant et si bien qu'elle disparut du regard. «*La Pyramide est d'humour changeante, l'humour de Paris. Opaque, elle devient une forme, un objet; transparente, elle laisse voir le palais (...). Ce n'est pas vraiment de l'architecture. Cela relève plutôt de l'art et de l'illusion*» (1). Ce ne fut plus qu'un «*puits de*

lumière» dont la raison d'être était de laisser intacte la couleur des bâtiments de la cour Napoléon, grâce à un verre spécialement conçu pour l'occasion.

Voilà que cette «*agression majeure*», ce «*zircon*», selon le mot d'André Fermigier, faisait maintenant miroiter l'architecture antique! On vanta la minceur de ses vertèbres, des tubes qui ne dépassaient pas huit centimètres d'épaisseur. Le revêtement fut spectaculaire. Avec le sentiment un peu honteux d'avoir manqué de respect à la nouvelle-née, on préféra garder le silence. Ce ne fut plus que «*la partie émergée de l'iceberg*». Luxueuse certes, mais simple porte d'entrée. Juste avant de disparaître des gazettes, elle fut considérée dans un dernier souffle comme «*un monument de modestie*».

EN 1988, une étude de l'IFOP sur la fréquentation du Louvre révéla que ceux qui avaient toujours leur mot à dire ne se bousculaient pas pour pénétrer dans le musée (38 % de Français pour 62 % d'étrangers, 81 % d'étrangers au mois d'août). Ces étrangers, riverains intermittents du quartier, ne pouvaient-ils pas, eux aussi, chercher les clés de cette fameuse porte d'entrée qu'ils sont presque les seuls à emprunter?

La question parut saugrenue à

plus d'un. Au Louvre, on déclare que le sujet qu'elle n'est plus d'actualité : «*La Pyramide est complètement intégrée au musée. Les gens viennent maintenant pour voir le musée, et non la Pyramide*», dit-on. Mardi, jour de la fermeture du musée, ils étaient pourtant nombreux à se tremper les pieds dans les bas-

sins qui bordent les trois faces. On y retrouva des touristes étrangers, bien sûr. L'un d'eux nous demanda confirmation qu'il y avait bien un musée au-dessous : «*With Mona Lisa, isn't it?*» On apprit à une autre que le mardi était son jour de fermeture. La Pyramide redevenait opaque...

Les quelques touristes interrogés, dont on ne peut bien sûr affirmer la représentativité, ne sont pas les derniers surpris par la question. «*Bien qu'étranger je me permets d'émettre quelques réflexions*», avait déjà écrit un lecteur (2). Respectueux, ils nous demandent ce qu'en pensent les Français. Beaucoup semblent loin d'avoir envisagé de donner une réponse. Celle-ci tarde donc à venir.

Certains ne se posent pas de questions, comme Paul Mozzar, un Canadien de vingt-trois ans, étudiant en informatique, qui n'en avait jamais entendu parler avant cette première visite. Pour lui, l'objet est tout simplement «*fantastique*». «*Very nice*», diront d'autres avec la neutralité de ceux qui n'ont jamais pensé avoir le droit de répondre.

BEAUCOUP évoquent le problème de la juxtaposition d'un élément moderne dans un ensemble architectural classique. Certains ne font que décrire ce qui semble les laisser indifférents. Les Américains seraient-ils plus sensibles à la protection d'un patrimoine qui n'existe pas chez eux? «*Peuple de France, (...) se peut-il qu'il faille importer de New-York, pour faire le travail, un crayonneur de génie?*» (3). La Pyramide de M. Pei serait-elle à l'abri de sa place si on la construisait à Houston, à

Omaha ou à Minneapolis (...). écrivait une lectrice de Saint-Paul, Minnesota. «*Tout est moderne aux États-Unis*», soupire Terri Palazzolo. «*La Pyramide aurait pu être là-bas*». Elle poursuivait : «*Les jeunes doivent aimer. Moi je préfère ce qu'il y a autour*». Déplacer la Pyramide : le thème fut décliné sur tous les tons. L'imagination des touristes est fertile si l'on veut bien la déclencher. Dans la cour Napoléon, ils s'évertuaient à lui trouver un autre emplacement. Arrivèrent en tête de liste la Défense et le Centre Pompidou, baptisé en son temps du nom de «*straffnerie*». Comme s'il fallait regrouper et surtout isoler les plus récents de nos glorieux «*faits du prince*». Est-ce parce qu'il travaille dans la commercialisation d'hélicoptères? Toujours est-il qu'un touriste anglais proposa une solution : transporter cette pyramide «*out of time*» de temps à autre. On retrouve l'idée sous la plume d'un de ses compatriotes : «*La Pyramide semble même légèrement temporaire, comme si l'on pouvait la remonter en cas de besoin*» (3).

J.-B. de Montralon

- (1) Iosh Ming Pei (entretien au Monde, 31 mars 1989).
- (2) Le Monde daté 21-22 avril 1985. Jan Christaens (architecte, Oostende, Belgique).
- (3) David Gentilman's Paris, John Curtis, Bodley and Spangham.

TABLE

Célébration du vin jaune

C'EST sans aucun doute le vin le moins connu sinon le plus rare en France. La Franche-Comté nous propose cinq types de vins : rouges, rosés, blancs, de paille et enfin ce vin jaune jurassien bien particulier. En quoi? Son cépage d'abord, le «*savagnin*», dont le *Larousse des vins* nous dit qu'il pousse se développe dans les marais bleus, gris ou noirs des lacs, qu'il est de maturité très tardive (quelquefois la récolte se fait après les premières neiges, d'où son appellation d'autrefois : «*vin de gelée*»). Des grappes courtes aux grains ronds à peau épaisse.

C'est ce cépage que l'on appelle aussi, là-bas, le «*naturé*», qui donne le célèbre châteaillon, premier des vins jaunes. Il leur faut de longs mois de fermentation puis on les laisse vieillir au moins six ans dans des fûts de chêne épais. A la surface du liquide se développent alors des levures spécifiques, qui couvrent au ralenti, dans l'obscurité, et donnent au vin jaune tout son... talent.

La cuisine de Franche-Comté est bien «*personnelle*». On songe au mot du général Moncey : «*Quand je suis ici, j'entends échapper aux fricots parisiens et que l'on me serve la brave, traditionnelle et parfaite cuisine de chez nous*».

Parmi ces mets originaux, citons les gaudes (sortes de galettes de maïs), le fameux jesus de Morveau, les matelains, etc. Pour terminer par le maquevin (ou macvin), liqueur faite de moût de raisin, sucre, vieux marc, de pommes macérées et aromatisé de girofle, vanille, etc. Enfin l'on trouve, là-bas, des crevettes et morilles qui semblent nées pour escorter ce vin jaune.

Les vacances sont l'occasion d'aller découvrir sur place ces bonnes choses.

Arbois (on dit de son vin que «*plus on en boit, plus on va droit*») est la capitale gourmande du Jura. Il y a bien entendu Jouxnet (9, rue de l'Hôtel-de-Ville, tél. : 84-66-05-67) où Jean-Paul Jouxnet a succédé à son papa André, lequel avait sélectionné un choix remarquable de vins du pays (et imaginé de cuire le morue en marmite, sur un trépied de serments de vigne, à la vapeur de vin rouge d'Arbois, une merveille!). Mais notez aussi le Caveau d'Arbois (3, rue de Besan-



con, tél. : 84-66-10-70), et la toute simple cuisine de femme de la patrouille. Ici le turbot est «*au vin jaune*».

En descendant vers le sud, vous visiterez le musée aux collections archéologiques de Champagnole, faisant halte à l'Auberge des Gourmets (au Vaudouin, tél. : 84-51-60-60), pour déguster la volaille de Bresse aux morilles et vin jaune. Plus bas encore, voici Les Rousses et, à quelques kilomètres, La Cuvée où, en sa sympathique auberge campagnarde, Bernard Arbez (chez Arbez, tél. : 84-60-02-20) glorifie son terroir et, avant le civet d'agneau à la polenta ou la terrine de poissons aux morilles, vous proposera son amoncellement de foie gras au vin jaune.

Enfin voici Saint-Claude, siège de la Confrérie des maîtres-pipiers (visitez leur musée!) et, à 3 kilomètres de là, Villars-Saint-Sauveur et un grand «*rassemblement hôtelier*» au Retour de chasse hôtelier (tél. : 84-45-44-44) où c'est le turbot qui est au vin jaune (moins savoureux peut-être qu'à Arbois). Il ne vous restera plus qu'à «*remonter*» par Lons-le-Saunier goûter les huîtres en nage de sava-

gnin de Pierre Carpentier (L'Auberge de Chavannes, à Courlaux, tél. : 84-47-05-52) et Dole (visitez la maison natale de Pasteur, tél. : 84-82-78-78).

De retour à Paris, vous aurez sans doute envie de retrouver l'esprit savoureux de ce vin jaune et de cette cuisine. Alors notez :

Rive gauche : Chez Maître-Paul (12, rue Monsieur-le-Prince, tél. : 43-54-74-59) où «*papa*» Gaspard parti à l'étranger a laissé son second au «*piano*» et la maison restaurée garde toujours sa cuisine «*typique*» et savoureuse (filet de sole au châteaillon-chalon).

Rive droite : Le Saint-Moritz (33, avenue de Friedland, tél. : 45-61-02-74) où Alain Raichon célèbre son Jura natal en de nombreux plats dont une poule de Bresse aux morilles et vin jaune après un jesus de Morveau crème de lentilles. Découvrez également ici un excellent côté du Jura rouge, le châteaillon-d'arlay.

La Reynière

CONDIMENTS

Moutardes

LA moutarde corrige la fadeur des mets et facilite leur digestion. La première recette de la moutarde, nous dit l'*Almanach des gourmands*, celle qui relève rôtis et grillades, date du quatrième siècle : on la doit à Palladius, fils d'Esperantius, préfet des Gaules. Elle atteste le caractère antique de cette mixture, toujours à base de sinapis ou sénévet *Brassica nigra* (aujourd'hui *juncea*) et *Sinapis alba*, qui désigne la moutarde «*blanche*», une plante crucifère, à l'essence assassine, la sinigrine, qui la rend particulièrement délectable. C'est un «*mout ardent*», dit le *Ménagier de Paris*, illustre recueil médiéval - d'où son nom. De la moutarde, on dit qu'elle vous monte au nez. Rabelais nous montre Gargantua à table : «*Quatre de ses gens jetaient en la bouche, l'un après l'autre, continuellement, moutarde à pleines palettes*». Cela afin de favoriser la digestion de jambons, langues fumées, boutargues, andouilles, etc., «*et de tels autres avant-coureurs de vins*». Souvenons-nous aussi de l'histoire de Tistet Vedène et de la mule du Pape, contée par Alphonse Daudet. Le pape Jean XXII, en Avignon, aimait tellement la moutarde qu'il deva son blond protégé, quelque peu pervers, à la dignité enviable de «*moutardier du pape*». Mais la mule, furieuse d'avoir été contrainte de grimper au faite d'un clocher du palais, se rappela à son bon souvenir en le volatilisant d'un coup de sabot. Tous livres contes qui disent l'enracinement de la moutarde sur la table gauloise.

De nos jours, les graines de moutarde sont importées du Canada, de l'Inde, du Pakistan, de Hongrie et de Roumanie. Aux techniques anciennes de broyage au contact de l'eau et de trempage avec le vinaigre, l'on a substitué l'emploi du verjus - procédé mis au point par Jean Naigeon au dix-huitième siècle à Dijon - et bientôt du vin blanc, et même du champagne. On emploie aussi, plus rarement

- c'est l'apanage de la production bordelaise - des moëts de raisin, voire de la lie de vin ; c'est la moutarde violette. Au trempage, succédait malaxage et tamisage, qui donnaient à la pâte sa finesse et son homogénéité. A Meaux, on se contente d'un concassage plus grossier de graines aux couleurs différentes, allié aux effets du vinaigre. La moutarde de Dijon est une pâte fine, de couleur vive, claire et d'un beau jaune d'or.

Le choix de moutardes aromatisées est pléthorique, voir hétéroclite. Grimod de La Reynière cite déjà les innombrables variétés de M. Bordin. Autre capitale moutardière inattendue, Saint-Brieuc, où l'on trouve, dès 1802, une «*moutarde bellique de santé*» (1). Il y a une vingtaine d'années, Paul Corcéllet fut l'initiateur, à nouveau, de cet ancien usage. Toutes les bonnes épiceries fournissent aujourd'hui le gros de cet éventail disparaté. Moutardes au champagne et au cognac, chez Menés ; douce aux olives noires, aux anchois, à la tomate à Baunant ; au pigment de la Jamaïque et aux baies roses au Comptoir de la Tour d'Argent. Mais aussi moutardes aux câpres, à la ravigote, au paprika, au citron vert, aux oignons et même à la vanille.

Mais bien qu'elle ait la réputation d'être indispensable sur nos tables, la moutarde a de sérieux rivaux. La moutarde de Crémone, fruits macérés en zigzags, n'est guère employée de ce côté-ci des Alpes. Michel Bavière, au Comptoir, en accompagne son excellent *bolito mixto*. Plus sévère est la concurrence des condiments issus de graines de moutarde blanche qui - à l'exception de la moutarde d'Alsace - n'ont pas droit, en France, à l'appellation, telle la marque Savara, qui enchante les personnes âgées. Ainsi voyons-nous s'établir de nouvelles coutumes condimentaires sur la table française. Le pot de safran fraternel avec le moutardier. *Cochlearia armoracia* est aussi une crucifère, comme le chou ou le radis noir. C'est la «*moutarde*» de

l'Europe centrale et de l'Allemagne, la cuisine juive ashkénaze ne saurait l'en passer. On trouve le radis chez Florence Finkelsztajn (22, rue des Roisiers, Paris, 4^e, tél. 42 72 78 91).

Mais, comme les poètes, les chefs aussi voyagent et savent accommoder l'antique moutarde aux exigences du goût moderne tout en respectant le canon de la table classique. Le rognon de veau aux trois moutardes (de Meaux, à l'estragon, au poivre vert) est un classique de l'*Oustau de Baumanière* aux Baux-de-Provence. La sauce moutarde de la tête de veau en salade du *Cochon d'Or*, à Paris, également. La moutarde est encore capable d'inspirer des créations authentiques. A l'*Hôtel de la Marine*, le Fort, 50770, Barneville-Carville (tél. : 33-53-83-31), le plus bel établissement de la presqu'île du Cotentin, le jeune chef Laurent Cesne a inscrit sur sa carte d'être une remoulade de celeri branche et queues de langoustines à l'huile de noix et graines de moutarde d'un bel effet, qui mériterait toutefois un hommage plus discret à la crème de Normandie. A Neuilly, à La Truffe noire (2, place Farnetier, Tél. : 46-24-94-14), Jenny Jacquet apprête un suprême de turbot, cuit à la perfection, avec une sauce à la moutarde violette, au moût de raisin, légumes de graines de moutarde, vinaigre, can, sel, épices) que lui procurent les établissements Martineau à Saint-Cloud. Voilà deux chefs dont les efforts retiennent l'attention. Quand bien même, selon Mathieu Varrille et Marcus Audin (2), «*il faut beaucoup de moutarde dans l'existence pour en avaler sans dégoûter les innombrables couleurs*».

Jean-Claude Ribaut

- (1) Les Epices, Pierre Delavau, Albin Michel, 1987.
- (2) La Mustardographie. L'art du moutardier. Mathieu Varrille et Marcus Audin, Aux deux collines, Lyon 1993, champagne éditée que l'on trouve à la Librairie gourmande, 4, rue Daubigny, Paris 9. Des mêmes auteurs : La Nef du parfait vinaigrier, 1991.

PARCOURS

Barbe-Bleue en appel

Suite de la page 11

Quand il s'acquitte du dernier du culte, le pape lui-même prie pour que jamais ne s'éteigne sa générosité. Chez lui, l'Église est à l'aise, munificente, rutilante. Mais pendant les magnificats, armés de propositions doucereuses ou de bâillons, ses deux valets de sang, Henri et Poitou, battaient la campagne, chassant pour leur maître. Des enfants disparaissent.

Malgré la déchéance financière, qui sous les excès, s'accroît, et bientôt le dépôt de bilan qui menace, il est encore trop puissant pour qu'on songe à le défaire de front. C'est l'une de ses saillies qui va le perdre. Le jour de la Pentecôte 1440, ivre et ivre de rage, il vient frapper de ses épous les dalles de l'église de Saint-Etienne-de-Mer-Morte pour réclamer, dans une voix de tonnerre, qu'on lui restitue *illico presto* une propriété qu'il juge avoir été mal vendue et dont l'acquéreur est là qui assiste à l'office. L'homme qu'il menace de scalper, Jean Le Ferron, est, malencontreusement pour lui, déjà tonsuré (il venait d'entrer dans la cléricature). On l'embarque tout de même et on va le jeter sur la paille de Tiffauges, en annexant le village de Saint-Etienne au passage. Attaque contre un clerc dans un lieu sanctifié, prise d'une terre par la force : les immunités de l'Église venaient

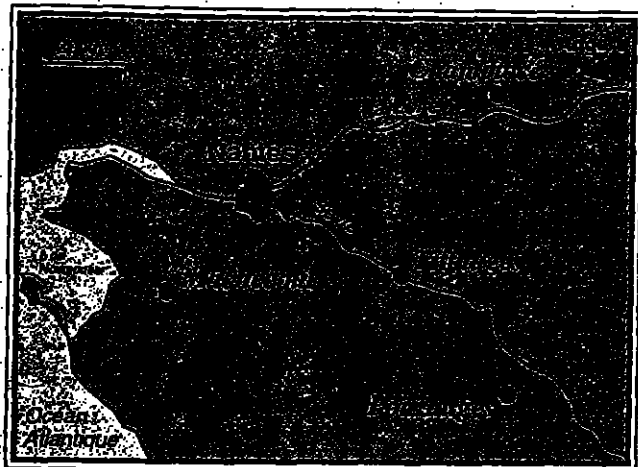
d'être trop sévèrement bafouées et le duc de Bretagne, son suzerain, trop ouvertement défié pour qu'on en restât là.

Il est arrêté à Machecoul sans opposer de résistance, pensant à un simple contrôle de police. Bon moment pour lancer les premières informations sur l'enquête menée dans le secret par l'évêque de Nantes, Jean de Malestroît. Le scandale éclate. Les dents du piège viennent de se refermer sur l'arrogant. Procédure complexe mais menée rapidement. Le vice-inquisiteur et le président de la cour

civile n'auront que peu de jours à attendre pour subir - à côté d'un Christ dont on avait cru devoir voiler la face - les aveux calcinés de Gilles de Rais, purs gouttes de mal à verser à la souffrance des hommes. Combien de victimes ? L'acte d'accusation en retiendra près de cent cinquante. Lui aurait dit davantage, ou moins. Il ne savait plus. Mais quelle importance ? Un seul enfant tourmenté, comme il avait tourmenté les autres, suffisait à le rendre dangereux et inquiétant pour toujours.

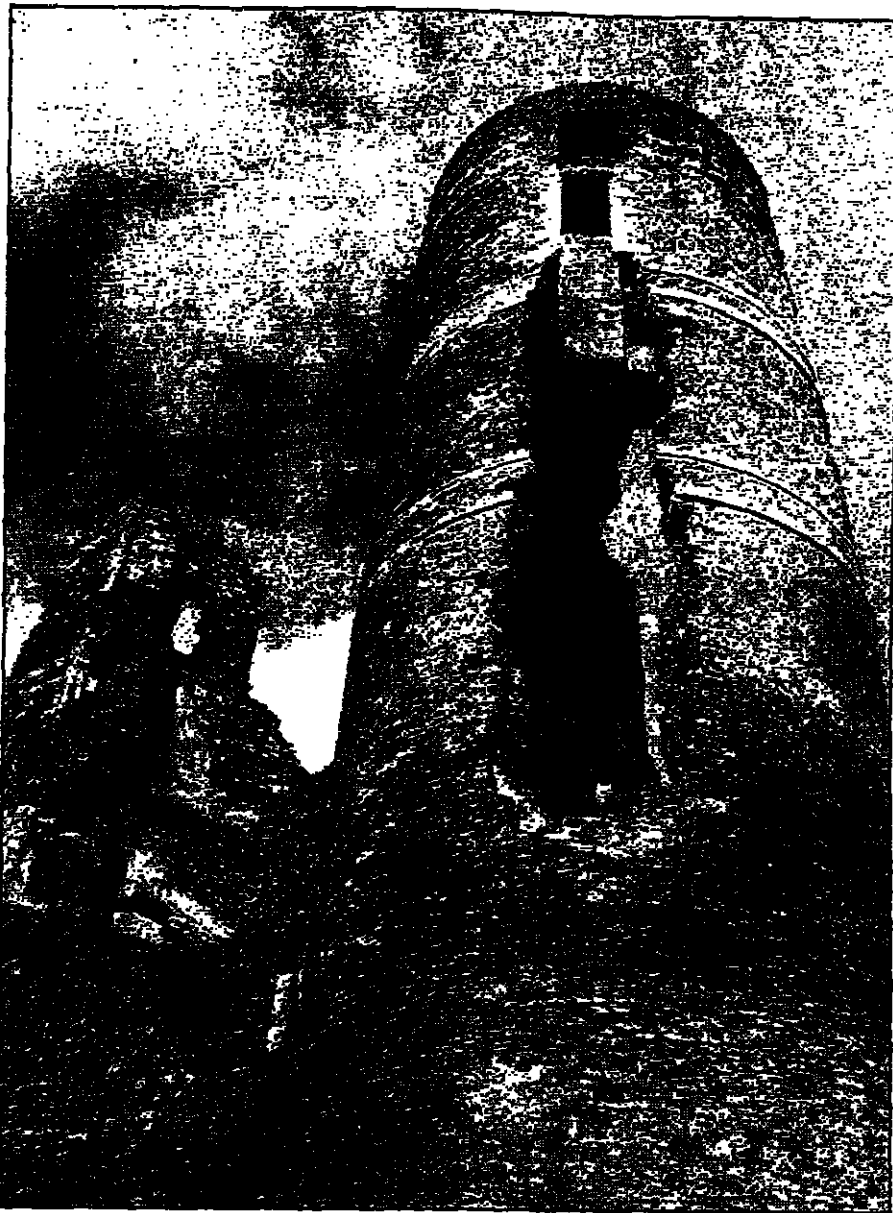
De notre envoyé spécial Jean-Pierre Quélin

► Deux livres : le grand anothre (façon réquisitoire), *Gilles de Rais* par l'abbé Eugène Bossard, éditions Jérôme Millon, 135 F. ; le tout dernier (du côté de la défense), *Gilles de Rais ou la guêpe du loup*, par Gilbert Protais, éditions du Rocher, 129 F.



IN SUR LES TRACES DE GILLES DE RAIS, ED. L'ÉTRAVE

Le château de Champtocé, lieu de naissance de Gilles de Rais



ESCALES

Irlande : à l'Ouest du nouveau

Quatre golfs de la côte ouest de l'Irlande, regroupés au sein d'une association baptisée West Coast 4, sont à l'affiche d'une brochure *« Golf autour du monde »* des Voyages Gallia (12, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-66-48-71), spécialiste des circuits voués à la petite belle blanche. Quatre parcours accueillants situés à Ballyconeehy (le plus épre), près de Clifden, capitale du Connemara, dans le comté de Galway, à Ennisconne (le plus bosselé) et à Rosses Point (le plus difficile), dans le comté de Sligo et près de Clifden (le plus vert) dans le comté de Mayo. Les trois premiers sont de purs links posés sur la dune, au bord de l'Atlantique ; le dernier un parcours bucolique, dont deux trous, dominés par la montagne sacrée de l'Irlande, la Croagh Patrick, sont de toute beauté. De quoi combler débutants et joueurs confirmés, qui apprécieront la qualité de ces parcours moins connus mais plus accessibles que les stars (Waterford, Tralee, Ballyvaughan et Lahinch) de cette côte béate des golfeurs.

Gallia propose des séjours d'une semaine, de 7 215 à 9 565 F par personne selon l'hôtel choisi, en chambre double et petit déjeuner avec l'avion, une voiture en kilométrage illimité et sept *green fees*. On peut également combiner ces séjours et jouer sur les quatre parcours présentés, les deux plus éloignés l'un de l'autre, le Connemara Golf Club et Rosses Point, étant distants de 190 km environ. Pour en savoir plus sur la pratique du golf en Irlande, s'adresser à l'Office national du tourisme irlandais, 33, rue de Miromesnil, 75008 Paris, tél. : 47-42-03-36. Signalez aussi le guide *Irlande* (432 p., 150 F) paru récemment aux éditions Arthaud.

P. Fr.

L'Europe des cisterciens

Le pays de Clairvaux rend hommage à saint Bernard et fait connaître sa vie et son œuvre à travers un spectacle mis en scène par Michael Lonsdale, et conçu par les moines de Cîteaux. C'est avant tout « le rayonnement

européen d'un moine clairvoyant »

qui a incité l'Association Bernard-de-Clairvaux à présenter, pour la troisième fois cette année, après la célébration en 1990 du 900^e anniversaire, cette évocation par la musique et par le texte, dans le décor de l'abbaye reconstruite à quelques lieues de son site, dans la commune de Ville-sous-la-Ferté (Aube). En douze tableaux, plusieurs centaines de bénévoles et une centaine de professionnels évoluent selon la chorégraphie d'Ivan Meist Barboff, sur une musique née de la rencontre des compositeurs Daniel Fackras et Gilles Tineyre avec les moines de Cîteaux.

Venu sur l'ordre de saint Benoît, au tout début du douzième siècle, construire à Clairvaux la première des soixante abbayes qui seront fondées de son vivant et sous son impulsion, saint Bernard prône le dénuement et la pureté architecturale qui favorisent le recueillement et la prière. Le modèle cistercien qui connaît son apogée à la fin du siècle et comptera alors plus de trois cents abbayes à travers l'Europe, de l'Armorique à la Hongrie et de l'Irlande au Portugal, est aussi, pour les historiens, un modèle économique (four à chaux, forges, pressoirs, celliers, moulins) et un modèle politique (large autonomie à l'intérieur de la fédération).

De ce conseiller des princes et des papes, créateur de l'Ordre des Templiers, qui prêchera à Vézelay la deuxième croisade, les auteurs de l'évocation ont voulu restituer « la vision européenne qui dépasse largement la seule dimension nationale », « l'élan qu'il a su insuffler pour tenter d'unifier la chrétienté » et « l'esprit de tolérance » notamment à l'égard des juifs, que Bernard de Clairvaux a tenté de développer autour de lui. L'actualité du message après neuf siècles d'histoire.

Le spectacle est donné les vendredis et samedis soirs, à la tombée de la nuit, jusqu'à la fin du mois d'août. Par l'autoroute Troyes-Chaumont (A 5), emprunter la sortie « Ville-sous-la-Ferté ». Renseignements, réservations : Association Bernard-de-Clairvaux, Mairie de Ville-sous-la-Ferté, 10310 Clairvaux. Tél. : (16) 25-27-88-19. Télécopie : 25-27-83-22.

Le train des maharajas

Le *palace on wheels*, le « palais sur roues » ou, plus prosaïquement, le train des maharajas, fut construit à l'origine pour les princes et les vice-rois de l'Inde, d'où son luxe. On y prend le thé, on y dîne parfois dans l'un des deux restaurants (cuisine indienne et cuisine continentale), et en tout état de cause on y passe toutes les nuits d'un voyage que bercent le roulement et le bruit monotone des roues. On se réveille ailleurs, et ce déplacement-là est le plus authentique.

Le Rajasthan, ocre, aride et austère, défile par la fenêtre. Les haltes ont pour nom Jaipur, Udaipur, Jaisalmer, Jodhpur et Agra, cités princières que l'on visite. Saris et turbans multicolores, palais somptueux, quelques fois abandonnés, plus souvent habités ou transformés en hôtels de grand luxe où l'on s'arrête pour un repas. Le Taj Mahal, monument de blancheur et de fidélité conjugale, les domine tous.

Départ tous les mercredis, d'août 1992 à avril 1993, sept jours, 7 700 F par personne en compartiment double en août et avril, 8 750 F d'octobre à mars. Demi-tarif pour les enfants de cinq à douze ans. Si le compartiment est occupé par trois personnes : 6 560 F par personne. Ces prix s'entendent de Delhi à Delhi (circuit à bord du palace on wheels, en pension complète, visites guidées et spectacles prévus au programme). Il convient d'y ajouter éventuellement les vols Paris-Delhi-Paris (à partir de 5 600 F aller-retour). Une proposition du Monde de l'Inde et de l'Asie (15, rue des Ecoles, 75005 Paris, tél. : 46-34-03-20). On profitera de ce voyage pour relire *Un Barbare en Asie*, d'Henri Michaux.

Sélection établie par Patrick Francis et Danielle Tramard.

Le Monde

PUBLICITÉ TOURISME-RESTAURANT Renseignements : 46-62-73-75

TÉLEX

Musique baroque à Sablé-Soleaumes, du 27 au 30 août. A cette occasion, forfait festivalier (cinq nuits en demi-pension, douze concerts, de 1 830 francs à 2 464 francs par personne en chambre double selon l'hôtel), étape musicale (trois concerts, à 14 h 30, 17 heures et 21 heures et une nuitée à la ferme, au manoir ou au château) ou journée touristique (visites, déjeuner, un ou deux concerts, de 1 500 francs à 3 150 francs) sur le thème des instruments de musique baroque, des parcs et jardins ou de l'édition. Renseignements : Office de tourisme, tél. : 43-95-00-60.

L'Ecosse en voiture individuelle, en faisant halte dans les Scotland's Heritage Hotels, des manoirs ou châteaux de caractère. Ces 4 ou 5 étoiles, exploités par leur propriétaire, utilisent leur propre production (légumes, poisson, gibier) en cuisine. Forfait de 5 nuits avec petit déjeuner et traversée A/R Zeebrugge-Hull à bord d'un bateau de croisière des North Sea Ferries (transport de la voiture, dîner et petit déjeuner inclus) à partir de 4 250 F. Renseignements : Transports et voyages (8, rue Auber, 75009 Paris, tél. : 42-66-90-90) et agences de voyages.

Chemins de France. Au lendemain de la dernière guerre, la France comptait encore près de 1 million de kilomètres de sentiers et chemins vicinaux où il faisait bon marcher et flâner sans obstacles, à travers champs et bois. Par la faute des aménageurs ou par manque d'entretien, ce réseau est tombé à 800 000 kilomètres. La Fédération française de randonnée pédestre (9, avenue George-V, 75008 Paris. Tél. : 47-23-62-32. Fax : 47-20-00-74), qui entretient 120 000 km de sentiers balisés, a décidé de sonner l'alarme pour défendre ce patrimoine rongé par l'urbanisation et étouffé par les ronces de la désertification rurale. Une campagne nationale de sensibilisation « Sauvons les chemins de France » a déjà recueilli 500 000 signatures, dont celles de quatre-vingts parlementaires de tous bords. Elle prendra fin le 21 septembre. Renseignements au 45-45-31-02.

Sauvegarde de Varengeville

Plusieurs lecteurs se sont émus des risques que la mer fait courir au site de Varengeville (« Le Monde Sans visa » du 1^{er} août). Quelles mesures ont été prises pour protéger l'église et le cimetière ? Celles-ci :

Depuis de nombreuses années le site de Varengeville est particulièrement surveillé. La mer érode la partie basse des falaises. Mais la nature du sous-sol menace aussi directement la stabilité du lieu. En effet, selon les spécialistes, les couches de terrains ne sont pas homogènes, et du fait de leur inclinaison ont tendance à glisser les unes sur les autres. Au point que d'importantes fissures ont été décelées dans les maçonneries du chevet de

l'église, elles-mêmes constituées de matériaux hétérogènes, du grès et du silex.

Pour stopper ce glissement géologique, on a procédé en 1991 au « clouage » des couches litigieuses. L'opération a consisté à enfoncer des pieux de béton jusqu'à 12 mètres de profondeur autour du chevet. Depuis, des « inclinomètres », enfouis dans le sol, permettent de mesurer d'éventuels glissements. Ces travaux ont été menés par la direction régionale des affaires culturelles, en liaison avec les services de l'équipement, avec la participation financière de la commune de Varengeville et du département de la Seine-Maritime.

R. G.

VACANCES-VOYAGES

HÔTELS

Côte d'Azur

NICE
HÔTEL VICTORIA***
33, boulevard Victor-Hugo
06000 NICE - Tél. : 93-69-39-60.
Plain centre-ville, calme.
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, cible.
Téléphone direct, minibar.

Provence

MAUSSANE-LES-ALPILLES
Au pied des Baux-de-Provence
VAL-BAUSSENC hôtel***
Une grande maison provençale en pierre des Baux vous ouvre ses portes : 21 chambres tout confort, restaurant, piscine, proximité promenades à cheval, golf et tennis. 122, avenue de la Vallée-des-Baux, 13520 MAUSSANE-LES-ALPILLES. Tél. : 90-54-38-90. Fax : 90-54-33-36.

Paris

SORBONNE
HÔTEL DIANA**
73, rue Saint-Jacques.
Chambres avec bains, w.c.
Tél. direct, TV couleur. De 300 F à 450 F
Fax : 46-34-24-30.
Tél. : 43-54-92-55.

Italie

VENISE
Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES***
San Marco N. 1936
Tél. : (41) 52-32-333. Fax : 52-03-721
et son restaurant nouvelle ambiance « bohème »
Taverna LA FENICE
Tél. : (41) 52-23-856. Fax : 52-37-866.

GUIDE DE L'ANGLAIS MODERNE ÉCRIT

Christiane Tricolt

COPORMA et les Éditions François-Robert
18, rue Théodore-Deck, 75015 PARIS
Tél. : 40-60-06-01 Fax : 45-87-29-41

سكز من الإهل

Bridge

n° 1497

UNE BONNE CONVENTION

Parmi les nombreuses conventions dont on inonde les bridgeurs, on est souvent étonné de constater que les plus simples et les plus utiles ne sont pas toujours utilisées en France. L'exemple le plus courant est celui du splinter qui est adopté par la plupart des Américains. Voici une application dans une donne distribuée au Caverish Club de New-York.

♠ 8754	♥ A 86	♦ 10976	♣ A 8
♠ 1093	♥ 75	♦ 8	♣ 1063
♠ 74	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
♠ 109653	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063

♠ 8754	♥ A 86	♦ 10976	♣ A 8
♠ 1093	♥ 75	♦ 8	♣ 1063
♠ 74	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
♠ 109653	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063

Ann. : S. don. Tous vuln.

Sud	Ouest	Nord	Est
1 ♠	passé	4 ♥	contre
4 SA	passé	5 ♠	passé
6 ♣	passé	passé	passé

Le saut au palier de quatre dans une nouvelle couleur était un splinter, qui promettait un singleton dans la couleur et un solide soutien d'atout.

Ouest avait entamé le valet de Trèfle pour le 2 d'Est, comment gagner ce PETIT CHELEM à PIQUE contre toute défense ?

Réponse :

Il y a une solution toute simple qui consiste à ouvrir la coupe à Carreau afin de couper deux Carreaux. Mais, si un des adversaires a un singleton à Trèfle (ce qui était le cas), la chute sera immédiate car l'adversaire, qui a une longue à Trèfle, prendra et rejouera Trèfle. En fait c'est l'accident qui est arrivé : le déclarant a pris l'entame avec l'As de Trèfle et il a joué le 6 de Carreau sur lequel Est, un champion aux nerfs d'acier (dont je n'ai pas le nom), a fourni le 7 de Carreau dans la foule ! Tout surpris de faire le 10 de Carreau, Ouest n'a pas mis longtemps à rejouer Trèfle pour la coupe.

Or, il y avait une ligne de jeu plus sûre en jouant sur les Cœurs comme il a proposé le Canadien Kokish : le déclarant prend avec le Roi de Trèfle, puis il commence par donner deux coups d'atout. S'ils sont 2-2, il n'y a plus de problème en coupant deux Carreaux et, si un adversaire ne fournit plus, Sud joue une troisième fois Pique, puis il tire l'As et le Roi de Cœur afin d'effranchir le cinquième Cœur en coupant deux fois avec ses deux derniers atouts.

DÉFENSE NORVÉGIENNE

Cette donne d'un championnat de Norvège a permis à Knut Kjaernrud de réaliser une des plus belles défenses en 1990. Mettez-vous à sa place en Est après avoir caché au début les mains d'Ouest (votre partenaire) et de Sud (le déclarant).

♠ R 8742	♥ 75	♦ A 10	♣ R V 53
♠ 1093	♥ 75	♦ 8	♣ 1063
♠ 74	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
♠ 109653	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063
	♥ 10	♦ 10842	♣ 5
	♥ 9	♦ 5	♣ 1063

Ann. : E. don. Pers. vuln.

Ouest	Nord	Est	Sud
Lorenz	X	Kjaern	Y
1 ♠	passé	4 ♥	contre
4 SA	passé	5 ♠	passé
6 ♣	passé	passé	passé

Ouest a entamé le 7 de Trèfle pour le 3, le 9 et l'As de Sud qui a joué le Roi de Cœur, puis la Dame de Cœur prise par l'As sur lequel Est a défaussé un Trèfle. Ouest a alors contre-attaqué le 5 de Carreau (4 meilleure) prise par l'As du mort. Le déclarant ayant rejoué le 10 de Carreau, Est a mis le Roi, Sud la Dame et Ouest le 2. Comment Kjaernrud en Est a-t-il fait chuter QUATRE CŒURS ?

Il n'est pas exclu d'ouvrir avec la main d'Est, mais dans ce cas il faut déclarer « 1 Trèfle » sans si on joue un système de Trèfle fort où cette ouverture garantit une main d'au moins 17 points (Trèfle Bleu).

COURRIER DES LECTEURS

La Donne préparée de Kantar (n° 1489)

Quelques lecteurs ont critiqué la donne préparée de Kantar : « La solution de Kantar ne vaut pas grand-chose », écrit D. Shuster, car Ouest doit se débarrasser au premier tour de son 10 de Trèfle. Disons, au contraire, que le problème posé par Kantar (une de mieux) au contrat de 4 Piques partait précisément du fait que Ouest avait tenu au premier tour le 4 de Trèfle avec 10. Cette carte est d'ailleurs normale car, si Sud avait eu AV9 (ce qui n'est pas exclu), Ouest aurait automatiquement livré une levée en fournissant le 10 alors que, si le 10 n'est pas apparu, Sud peut décider, au second tour, de tirer l'As de Trèfle en espérant que le Roi d'Est va tomber. Mais oui « la critique est facile, mais... »

Philippe Brugnon



Anacrosés

n° 728

Les anacrosés sont des mots croisés dont les définitions sont complétées par les lettres de mots à trouver.

Les chiffres qui suivent certaines tirages correspondent au nombre d'anspignes possibles, mais inscriptibles sur la grille.

Comme au Scrabble, on peut cocher.

Tous les mots figurent dans l'Officiel du Scrabble (Larousse).

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

121-223-24 25-26 27-28 29-30 31-32 33-34 35-36-37-38 39-40-41

Dames

n° 437

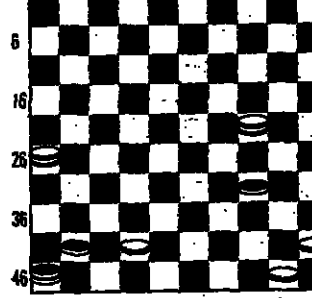
Dans les quatre chroniques précédentes ont été indiquées et illustrées huit des principales règles internationales, codifiées par la Fédération mondiale du jeu de dames. Voici, pour les débutants, souvent en désaccord entre eux sur ces bases du jeu, deux autres règles à appliquer à la lettre.

LE COIN DU DÉBUTANT

• Coup « de la sorcière »

• Exemple de schéma au XVIII^e siècle

1. MANOURY (1770)



Les Blancs jouent et gagnent.

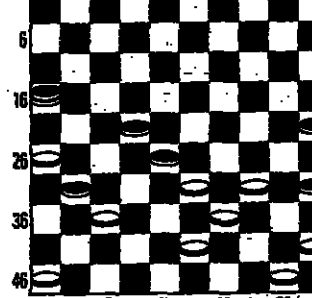
• Solution de cette sorcière :

42-37 ! (41x32) 26-37 (32x41)

45-40 (34x45) 24-47 !, les Noirs sont faits comme un rat.

• Exemple d'application.

II. R. VANECK (1935)



Les Blancs jouent et gagnent.

• Solution : 46-41 (31x42) 41-36 (16x49) 34-30 (25x43) 36-31 (28x39) 45-40 (35x44) 31-27 (22x31) 26x48 !, + spectaculaire sur un motif final variante de la pyramide.

L'UNIVERS MAGIQUE

Tournoi international de Paris, mai 1992 (Espace Jemmapes, quai de Jemmapes). Dans le diagramme ci-dessous, les Blancs viennent de jouer 41-37 face à TRAORE.

Blancs : pions à 15, 22, 25, 27, 32, 38, 44, 47.

Noirs : pions à 4, 8, 10, 12, 26, 31, 34, 36.

25-20 !! (8-13*) [forcé] 22-18 ! (12x23) [forcé] [des cimes de l'art des l'introduction] 38-33 (31x22) 47-41 (36x47) 33-29 (47x24) 20x9 (4x13) 15x4 [dame] (34-39), a pris un final très pur et très élégant ! (26x23) 44x22 !! +, a collectionné cet autre problème inédit, pour les lecteurs du Monde.

SOLUTION DU PROBLÈME

G. POST (Lyon), 1992

Blancs : pions à 15, 22, 25, 27, 32, 38, 44, 47.

Noirs : pions à 4, 8, 10, 12, 26, 31, 34, 36.

25-20 !! (8-13*) [forcé] 22-18 ! (12x23) [forcé] [des cimes de l'art des l'introduction] 38-33 (31x22) 47-41 (36x47) 33-29 (47x24) 20x9 (4x13) 15x4 [dame] (34-39), a pris un final très pur et très élégant ! (26x23) 44x22 !! +, a collectionné cet autre problème inédit, pour les lecteurs du Monde.

Blancs : pions à 15, 22, 25, 27, 32, 38, 44, 47.

Noirs : pions à 4, 8, 10, 12, 26, 31, 34, 36.

25-20 !! (8-13*) [forcé] 22-18 ! (12x23) [forcé] [des cimes de l'art des l'introduction] 38-33 (31x22) 47-41 (36x47) 33-29 (47x24) 20x9 (4x13) 15x4 [dame] (34-39), a pris un final très pur et très élégant ! (26x23) 44x22 !! +, a collectionné cet autre problème inédit, pour les lecteurs du Monde.

Blancs : pions à 15, 22, 25, 27, 32, 38, 44, 47.

Noirs : pions à 4, 8, 10, 12, 26, 31, 34, 36.

25-20 !! (8-13*) [forcé] 22-18 ! (12x23) [forcé] [des cimes de l'art des l'introduction] 38-33 (31x22) 47-41 (36x47) 33-29 (47x24) 20x9 (4x13) 15x4 [dame] (34-39), a pris un final très pur et très élégant ! (26x23) 44x22 !! +, a collectionné cet autre problème inédit, pour les lecteurs du Monde.

Blancs : pions à 15, 22, 25, 27, 32, 38, 44, 47.

Noirs : pions à 4, 8, 10, 12, 26, 31, 34, 36.

25-20 !! (8-13*) [forcé] 22-18 ! (12x23) [

La polémique sur les risques du sida

L'UAP revient sur sa décision de rompre ses contrats d'assurance avec les centres de transfusion

Volte-face

Les compagnies d'assurances sont loin de bénéficier dans l'opinion publique d'une image favorable. Profession oblige, on fait appel à elles quand les choses vont mal. Ce n'est pas la volte-face de l'UAP, en une journée, jeudi 13 août, dans l'affaire du sang contaminé qui va améliorer cette situation.

Il aura fallu une intervention musclée du ministère des finances pour que, après avoir annoncé jeudi 13 août dans la matinée la résiliation de ses contrats avec vingt-cinq centres régionaux de transfusion sanguine, l'assureur national revienne sur sa décision, une dizaine d'heures plus tard.

Mais le mal est fait. Plus qu'une maladresse, il s'agit d'une véritable faute politique. Après un procès douloureux où trois anciens ministres ont été pris pour cible, le gouvernement n'avait pas besoin qu'une entreprise publique vienne à la veille du week-end du 15 août relancer l'affaire.

D'autant que, même sur le plan juridique, l'argumentation de la compagnie semble contestable. Elle estimait que les contrats liant à des centres de transfusion étaient nuls car elle n'avait pas été avertie des risques nouveaux que courraient les utilisateurs de produits sanguins en 1985. Durant le procès du sang contaminé, le docteur Michel Garretta avait affirmé avoir adressé dès 1985 aux centres régionaux de transfusion une lettre pour les prévenir de l'aggravation du risque potentiel. Or, en 1991, le groupe Azur avait déposé pour les mêmes raisons le contrat qui le liait au CNTS. Des prétentions jugées « irrecevables » par la cour d'appel du 9 juin 1992.

Dans cette affaire, compagnies d'assurances, pouvoirs publics et centres de transfusion se rejettent les responsabilités, notamment financières. Déjà, une première passe d'armes avait opposé les assureurs et le gouvernement lors de la mise au point du projet de loi sur le fonds d'indemnisation des transfusés. L'Assemblée avait rejeté le projet initial, qui prévoyait de taxer les contrats d'assurance-dommages. Finalement, un prélèvement exceptionnel de 1,2 milliard de francs auprès des compagnies (dont 120 millions pour l'UAP) avait été décidé.

Cet épisode peu glorieux met à nouveau en lumière les problèmes que pose l'apparition de nouveaux risques thérapeutiques. Le ministre de la santé doit prochainement prendre connaissance d'un rapport sur la réévaluation de la responsabilité civile dans ce domaine.

ERIC LESER

Un groupe de financiers américains propose de racheter l'ensemble immobilier londonien Canary Wharf. Un consortium de financiers américains a présenté un plan de reprise du grand complexe immobilier londonien de Canary Wharf, placé en mai sous administration judiciaire après les difficultés de son propriétaire, le groupe canadien Olympia and York, premier promoteur immobilier mondial (le Monde du 4 juin), a-t-on appris jeudi 13 août à Londres de sources bancaires. Dans le même temps, le conglomérat anglo-américain Hanson, candidat potentiel au rachat de Canary Wharf, a annoncé qu'il se retirait des discussions. Les administrateurs et les onze banques créancières se sont rencontrés le 13 août pour discuter d'une offre de quelque 350 millions de livres (3,36 milliards de francs) présentée par MM. Sanford Wells, président du groupe financier américain Primex Corporation, Lewis Ranieri, ancien vice-président de la banque d'affaires Salomon Brothers, et Larry Tisch, qui dirige la chaîne de télévision CBS. (AFP.)

L'Union des assurances de Paris (UAP) a suspendu, jeudi soir 13 août, sa décision, annoncée quelques heures plus tôt à vingt-cinq directeurs de centres de transfusion sanguine (CTS), de dénoncer les contrats qui, avant 1990, la liaient à ces centres. Selon l'UAP, ces contrats seraient nuls, la compagnie n'ayant pas été informée à temps de l'aggravation du risque transfusional lié à la diffusion de l'épidémie de sida. Plusieurs directeurs de CTS avaient menacé de déposer le bilan de leurs établissements si, n'étant plus couverts, ils devaient prendre sur leur budget les sommes accordées au titre de dommages et intérêts par différentes juridictions aux victimes de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida.

La décision d'abord prise par l'UAP de dénoncer les contrats signés avec vingt-cinq CTS, l'émotion suscitée et le revirement de la compagnie d'assurances sont de nouveaux épisodes du bras de fer opposant, depuis 1989, l'Etat aux assureurs à propos des contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida.

Jusqu'en 1er janvier 1990, les centres de transfusion n'étaient assurés que de manière partielle, selon un contrat type défini par un arrêté du 27 juin 1980. « Cet arrêté fixait les conditions minimales d'assurance des centres de transfusion sanguine, indiquant qu'on au siège de la Fédération française des sociétés d'assurance. Il s'agissait avant tout d'une obligation d'assurance vis-à-vis des donneurs de sang. Mais ce texte était quelque peu flou, quant aux dommages pouvant être causés aux receveurs. En effet, le plafond de garanties ne se situait qu'à 2,5 millions de francs par an » (1). Les assureurs ont-ils vraiment été privés des informations

concernant l'existence d'un nouveau risque de contamination post-transfusionnelle par le virus du sida? L'argumentation développée par l'UAP est fondée sur l'existence d'un document daté du 16 juin 1985, signé par le docteur Michel Garretta, alors directeur général du Centre national de transfusion sanguine, document cité dans le réquisitoire de M. Michel Bernard-Kocher, lors du procès du sang contaminé.

Le docteur Garretta écrivait aux directeurs de centres régionaux qu'il était « indispensable de porter une attention toute particulière à la police d'assurance responsabilité civile, afin de l'adapter à l'aggravation des risques liés à l'acte transfusional ». Le dépliant était toujours pas mis en œuvre en juin 1985 chez les donneurs de sang, le docteur Garretta mettait en garde contre les conséquences, en termes de responsabilité, du risque d'augmentation des contaminations virales liées à la pratique de la transfusion.

Pas de conséquences pour l'indemnisation

Déjà, le 25 septembre 1991, le groupe Azur (assureur jusqu'au 31 décembre 1988 de la Fondation nationale de la transfusion sanguine) avait introduit, devant le tribunal de grande instance de Paris, une procédure tendant à voir déclarer nuls sa police d'assurance. L'un des arguments d'Azur était, à vrai dire, la non-déclaration de l'aggravation du risque. Après la décision de l'UAP, le docteur Bernard-Kocher, ministre de la santé, se déclarait « profondément irrité », exigeant de l'UAP « une expertise juridique » et rappelant qu'elle est sous tutelle du ministère de l'économie et des finances.

Le même jour, on confiait dans l'entourage du premier ministre que les victimes des contaminations post-transfusionnelles n'avaient, en toute hypothèse, rien à craindre de la décision d'abord prise par l'UAP. On ajoutait que la procédure d'indemni-

sation mise en place par la loi de décembre 1991 « n'est absolument pas affectée » et que « les paiements par les centres de transfusion des indemnités dues en vertu de décisions de justice seront, en tout état de cause, honorés ». Un dispositif législatif a été, depuis le début de cette année, un cadre d'indemnisation des victimes : celles-ci pouvant recevoir entre 500 000 et 2 millions de francs selon leur âge, leur situation professionnelle ou familiale.

Sont aujourd'hui en cause les rôles respectifs joués par l'Etat, les transfuseurs et les assureurs lorsque - dès 1983 - il est apparu que l'usage thérapeutique du sang et de ses dérivés pouvait être un facteur de contamination par le virus du sida. Pourquoi le contrat de 1980 n'a-t-il pas alors été revu? Pourquoi les transfuseurs n'ont-ils pas au plus tôt alerté leur autorité de tutelle et leurs compagnies d'assurance? Pourquoi la vulgarisation scientifique étant ce qu'elle était, les assureurs ne se sont-ils pas immédiatement saisis du problème?

Ces aveuglements ont conduit à une série d'affrontements entre les pouvoirs publics et les assureurs. Ces derniers ont ainsi été contraints, dans un premier temps, de participer, à hauteur de 170 millions de francs, au fonds de solidarité créé par le gouvernement pour les hémophiles contaminés en 1989. Ils ont ensuite été obligés de consacrer 1,2 milliard de francs pour l'indemnisation de l'ensemble des victimes des contaminations post-transfusionnelles par le virus du sida.

JEAN-YVES NAU

(1) Depuis le 1er janvier 1992, les centres de transfusion sanguine sont assurés par le Groupement des assurances de la transfusion sanguine, qui réunit l'ensemble des assureurs du marché français et de leurs rattachés, la police d'assurance prenant en compte les conséquences pathologiques des actes transfusionnels, dès lors qu'il y a eu faute, pour une garantie globale plafonnée à 250 millions de francs.

ÉTRANGER Les réactions à l'annonce de l'ALENA L'accord de libre-échange nord-américain devrait stimuler l'économie californienne

L'annonce, dans la nuit de mardi 11 août, de la signature d'un accord de principe sur la création de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA) a provoqué des réactions prudentes en Europe et en Asie. Les partenaires des Etats-Unis, du Canada et du Mexique veulent s'assurer que l'ALENA ne va pas transformer l'Amérique du Nord en un bloc commercial fermé.

La Commission européenne n'a pas pour l'instant réagi officiellement, mais selon certains responsables, les parties contractantes devront s'engager à respecter les règles du commerce international fixées par le GATT (accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Un com-

munié officiel du MITI, le ministère japonais du commerce international et de l'industrie, a invité jeudi les instances du GATT à vérifier dans les meilleurs délais la conformité de l'ALENA. La Chine a mis en garde de son côté les pays signataires contre les tentations protectionnistes. « L'intégration économique, comme la création d'une grande communauté économique chinoise liant Taiwan, Hongkong et le continent chinois, pourrait constituer un bon moyen de contrer l'ALENA », a déclaré pour sa part le ministre taiwanais de l'économie, M. Vincent Siew. Au Canada, la signature de l'accord a été accueillie avec satisfaction par les responsables gouvernementaux.

LOS ANGELES correspondance

Nombre d'entreprises américaines, en particulier californiennes et texannes, n'avaient pas attendu l'annonce de l'ALENA (accord de libre-échange nord-américain) pour explorer les marchés mexicains. Les sociétés de haute technologie californiennes, notamment le secteur informatique de la Silicon Valley, vont profiter de l'ouverture de nouveaux marchés. Ainsi IBM, installé à San-José près de San Francisco, guettait l'annonce de l'accord et la suppression progressive des barrières douanières en cinq ans pour s'installer à Guadalajara. Les sociétés d'assurance et les banques sont intéressées en premier lieu par un accord qui va faciliter leur établissement au Mexique et ouvrir totalement le pays à la fin du siècle.

Pour l'économie californienne, déprimée, gravement touchée par les compressions du budget de la défense, l'ALENA pourrait jouer aussi le rôle de stimulant. Le taux de chômage, qui vient de baisser légèrement, atteint encore 9,9 % de la population active. Les exportations vers le Mexique sont passées de 2,5 à 5,5 milliards de dollars en trois ans (12,5 à 27,5 milliards de francs). Les succès des quinze premières semaines de Blockhaus (une société qui loue des cassettes vidéo), des chaînes de magasins Wal-Mart et de Price Company (une association entre la société de

San Diego et Commercial Mexicana SA) ont déjà démontré que le marché mexicain n'est pas négligeable, surtout si les barrières douanières tombent.

Cité mexicaine, deux des géants de l'industrie, Vitro SA et Cementos Mexicanos SA (CEMEX) sont largement favorables à un traité de libre-échange dont ils vont tirer profit rapidement en augmentant leurs exportations vers les Etats-Unis. Grâce à l'élan créé par l'ALENA, il est probable que le milliardaire mexicain M. Emilio Azcárraga - dont la famille est propriétaire de la chaîne de télévision Televisa - sera autorisé à prendre le contrôle de Univision holding, principal groupe média américain en langue espagnole.

La presse mexicaine a bien accueilli l'annonce de l'accord par le président Carlos Salinas de Gortari. Seul l'un des rares journaux d'opposition, la Jornada, s'est permis de publier des opinions nuancées. Pour le professeur Raul Hinojosa-Ojeda, auteur d'un rapport critique sur les conséquences sociales de l'ouverture de certains marchés comme celui du maïs, l'ALENA « sera la cause de gains des deux côtés, mexicain et américain. Mais avant même de connaître le texte définitif du traité, il est clair que le Mexique est considéré par les négociateurs comme un pays développé alors qu'il ne s'agit encore que d'un pays pauvre. Il est probable que la libéralisation de certains marchés agricoles intensi-

fière encore le départ, parfois dramatique, de toute une population rurale vers les grandes villes ». Malgré les délais de suppression des protections douanières (entre dix et quinze ans) tout un réseau de petites et moyennes entreprises mexicaines des Etats frontaliers vont se retrouver face à la concurrence américaine et ne cachent pas leur inquiétude.

Parmi les conséquences immédiates de l'entrée en vigueur de l'accord, on trouve la réorganisation des voies de passage à la frontière, totalement saturées. La Southern Pacific Lines de San Francisco s'apprête à investir 180 millions de dollars pour moderniser le réseau ferré à partir de Torreon (à 750 kilomètres au sud-ouest d'El Paso). Plusieurs lignes aériennes sont sur le point d'ouvrir entre Monterrey, Laredo, El Paso, Tijuana et les grandes villes américaines. Un projet d'aéroport commun entre San-Diego et Tijuana est à l'étude. Le nombre de passages de la frontière par les camions américains et mexicains devrait tripler en deux ans. Les transporteurs routiers seront désormais autorisés à circuler en pays étranger. Officiers à quelques mois, à Olay-Mesa, près de Tijuana, les camions rouleront sous un portique équipé d'un scanner qui permettra de contrôler les chargements sans perdre de temps.

RÉGIS NAVARRE

TOURISME

Réapprendre la France

Tandis que les étrangers sont toujours plus nombreux l'été dans l'Hexagone les Français redécouvrent les charmes de leur territoire

« Partir... » « Êtes-vous déjà parti ? » « Pars-tu bientôt ? » En ces temps de vacances, les Français n'ont que ça sur la bouche. Mais pourquoi partir, et où? Ceux qui voudraient que ces rituelles et frénétiques transhumances restent dans les albums souvenirs autre chose que de simples ruptures dans le rythme du travail, des parenthèses d'oubli du chafar urbain, ou bien une consommation boulimique d'un produit appelé « voyages », feraient bien d'écouter le judicieux conseil que donnait Blaise Cendrars, boulinguer fou devant l'Eternel : « Quand tu aimes, il faut partir... »

Ronchons, défaitistes et injustement critiques vis-à-vis d'eux-mêmes, les Français n'aiment pas leur territoire à sa juste valeur. Japonais, Allemands, Italiens, Américains, Tchèques, en revanche, accourent au pays des musées royaux, des campagnes que pourrait encore peindre Corot, des villages perchés sur les promontoires, des campings étagés dans la fraîcheur d'un ruisseau, des « p'tits hôtels » de sous-préfectures où la patronne en personne fait la cuisine, divinement. S'ils partent de là-bas pour venir ici, c'est probablement parce qu'ils aiment déjà - ou convoitent - un pays et une tranche d'histoire qui, en dépit de tout ce qu'on en dit, gardent, aux chapitres si fragiles de la beauté, de la liberté, du goût, du bonheur, encore quelques mérites... aux yeux d'autrui.

Tous les ministres français chargés du tourisme aiment aussi leur pays passionnément. Pas par patriotisme exacerbé ou par chauvinisme, mais parce qu'ils sont les ministres les plus optimistes du gouvernement. Tandis que M. Martine Aubry soupire devant les courbes du chômage, que son collègue de l'agriculture doit, à chaque gel, chaque sécheresse ou chaque réforme de la politique européenne inventer de nouvelles primes à l'herbe ou au troupeau allaitant pour calmer des paysans furieux, que le ministre de finances décline le mot « rigueur » sur tous les modes, que le Quai d'Orsay passe sans transition du drame somalien aux horreurs bosniaques, M. Jean-Michel Baylet triomphe : 51 milliards de francs de recettes nettes pour la balance des paiements l'an dernier, probablement 54 à 57 à la fin de cette année, un nombre de nuitées en progression régulière.

Défilément d'autocars à Paris

Débordé, le maire de Paris, où séjournent annuellement 10 millions de visiteurs étrangers, ne sait plus où faire stationner les 1 200 autocars qui défilent chaque jour sur la capitale, et se préoccupe de la multiplication de camping-cars qui transforment les lieux les plus touristiques d'un point d'eau en autant de campings sauvages... L'abondance répond à l'or et le soleil s'est mis dans la danse pour enjoliver l'accueil. Les Japonais restent peu de temps à Paris, dans le Médoc ou au Mont-Saint-Michel, affirment les statistiques, mais ils devraient laisser cette année dans les classes de Bercy quelques 4 milliards de francs...

Une virée sportive au Népal, séjour au bord d'un lac écossais, la Pologne sac au dos, la découverte de l'Australie ou d'Angkor, les nuits étoilées des Antilles sur les grands paquebots à voiles dessinés pour les amants, pourquoi pas? Les voyages ne forment pas que la jeunesse française mais aussi les esprits et les

coeurs. Il faut partir, aurait sans doute convenu le poète, pour chercher à aimer le reste de la Terre et recommencer, ensuite, à apprécier ses péripéties.

Mais on peut partir... en restant et rester en essayant d'aimer. D'Ouessant à Bonifacio, la France ne manque ni d'espace ni d'atours. Le dépaysement commence aux portes du Hurepoir, à quelques stations de RER. Et, lorsque la route serpente au flanc des monts du Cantal par la vallée de la Jordanne, l'automobiliste parisien qui l'emprunte ne change pas seulement de lieu mais de temps.

Affaire d'argent? Question de goût? L'enquête sur les intentions de vacances des Français montre en tout cas que 70 % d'entre eux avaient l'intention de se rendre cet été en France uniquement, 8 % à l'étranger seulement, alors que 21 % optent pour une formule mixte... Sociologues, économistes, analystes le rappellent régulièrement : le retour au pays, les retrouvailles des racines et de l'histoire, le tourisme vert, la théâtralisation des campagnes, l'étang et l'angélus plutôt que la ruée à la mer surchargée, l'intime proximité et non les lointains fausement exotiques, refont recette. C'est l'occasion, alors, pour des Français souvent fâchés avec leur géographie, de réapprendre la France en faisant un brin d'effort de curiosité.

Les mots abstraits décryptés

Tourisme et vacances? Au-delà des chiffres, des coefficients de remplissage, des devises étrangères, du répit et du repos, ne sont-ce pas le moyen de le moment de redécouvrir une bonne vieille valeur : la leçon de choses?

Que ne lit-on, que n'entend-on à longueur d'année? Il paraît que cette abominable politique agricole commune va mener à la ruine les paysans et dévorer les troupeaux. Des bruits alarmistes se répandent tout au long de l'année sur l'exode rural, les villages abandonnés, les usines qui ferment, les banlieues qui explosent, les rivières qui s'assèchent. Les ports de plaisance de Bretagne ont couvert de béton les landes où couraient hier les bruyères, et dans la mer les poissons se raréfient, se lamentent les pêcheurs dans les communiqués repris par les journaux. Ah! ces autoroutes! Les Verts les comparent à d'ignobles tranchées qui blessent le paysage, comme le font ces toiles d'araignées de fils électriques qui enlaidissent les bords ou les champs.

Aménagement du territoire, environnement, urbanisme, déforestation : tous ces mots abstraits ont besoin d'être décryptés, concrétisés, confrontés aux réalités et analysés par le citoyen-touriste. L'été y invite. Qui ne se souvient des longs débats, des grèves, des arguments pour et contre qui ont marqué la fermeture de la mine d'or pyrénéenne de Salsigne? Il faut peut-être prendre le temps d'aller voir cette spécialité régionale. Le drame kurde? Le petit village de Mainat, dans la Creuse, a accueilli plusieurs familles qui ne demandent qu'à parler de leur nouvelle vie. La décentralisation de l'ENA à Strasbourg serait pour certains un non-sens? Le simple contact avec la flèche rose ou le séjour prolongé en Alsace n'ont rien, vraiment, d'une déportation.

Partir pour voir, écouter, parler, échanger. Partir pour mieux connaître et mieux juger. Le tourisme n'aurait pas les travaux pratiques intelligents.

FRANÇOIS GROSCHARD

L'eau minérale de Thonon n'appartient pas à Nestlé. - Nestlé ne pourra pas céder l'eau minérale de Thonon. Et pour cause : cette source n'appartient pas à la société Perrier, rachetée par le groupe suisse à l'issue d'une longue bataille, au printemps dernier. Le géant agroalimentaire a confirmé, mercredi 12 août, les informations publiées par la Tribune de Genève, selon lesquelles Perrier n'est pas propriétaire de la source d'eau minérale de Thonon. La source de la Versoix, dont l'eau minérale est vendue sous la marque « Thonon », appartient en effet à la ville de Thonon (Haute-Savoie) et non à

Perrier, qui exploitait cette source depuis 1964 sous concession. Toutefois selon la Tribune de Genève, la source Vichy pourrait réserver la même surprise aux experts du groupe. Ces découvertes risquent de poser un problème complexe. A la suite du rachat de Perrier, la Commission européenne avait imposé à Nestlé de céder une partie de ses eaux minérales. Pour justifier ses ignominies, Nestlé rappelait mercredi qu'il avait été empêché par cette même Commission européenne d'entretenir tout contact avec Perrier, ce qui ne lui avait pas permis de faire un « état des lieux » de la société française.

ÉCONOMIE

SOCIAL

Un décret et une circulaire limitent les abus

Les contrats de qualification se sont développés en s'éloignant des principes d'origine

Par deux documents, un décret du 26 mai et une circulaire du 1^{er} juin, M^{me} Martine Aubry, ministre du travail, a voulu mieux encadrer les conditions d'accès aux contrats de qualification proposés aux jeunes de moins de vingt-cinq ans. Il était temps : la formule — qui fait partie des dispositifs de la formation en alternance, aux côtés de l'ancien SIVP (stage d'initiation à la vie professionnelle), qui vient d'être remplacé par le contrat d'orientation, — donnait lieu à certains abus qui avaient tendance à se développer.

Au nombre de 20 000, en 1986, les contrats de qualification n'ont cessé de croître depuis, atteignant les 100 000 en 1990 et même, à fin mai dernier, 145 000. Ils ont progressivement supplanté les autres mesures de la formation en alternance, qui, tour à tour, avaient été détournées de leur fonction puis limitées dans leur essor à la suite d'excès. Désormais, ils dépassent jusqu'à l'apprentissage, qui se plaint d'une telle concurrence.

Mais il faut croire que le succès ne va décidément jamais sans accroche. En principe destinés aux jeunes peu qualifiés, ou dont les diplômes ne sont pas adaptés aux postes proposés, les contrats de qualification allaient aussi à des débutants mieux pourvus en formation, non seulement à des bacheliers, mais également — cela s'est vu — à des titulaires d'une maîtrise de gestion. De même, et contrairement à la logique des organismes de formation qui ont organisé des campagnes de recrutement pour leurs stages en demandant aux jeunes d'abord d'en supporter financièrement le coût, ensuite de trouver eux-mêmes l'entreprise avec laquelle ils pourraient passer convention pour 75 % du temps de travail.

A partir du 1^{er} juin, le décret stipule donc que les actions de formation ne peuvent être mises en place qu'après la signature d'une convention de formation entre un organisme et une entreprise qui devra, en outre, choisir en son sein un tuteur, chargé au maximum de trois jeunes. Il est d'autre part rap-

pelé que le jeune sous contrat de qualification est au minimum rémunéré en proportion du SMIC, en fonction de son âge et de son ancienneté dans le dispositif, ou à 75 % du minimum conventionnel correspondant à l'emploi occupé. Mais, pour éviter que l'avantage de l'exonération de charges patronales n'entraîne une dérive vers les plus hautes qualifications, il est maintenant prévu que la déduction « porte sur la partie du salaire n'excédant pas le SMIC ».

L'entrée en formation ne peut précéder l'embauche

De son côté, la circulaire précise bien, désormais, que « le contrat de qualification s'adresse aux jeunes de seize à vingt-cinq ans qui n'ont pas acquis de qualification au cours de leur scolarité ou qui ont une qualification qui ne leur permet pas d'obtenir un emploi ». Elle met aussi les points sur les i : il s'agit de jeunes « sans qualification », d'un niveau inférieur au CAP, « d'un niveau inférieur à la qualification requise » ou « titulaire d'un diplôme obtenu ». De plus, le ministre du travail « demande » fermement à ses services « d'intervenir auprès des organismes de formation qui se substituent aux employeurs pour mettre en œuvre des contrats de qualification afin de mettre fin à ces pratiques », « le vous rappelle, écrit-elle, que le programme de formation doit être élaboré par l'entreprise avec le jeune : l'entrée en formation ne peut donc précéder l'embauche ».

Pour que tout soit clair, il est ensuite indiqué que « le temps consacré à la formation alternée est compris dans l'horaire de travail dans l'entreprise ». D'une durée au minimum égale à 25 % du temps de travail, la formation doit être dispensée directement par un organisme et ne peut être dans l'entreprise « que dans le cas où celui-ci dispose d'un service de formation identifié et structuré et déclaré comme organisme de formation ».

Tant de précautions s'expliquent, si l'on se réfère à l'étude réalisée par le CEREP (Centre d'études et de recherche sur les qualifications) qui, en février 1992, constatait que « cette formule s'adresse à des jeunes de mieux en mieux formés » et qui mettait en cause « la sélectivité » de recrutements reposant sur l'exigence d'un niveau préalable de formation ou d'un diplôme. En conséquence,

observait-il, la part des détenteurs d'un niveau égal ou supérieur au baccalauréat « en cas d'augmentation pour atteindre 33 % en 1990 », tandis que l'âge des jeunes (42 % de plus de vingt-deux ans) et la taille des entreprises (28 % de plus de cinquante salariés) s'élevaient. Parallèlement, note le CEREP, qui parle de « réussite ambiguë », « le taux de maintien dans l'entreprise recule » à l'issue des contrats et la proportion de ceux qui sont rompus avant terme ne cesse de progresser.

Il apparaît que « les avantages financiers et les exonérations de charges sociales patronales motivent fréquemment le recours à cette formule » qui sert de période d'essai, au mieux, ou de technique de gestion des effectifs à titre précaire, le contrat de qualification pouvant s'étendre de six mois à vingt-quatre mois. Dans 61 % des cas, il remplace une embauche qui, à 80 %, aurait pris la forme d'un contrat à durée indéterminée ou déterminée.

Un tiers d'insertion dans l'entreprise

Par rapport aux objectifs d'origine, surtout, les résultats ne seraient pas exceptionnels. « Dans la majorité des cas, écrit le CEREP, le contrat de qualification ne permet pas le passage à un niveau supérieur de formation ». Il semble qu'il serve de « moyen d'obtenir le diplôme auquel le jeune a échoué » ou encore de reconnaissance d'un niveau de formation déjà obtenu ou relevant d'une autre spécialité. D'ailleurs, entre 1987 et 1989, la part des reconnaissances de diplômes homologués est passée de 80 à 36 %.

A cela s'ajoute que le nombre des contrats rompus s'élevait à 32 % en 1989, contre 25 % en 1987, et que la proportion est particulièrement forte dans certains secteurs tels que le bâtiment ou le nettoyage industriel. Si l'insertion professionnelle se réalise dans un emploi pour 55 % à 60 % des bénéficiaires, il n'est pas moins que cette intégration se réalise peu dans l'entreprise d'accueil, à l'issue du contrat de qualification. C'était le cas à 46 % en 1987, et à 32 %, seulement, en 1989. Et, là aussi, les résultats sont importants selon la taille de l'entreprise ou la branche d'activité.

ALAIN LEBEAUE

Le conflit entre M. Ayache et le Livre CGT

L'éditeur du « Meilleur » et de « Spécial dernière » dépose une plainte auprès du Conseil de la concurrence

M. Alain Ayache, éditeur du *Meilleur* et de *Spécial dernière*, victimes cette semaine d'une action du Livre CGT à l'imprimerie du groupe Meaulle, à Bernay (Eure), destinée à empêcher leur parution (le 13 août) de saisir le Conseil de la concurrence, « pour infraction à la règle de la libre concurrence ». La Commission européenne devrait être également saisie « afin de condamner la position dominante du syndicat du Livre CGT » en France, dans le secteur de l'impression de la presse quotidienne. M. Ayache, qui ne peut plus imprimer ses deux hebdomadaires à Bernay, à la suite des menaces que fait peser le Livre sur l'usine, a trouvé deux nouvelles imprimeries qui fabriqueront le *Meilleur* et *Spécial dernière* cette semaine.

Pour sa part, un comité d'entreprise extraordinaire s'est réuni à l'imprimerie Offprint, que M. Ayache a quittée en invoquant ses coûts de fabrication plus élevés de 60 % que ceux d'entreprises concurrentes. La direction de cette imprimerie, qui dépend du groupe Hénart, doit rencontrer le semaine

prochaine le Livre CGT afin d'évaluer les conséquences de ce retrait sur l'emploi. Avant toute nouvelle négociation éventuelle avec Offprint, M. Ayache demande au Livre CGT « d'aligner ses tarifs sur ceux de la presse périodique, de rembourser les dommages qu'ont subis ses journaux à Bernay, estimés au minimum à 2 millions de francs, et de présenter des excuses publiques ».

MM. Ayache et Meaulle ont porté plainte contre la CGT, et le premier ministre, M. Pierre Bérégovoy, qui pourrait s'exprimer sur cette affaire la semaine prochaine, a incité MM. Paul Quilès, Jean-Noël Jeanneney et Michel Vauzelle, respectivement ministres de

l'intérieur, de la justice et secrétaire d'Etat à la communication, à s'y intéresser de près. Après la condamnation du Livre CGT par M. Jeanneney (*Le Monde* du 13 août), M. Jean-Marie Le Gues, député socialiste de Paris, auteur d'un rapport récent sur « la publicité et les médias », a indiqué qu'il était « inacceptable qu'une organisation qu'elle soit, mais a fortiori lorsqu'elle s'arroge le monopole de l'embauche et de la syndicalisation, bafoue l'Etat de droit et utilise la violence et la menace pour pérenniser une situation sans avenir (...) ».

Y.-M. L.

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

● Prix de détail : + 0,1 % en juillet. — Les prix de détail ont augmenté de 0,1 % en juillet et de 2,9 % en un an. Cette faible hausse s'explique notamment par la baisse des prix alimentaires (- 0,1 %). Les ventes de détail, quant à elles, ont progressé de 0,5 % au mois de juillet par rapport au mois précédent après avoir baissé de 0,3 % en juin par rapport à mai (chiffre révisé).

GRANDE-BRETAGNE

● Chômage : 9,7 % de la population active. — En juillet, 29 100 nouveaux demandeurs d'emploi ont été recensés, portant leur nombre total à 2,763 millions soit 9,7 % de la population active, contre 9,5 % en juin et 8,4 % en juillet 1991. C'est le vingt-septième mois consécutif que le chômage augmente en Grande-Bretagne.

● Production industrielle : + 0,1 % en juin. — La production industrielle a progressé de 0,1 % en juin par rapport à mai en Grande-Bretagne et la production manufacturière (qui exclut le secteur énergétique) a progressé de 0,2 %, à son tour le 13 août l'Office central des statistiques (CSO) qui fournit des données provisoires corrigées des variations saisonnières. En mai, la production industrielle avait chuté de 0,9 % (- 0,5 % pour la seule production manufacturière). Sur un an (juin 1992 comparé à juin 1991), la production industrielle est en baisse de 2,3 % et la production manufacturière de 0,8 %.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 14 août ↑

Hausse

Après six séances consécutives de baisse, la Bourse de Paris se reprendra vendredi 14 août dans un marché particulièrement calme à la veille du 15 août. Le CAC 40 a atteint son plus haut niveau de l'année avant de se reprendre et de dépasser, pour la première fois, le CAC 40 à 1 734,21 points.

Apparemment, la reprise technique tant attendue par les opérateurs s'est enfin produite alors que le CAC 40 touchait des niveaux de l'ordre de 1 710 points, considérés par de nombreux analystes comme « critiques ». Au-delà, l'indice pourrait abandonner très rapidement une certaine de points, si ce n'est davantage.

Les préoccupations des boursiers restent néanmoins toujours les mêmes : l'absence de la reprise américaine, fragilisée du franc français face à un mark qui bénéficie de la faiblesse du dollar, persistantes des taux d'intérêt élevés, incertitudes politiques avant le référendum du 20 septembre sur le statut de Mayotte. Et puis, la publication, jeudi, d'un nombre important de chiffres d'affaires semestriels des entreprises a amené à nouveau les analystes à réviser en baisse leurs prévisions pour l'année. Une révision qu'ils ont déjà amorcée depuis quelques semaines à la lumière de la faiblesse de l'activité.

Du côté des valeurs, à signaler : le pourcentage de la reprise d'Alcatel en hausse de 9,4 %. Progression également de 6,5 % d'Europac, de 5,5 % de Métropole, de 3,6 % de Sogefi et de 2,2 % d'Euro Disney. Racal, toutefois, de 4,3 % de MMG après la reprise de cotation et de 2,5 % du Crédit Foncier de France.

NEW-YORK, 13 août ↓

Légère baisse

Wall Street a perdu du terrain jeudi 13 août à la suite d'une déception trimestrielle des bons du Trésor à 30 ans. L'indice Dow Jones a terminé à 3 113,27, en baisse de 7,56 (- 0,24 %). Quelques 185 millions de titres ont été échangés.

Le marché avait progressé pendant la matinée, soutenu par des statistiques plutôt encourageantes sur l'état de santé de l'économie. Une progression de 0,5 % des ventes de détail en juillet s'est accompagnée d'une chute de 68 000 des demandes d'allocation chômage durant la dernière semaine de juillet. Sur le front de l'inflation, les prix de détail ont augmenté de 0,1 %, seulement en juillet contre 0,3 % en juin.

Wall Street a toutefois renversé le vapeur après l'adjudication trimestrielle de 10 milliards de dollars en bons du Trésor à 30 ans. Ces derniers ont enregistré un taux moyen de 7,29 %, le plus bas jamais enregistré. Lors de la dernière adjudication en mai, le taux atteignait 8,4 %.

Si le marché obligataire, le taux moyen sur les bons du Trésor à 30 ans, principale référence, a progressé à 7,40 % contre 7,32 % mercredi soir.

VALEURS	Cours de 12 août	Cours de 13 août
Alcatel	82 1/4	82 3/8
Alstom	43 1/2	43 1/4
AT&T	39 5/8	39 3/8
Banque Paribas	24 1/8	24 3/8
BNP	32 1/2	32 3/8
Caisses d'Allocat.	42 1/2	42 3/8
Compt. Indus.	60 7/8	61 1/4
Elf	75 3/8	75 1/2
General Electric	80 1/8	80 1/4
General Motors	88 5/8	88 1/2
Heidelberg	66 1/2	66 3/8
ITT	65 3/4	65 3/8
Matell	82 3/8	82 1/2
Michelin	104 1/2	104 3/8
Schneider	114 1/8	114 1/4
Siemens	114 1/8	114 1/4
Unicomp	55 3/8	55 1/2
Westinghouse	114 1/8	114 1/4
Xerox Corp.	74 1/2	74 3/8

LONDRES, 13 août ↑

Reprise

Une reprise s'est amorcée jeudi 13 août à la Bourse de Londres après sept séances consécutives de baisse, les investisseurs ayant été soulagés par l'annonce d'une augmentation française de 0,1 % de la production industrielle en juin et d'une hausse conforme aux prévisions du nombre de chômeurs en juillet.

L'indice Footsie a terminé sur un gain de 14,9 points (+ 0,6 %) à 2 318, après une baisse de 1,2 point la veille.

Le marché a suivi la décision de la première société de crédit immobilier du pays, Halifax Building Society, de réduire le taux d'intérêt qu'elle paie sur les dépôts d'épargne plutôt que d'augmenter ses taux hypothécaires. Le marché avait craint un relèvement général des taux hypothécaires qui aurait certainement provoqué la récession.

Les titres immobiliers, les entreprises de construction et les alimentaires ont été directement soutenus par ce facteur.

TOKYO, 14 août ↑

Un mieux

Après six séances consécutives de baisse, la Bourse de Tokyo a remué avec la hausse vendredi 14 août. Le Nikkei japonais, 22 026 points, a gagné 0,4 %, par rapport à la veille, pour terminer à 22 142,25 points. A la mi-séance, le marché était encore en légère baisse, le Nikkei perdait 0,84 points.

Le marché était calme, de nombreux investisseurs étant absents en raison des congés d'été. Quelques 180 millions d'actions ont été échangées vendredi matin, contre 100 millions de titres jeudi matin.

VALEURS	Cours de 13 août	Cours de 14 août
Alcatel	1 070	1 070
Alstom	1 000	1 000
AT&T	1 230	1 230
Banque Paribas	1 230	1 230
BNP	1 230	1 230
Caisses d'Allocat.	1 230	1 230
Compt. Indus.	1 230	1 230
Elf	1 230	1 230
General Electric	1 230	1 230
General Motors	1 230	1 230
Heidelberg	1 230	1 230
ITT	1 230	1 230
Matell	1 230	1 230
Michelin	1 230	1 230
Schneider	1 230	1 230
Siemens	1 230	1 230
Unicomp	1 230	1 230
Westinghouse	1 230	1 230
Xerox Corp.	1 230	1 230

PARIS :

Second marché (collectif)

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcatel Cibles	4305	4292	Imtech. Hédine	1025	1030
Alcatel Assoc.	180	180	Imtech. Computer	140 80	140 80
BAL	23 70	23 70	IP.B.M.	53 50	53 50
Banque Paribas	462	462	Locarex	100	60
Banque Paribas	205	207	Matsa Comex	256 70	256 70
CAI de Fr. (C.I.I.)	740	719	Matsa	430	430 80
Caisses d'Allocat.	321	310	Publi-Paris	330	330
Compt. Indus.	760	744	Reine-Alp. Eco. (S.I.)	63 80	63 80
CEGEPE	158 80	158 80	Select Invest (S.I.)	249 50	249 50
CEP	280	280	Serbo	304	295
CEP	1010	1038	Sopet	504	497
CEP	1218	1218	TFI	330	330
CEP	120 80	120 80	Thomson H. (S.I.)	268	268
CEP	280	280	Unilog	94 50	93
CEP	1180	1160	Y. de Launay Group	822	818
CEP	180	180			
CEP	175	171			
CEP	108	108			
CEP	100 10	171 10			
CEP	105	105			
CEP	58 90	58 90			
CEP	365	350			
CEP	150	143			
CEP	735	735			
CEP	162	162			
CEP	90	90			

LA BOURSE SUR MINTEL

36-15 TAPEZ LE MONDE

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 13 août 1992

Nombre de contrats estimés : 107 240

COURS	Sept. 92	Déc. 92	Mar. 93
Dernier	185,22	185,56	185,56
Précédent	185,22	185,56	185,56

Options sur notionnel	Sept. 92	Déc. 92	Mar. 93
PRIX D'EXERCICE	0,13	1,17	1,01
Options d'achat	1,17	1,01	1,76
Options de vente	1,01	1,76	1,17

Options d'achat	Sept. 92	Déc. 92	Mar. 93
Options de vente	1,17	1,01	1,76

Options de vente	Sept. 92	Déc. 92	Mar. 93
Options d'achat	1,17	1,01	1,76

Options d'achat	Sept. 92	Déc. 92	Mar. 93
Options de vente	1,17	1,01	1,76

CAC 40 A TERME (MATIF)

COURS	Août 92	Septembre 92	Octobre 92
Dernier	1 734,21	1 734,21	1 734,21
Précédent	1 734,21	1 734,21	1 734,21

CHANGES

Dollar : 4,94 F

Vendredi 14 août, le dollar évoluait en baisse dans une marge étroite sur les marchés des changes européens et japonais. A Paris, la monnaie américaine a ouvert en baisse à 4,94 francs contre 4,955 francs au cours indicatif donné par la Banque de France, jeudi 13.

FRANCFORT 13 août 14 août
Dollar (en DM) 1,4635 1,4605

TOKYO 12 août 13 août
Dollar (en yen) 127,37 126,83

MARCHE MONÉTAIRE
Paris (14 août) 9 15/16 % 10 1/16 %
New-York (13 août) 3 1/4 %

BOURSES

PARIS (BSE, base 100 : 31-12-91)

12 août 13 août

Valeurs françaises 100,00 100,30

Valeurs étrangères 90,18 89,18

(BBF, base 100 : 31-12-91)

Indice général 477,94 474,83

(SBF, base 1000 : 31-12-91)

Indice CAC 40 1 734,21 1 734,21

NEW-YORK (indice Dow Jones)

12 août 13 août

Industriel 3 320,83 3 313,27

LONDRES (indice Financial Times)

12 août 13 août

100 valeurs 2 363,10 2 318,10

30 valeurs 1 715,30 1 722,20

Mitsui 85,80 81,60

Fonds d'Exp. 85,80 87,96

FRANCFORT 12 août 13 août

Dax 1 533,81 1 548,98

TOKYO 12 août 13 août

Nikkei Dow Jones 14 768,17 14 720,25

Indice général 1 177,50 1 123,13

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	4,9478	4,9400	5,0335	5,0385
Yen (100)	3,0115	3,0115	3,0115	3,0115
Ecu	6,0970	6,0990	6,0834	6,0906
Deutschmark	4,5044	4,5028	4,7017	4,7097
Franc suisse	3,2587	3,2583	3,2584	3,2583
Lira italienne (1000)	3,4384	3,4368	3,4384	3,4368
Livre sterling	5,5330	5,5300	5,5377	5,5349
Peseta (100)	5,2046	5,2097	5,2388	5,2096

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 1/4	3 3/8	3 1/4	3 3/8	3 3/8	3 3/8
Yen (100)	315/16	4 1/16	313/16	3 13/16	3 9/16	3 11/16
Esc	18 7/8	11 1/2	10 15/16	11 1/16	10 3/4	11 1/8
£	9 3/4	11 1/2	9 3/4	11 1/16	10 3/4	11 1/8
Franc suisse	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8
Lira Italiana (1000)	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8
Livre sterling	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8
Mark allemand	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8
Franc français	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8	15 7/8	16 1/8

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DU 14 AOUT

Cours relevés à 14 h 00

Règlement mensuel									
Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	%	Cotation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours
4000	CAE 2%	4720	4720	4724	+0.51	43	GL Montp.	40 90	41
805	BAP 7.7	838	838	835	-0.36	44	Guinees	48	48
871	O Lyon 7.7	880	880	880	0.00	45	Harmon PLC	18 80	18 80
1371	Renault 7.7	1380	1380	1381	+0.07	46	Harmon PLC	18 80	18 80
1553	Rhone Poul 7.7	1560	1560	1561	+0.06	47	Harmon PLC	18 80	18 80
1620	Saint Gobain 7.7	1630	1630	1630	0.00	48	Harmon PLC	18 80	18 80
805	Thomson 7.7	810	810	810	0.00	49	Harmon PLC	18 80	18 80
545	ACCOR	550	550	550	0.00	50	Harmon PLC	18 80	18 80
725	Air Liquide	730	730	730	0.00	51	Harmon PLC	18 80	18 80
805	Alcatel-Alenia	810	810	810	0.00	52	Harmon PLC	18 80	18 80
1750	Alcatel	1760	1760	1760	0.00	53	Harmon PLC	18 80	18 80
230	A.S.P.	231	231	231	0.00	54	Harmon PLC	18 80	18 80
415	AGF St. Denis	416	416	416	0.00	55	Harmon PLC	18 80	18 80
140	Amis H. Mide	141	141	141	0.00	56	Harmon PLC	18 80	18 80
730	Aut. Int. Ce. Mide	731	731	731	0.00	57	Harmon PLC	18 80	18 80
123	Cap. Gen.	124	124	124	0.00	58	Harmon PLC	18 80	18 80
58	Cap. Gen.	59	59	59	0.00	59	Harmon PLC	18 80	18 80
895	Cap. Gen.	896	896	896	0.00	60	Harmon PLC	18 80	18 80
330	Cap. Gen.	331	331	331	0.00	61	Harmon PLC	18 80	18 80
785	Cap. Gen.	786	786	786	0.00	62	Harmon PLC	18 80	18 80
1280	Cap. Gen.	1281	1281	1281	0.00	63	Harmon PLC	18 80	18 80
400	Cap. Gen.	401	401	401	0.00	64	Harmon PLC	18 80	18 80
765	Cap. Gen.	766	766	766	0.00	65	Harmon PLC	18 80	18 80
1050	Cap. Gen.	1051	1051	1051	0.00	66	Harmon PLC	18 80	18 80
220	Cap. Gen.	221	221	221	0.00	67	Harmon PLC	18 80	18 80
720	Cap. Gen.	721	721	721	0.00	68	Harmon PLC	18 80	18 80
3050	Cap. Gen.	3051	3051	3051	0.00	69	Harmon PLC	18 80	18 80
585	Cap. Gen.	586	586	586	0.00	70	Harmon PLC	18 80	18 80
330	Cap. Gen.	331	331	331	0.00	71	Harmon PLC	18 80	18 80
785	Cap. Gen.	786	786	786	0.00	72	Harmon PLC	18 80	18 80
1280	Cap. Gen.	1281	1281	1281	0.00	73	Harmon PLC	18 80	18 80
400	Cap. Gen.	401	401	401	0.00	74	Harmon PLC	18 80	18 80
765	Cap. Gen.	766	766	766	0.00	75	Harmon PLC	18 80	18 80
1050	Cap. Gen.	1051	1051	1051	0.00	76	Harmon PLC	18 80	18 80
220	Cap. Gen.	221	221	221	0.00	77	Harmon PLC	18 80	18 80
720	Cap. Gen.	721	721	721	0.00	78	Harmon PLC	18 80	18 80
3050	Cap. Gen.	3051	3051	3051	0.00	79	Harmon PLC	18 80	18 80
585	Cap. Gen.	586	586	586	0.00	80	Harmon PLC	18 80	18 80
330	Cap. Gen.	331	331	331	0.00	81	Harmon PLC	18 80	18 80
785	Cap. Gen.	786	786	786	0.00	82	Harmon PLC	18 80	18 80
1280	Cap. Gen.	1281	1281	1281	0.00	83	Harmon PLC	18 80	18 80
400	Cap. Gen.	401	401	401	0.00	84	Harmon PLC	18 80	18 80
765	Cap. Gen.	766	766	766	0.00	85	Harmon PLC	18 80	18 80
1050	Cap. Gen.	1051	1051	1051	0.00	86	Harmon PLC	18 80	18 80
220	Cap. Gen.	221	221	221	0.00	87	Harmon PLC	18 80	18 80
720	Cap. Gen.	721	721	721	0.00	88	Harmon PLC	18 80	18 80
3050	Cap. Gen.	3051	3051	3051	0.00	89	Harmon PLC	18 80	18 80
585	Cap. Gen.	586	586	586	0.00	90	Harmon PLC	18 80	18 80
330	Cap. Gen.	331	331	331	0.00	91	Harmon PLC	18 80	18 80
785	Cap. Gen.	786	786	786	0.00	92	Harmon PLC	18 80	18 80
1280	Cap. Gen.	1281	1281	1281	0.00	93	Harmon PLC	18 80	18 80
400	Cap. Gen.	401	401	401	0.00	94	Harmon PLC	18 80	18 80
765	Cap. Gen.	766	766	766	0.00	95	Harmon PLC	18 80	18 80
1050	Cap. Gen.	1051	1051	1051	0.00	96	Harmon PLC	18 80	18 80
220	Cap. Gen.	221	221	221	0.00	97	Harmon PLC	18 80	18 80
720	Cap. Gen.	721	721	721	0.00	98	Harmon PLC	18 80	18 80
3050	Cap. Gen.	3051	3051	3051	0.00	99	Harmon PLC	18 80	18 80
585	Cap. Gen.	586	586	586	0.00	100	Harmon PLC	18 80	18 80

COMPTANT (sélection)

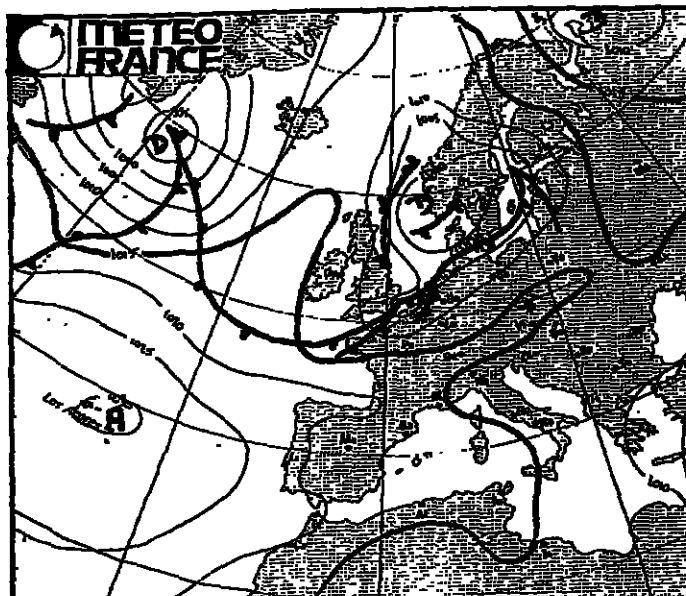
SICAV (sélection)

13/8

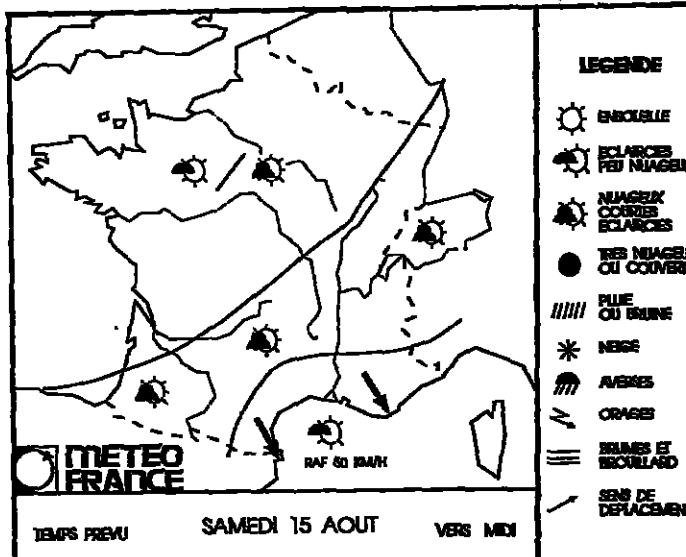
VALEURS			% du nom.	% du coupon	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Cours préc.	Dernier cours	VALEURS			Emission	Rachet net	VALEURS			Emission	Rachet net	VALEURS			Emission	Rachet net										
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations										Etrangères										Actions										Hors-cote									
Obligations																																							

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 14 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



PRÉVISIONS POUR LE 15 AOÛT 1992



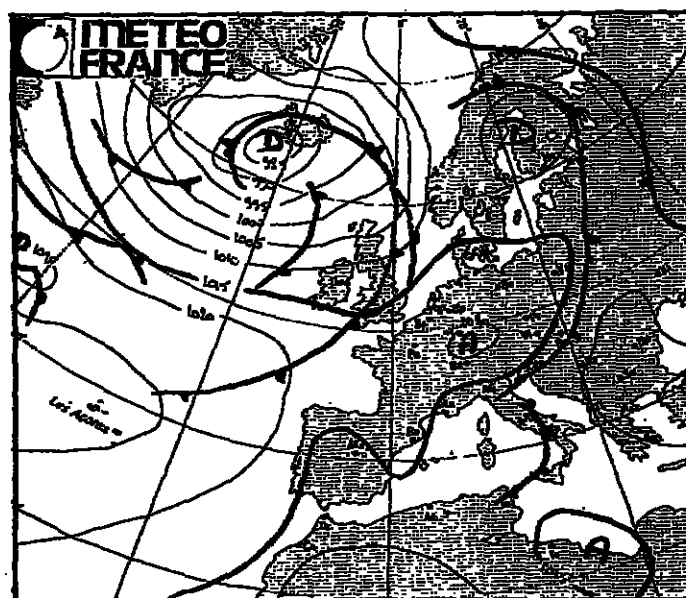
Samedi : retour quasi général du soleil. Sur la moitié nord de notre pays, ce sera une journée ensoleillée, après dissipation de quelques bancs de brouillard ou de nuages bas dans le matin. En Bretagne et Basse-Normandie, des bancs de nuages élevés sans importance feront leur apparition en fin journée.

Sur la moitié sud, le soleil partagera en général le ciel avec des nuages; ceux-ci prédomineront le matin, tandis que les éclaircies seront au contraire

plus belles l'après-midi. Sur le pourtour méditerranéen et la Corse, le vent chassera totalement les nuages.

Les températures reviendront progressivement à des valeurs de saison : les minimales seront comprises entre 9 degrés et 12 degrés sur la moitié nord, entre 13 degrés et 15 degrés sur la moitié sud, et 18 degrés à 20 degrés sur la littorale méditerranéenne; quant aux maximales, elles s'élèveront entre 21 degrés et 30 degrés du Nord au Sud.

PRÉVISIONS POUR LE 16 AOÛT 1992 À 0 HEURE TUC



TEMPÉRATURES maximales - minimales et temps observé
Valeurs extrêmes relevées entre le 13-8-1992 à 18 heures TUC et le 14-8-1992 à 6 heures TUC

FRANCE					ÉTRANGER					LUXEMBOURG				
AJACCIO	26	17	D	N	TOULOUSE	24	16	N	P	MADRID	15	13	P	D
BARCELONA	22	18	N	D	TUNIS	24	16	P	C	MARRAKCH	36	24	D	C
BORDAUX	24	14	D	N	TUNIS-ATYR	32	24	C	C	MARRAKCH	36	24	D	C
BREIST	19	16	P	N						MILAN	29	14	D	C
CANN	21	19	N	P	ALGER	31	17	B	M	MONTREAL	19	9	N	D
CHERBOURG	19	13	D	N	AMSTERDAM	26	12	N	P	MOSCOW	24	18	P	D
CHERBOURG-PORT-VALENTIN	23	15	C	N	ATHENS	33	27	C	C	NAIROBI	24	18	P	D
DALON	23	16	P	N	BELGRADE	33	27	C	C	NEW YORK	23	18	P	D
GRENOBLE	17	12	N	C	BRISBANE	23	20	D	N	OSLO	-	-	-	-
LILLE	17	14	C	N	BULGARIA	30	18	D	N	PALMA DE MAJ	31	19	D	C
LYON	25	14	N	N	BERLIN	13	15	B	N	PEKIN	23	18	C	C
MARSEILLE	30	16	P	N	BELGIUM	20	13	D	N	RIO DE JANEIRO	30	18	C	C
NANCY	30	18	D	N	COPENHAGEN	20	13	D	N	ROME	23	18	C	C
NANTES	30	16	P	N	DAKAR	30	26	N	N	SEVILLE	36	23	D	C
PARIS	29	15	N	N	DELHI	33	26	N	N	SINGAPOUR	32	18	D	C
PARIS-MONTY	29	15	N	N	GENOVA	34	26	N	N	STOCKHOLM	19	12	N	C
PAU	21	15	P	N	HONGKONG	30	22	D	N	SYDNEY	22	17	N	C
PERPIGNAN	21	15	N	N	ISTANBUL	30	22	D	N	TOKYO	23	18	C	C
RENNES	23	15	N	N	JERUSALEM	33	22	D	N	TUNIS	34	21	D	C
ST-ETIENNE	23	12	N	N	LE CAIRE	26	18	D	C	VARSOVIE	29	13	D	C
STRASBOURG	20	12	N	N	LYONS	16	10	D	C	VENISE	39	19	D	C
STRASBOURG	20	12	N	N	LOS ANGELES	27	20	N	C	VIGNES	29	15	D	C

TUC = temps universel coordonné, c'est-à-dire pour la France : heure légale moins 2 heures en été ; heure légale moins 1 heure en hiver.
(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

CARNET DU Monde

Naissances

M. et M^{me} Stéphane NATTAZI
font part de la naissance de leur fille
Allison-Madeleine,
le 12 août 1992.
Beverly-Hills (USA).

Joëlle CAJTAK
et
Claude GUIONNET
partagent avec
Gilles
la joie d'annoncer la naissance de
Auranne,
le 28 juillet 1992.

Catherine
et
Jean-François QUEVRAIN
ont la joie d'annoncer la naissance de leur fille
Marianne,
le 12 août 1992.
18, rue Cauchy,
75015 Paris.

Rebecca URRESOLA
et
Jean-Yves IALIMI
sont heureux d'annoncer la naissance de leur fille
Mamé, Salomé, Eléonor,
le 12 août 1992.
80, rue de la Roquette,
75011 Paris.

Agathe et Jean PLANCHAIS
ont la joie d'annoncer la naissance de leur petite-fille
Shana,
chez
Christophe et Anabelle PLANCHAIS
et Anis.
3, rue Georges-Langrognot,
92360 Meudon.

Le président,
Le conseil d'administration,
Et les collaborateurs de la SOFAP,
ont la douleur de faire part du décès de
Pierre-André BELLOTTI,
directeur du développement,
survenu brutalement le mercredi
12 août 1992.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 17 août, à 16 heures, en l'église
du Mont-Saint-Denis (Yvelines).

Alain Delage,
son mari,
Xavier Delage,
son fils,
Sa mère,
Sa belle-mère,
Toute sa famille,
Et tous ses amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
Mariole DELAGE,
née Ardelt,
survenue le 3 août 1992, dans sa cin-
quante-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans l'intimité, le 11 août, en l'église
Notre-Dame-de-la-Paix, à Saint-Jean-
de-Luz (Pyrénées-Atlantiques).

Selon ses vœux, la défunte a fait don
de son corps à la médecine.
38, rue Guesnant,
75017 Paris.

M^{me} Anne-Marie Desseigne,
son épouse,
Le docteur François Desseigne,
M^{me} Dominique Desseigne
et son épouse,
Alexandre et Joy,
ses petits-enfants,
Et ses nombreux amis,
ont la tristesse de faire part du décès de
docteur Paul DESSEIGNE,
survenu le 7 août 1992, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse a été céle-
brée en l'église de Grez-sur-Loing, dans
l'intimité familiale.
Cet avis tient lieu de faire-part.
77380 Grez-sur-Loing.

M^{me} Anne-Marie Lamy,
son épouse,
M. Frédéric Lamy,
son fils,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de
M. Bernard LAMY,
survenu à Paris, le 13 août 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 19 août, à 15 heures, en
l'église Saint-Crépin, à Château-Thierry
(Aisne).

Les membres du conseil d'admini-
stration de l'AIDSA (Association
internationale de défense du saumon
atlantique)
ont le regret de faire part du décès de
M. Bernard LAMY,
leur président,
survenu à Paris, le 13 août 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 19 août, à 15 heures, en
l'église Saint-Crépin, à Château-Thierry
(Aisne).

Institut océanographique,
195, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.

M. Wadec Walkowski,
son père,
M. Henri Pugnère,
son époux,
Laurent et Jérôme,
ses enfants,
Nicole,
sa belle-fille,
Séverine Grégoire,
M. et M^{me} Jean Stanc,
M. et M^{me} David Walkowski,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Nicole PUGNÈRE,
survenue le 13 août 1992, dans sa cin-
quante-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-
mité, le 17 août, à 14 h 30, à Courthou-
zon (Vaucluse).

Marguerite Dios,
sa mère,
François Dios,
son fils,
Françoise Leboulenger,
Sa famille,
Et tous ses amis,
font part du décès de
Pierre DIOS,
décorateur de théâtre,
le 10 août 1992.

L'inhumation aura lieu au cimetière
Saint-Pierre d'Aix-en-Provence, lundi
17 août.

Cet avis tient lieu de faire-part.
François Dios,
8, rue Michel-Charles,
75012 Paris.

Maurice et Liliane Eiling,
Nicole Eiling,
Françoise et Patrick Alspector
et leurs enfants Timothée, Pierre-Yves
et Marie,
Michel et Agnès Eiling
et leurs enfants Laurent et Sophie,
ont la douleur d'annoncer le décès de
Jean ETLING,
croix de guerre 1939-1945,
chevalier de la Légion d'honneur,
officier de l'ordre national du Mérite,
le 8 août 1992, à l'âge de soixante-dix-
huit ans.

Les obsèques ont eu lieu dans l'inti-
mité familiale.
10, résidence Bonusol,
92210 Saint-Cloud.
6, rue des Berges,
75013 Paris.

M. et M^{me} Pascal Jordan,
M^{me} Cyril Jordan,
M^{me} Bénita Poirat-Delpoch,
M. et M^{me} Nicolas Jordan,
Le docteur et M^{me} Pierre Wolken-
stein,
M^{me} Marie Poirat-Delpoch,
ses enfants et petits-enfants,
ont la tristesse de faire part de la dispa-
rition de
M^{me} Maurice JORDAN,
née Jacqueline Laffite,
survenue le 10 août 1992, dans sa qua-
rante-troisième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu
dans la stricte intimité familiale.

Madeleine Komaromi,
son épouse,
Serge Alexandre et Anne Riandol,
son fils et sa belle-fille,
Sint Komaromi et Zeig Zhiqiang,
sa fille et son beau-fils,
Hadrien, Ivan,
son petit-fils,
ont la douleur de faire part du décès de
Jean KOMAROMI,
survenu subitement le 7 août 1992.

23, rue de Moillebeau,
1209 Genève.

M^{me} Anne-Marie Lamy,
son épouse,
M. Frédéric Lamy,
son fils,
Et toute la famille,
ont le regret de faire part du décès de
M. Bernard LAMY,
survenu à Paris, le 13 août 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 19 août, à 15 heures, en
l'église Saint-Crépin, à Château-Thierry
(Aisne).

2, Petite-Place,
78000 Versailles.

Les membres du conseil d'admini-
stration de l'AIDSA (Association
internationale de défense du saumon
atlantique)
ont le regret de faire part du décès de
M. Bernard LAMY,
leur président,
survenu à Paris, le 13 août 1992.

La cérémonie religieuse aura lieu le
mercredi 19 août, à 15 heures, en
l'église Saint-Crépin, à Château-Thierry
(Aisne).

Institut océanographique,
195, rue Saint-Jacques,
75005 Paris.

M. Wadec Walkowski,
son père,
M. Henri Pugnère,
son époux,
Laurent et Jérôme,
ses enfants,
Nicole,
sa belle-fille,
Séverine Grégoire,
M. et M^{me} Jean Stanc,
M. et M^{me} David Walkowski,
Sa famille,
Et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès de
M^{me} Nicole PUGNÈRE,
survenue le 13 août 1992, dans sa cin-
quante-troisième année.

Les obsèques auront lieu dans l'inti-
mité, le 17 août, à 14 h 30, à Courthou-
zon (Vaucluse).

Cet avis tient lieu de faire-part.
Elle aimait les fleurs.

Dieu a rappelé à lui
M^{me} André REINHARD,
né Germaine Prunel,
le 13 août 1992, dans sa quatre-vingt-
sixième année.

De la part de
M. André Reinhard,
son époux,
M. et M^{me} Jean Reinhard,
Le Père Pierre Reinhard,
franciscain,
M. et M^{me} Dominique Reinhard,
M^{me} Jacques Reinhard,
M^{me} Denis Pister,
M. et M^{me} Bernard Chailley,
M. et M^{me} François Liouville,
M. et M^{me} Jean Collier,
ses enfants,
ses petits-enfants
et arrière-petits-enfants.
Le docteur et M^{me} Maurice Prunel,
ses frère et belle-sœur.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église de Laigues (Côte-d'Or), le
lundi 17 août.

L'ambassade du sultan d'Oman
a la douleur de faire part du décès de la
mère de Sa Majesté Qabous ben Saïd,
sultan d'Oman.

Un registre de condoléances est
ouvert à l'ambassade, 50, avenue
d'Iéna, 75116 Paris, le vendredi 14 et
le samedi 17 août 1992, de 11 heures à
15 heures.

Services religieux
- IRAK
Ayat Allah AL-KHOUI
est décédé le 8 août 1992, à Najaf
(Irak).

Une cérémonie religieuse sera célé-
brée à son intention, le dimanche
16 août, à 18 heures, à la mosquée de
Paris, 10, rue Georges-Desplas,
Paris-5.

OSL
Tél. : 40-58-12-13.

PHILATÉLIE

Le bateau «La Poste» à la carte



Un des deux
entiers postaux
de mail yachet
La Poste,
comportant,
imprimé au
verso, le thème
à 3 F 40 (1997
- America).

A l'occasion de sa participation à
la Whitbread 93-94, course autour
du monde à la voile en équipage,
La Poste édit deux entiers postaux
sur cartes postales illustrées qui
représentent chacun, côté correspon-
dance, les thèmes Europa à 2,50 F
(1493-Christophe Colomb) et
à 3,40 F (1507-America) émis en mai
dernier et représentant, côté vue, le
bateau La Poste.

Ces cartes sont vendues sous
film plastique de manière indivi-
sible au prix de 12 F, au fur et à
mesure des approvisionnements
des bureaux de poste ou, par cor-
respondance, auprès du Service
philatélique (1). La Poste avait
déjà émis un timbre et un entier
postal sur carte postale sur le

bateau La Poste en 1990 et aura de
nouveau l'occasion de marquer sa
passion pour la voile l'an prochain,
avec un nouveau timbre inséré au
programme philatélique 1993 sur
ce même sujet.

(1) Service philatélique de La Poste,
18, rue François-Bonvin, 75738 Paris
cédex 15 (tel. : (1) 40-61-33-00).

Brevière réalisée
par la rédaction du mensuel
Le Monde des philatélistes
1, place Hubert-Bonne-Méry
94852 Ivry-sur-Seine Cedex
Téléphone : (1) 49-60-33-28
Télécopie : (1) 49-60-33-29
Spécimens récents sur demande
contre 15 F en timbres.

En filigrane

● Faune en vrac en Tanza-
nie. — La Tanzania a émis
récemment des feuilles specta-
culaires de seize timbres à
75 shillings sur des éléphants et
des oiseaux, de seize timbres à
50 shillings sur des chats de
race ainsi que plusieurs séries
consacrées aux chimpanzés.
Pour vous procurer ces timbres,
une adresse : Tailandiers-Phila-
telle, 85, rue de la Roquette,
75011 Paris.

● Manifestations. — Bureau
de poste temporaire les 15 et
16 août à Séguret (84) à l'oc-
casion de la fête des vins au pays
des santons. Souvenirs philaté-
tiques, renseignements : M. Cava-
gna, bureau de poste de Séguret
au 90-46-80-82. Bourse aux
plaisirs et décalés du 14 au
16 août aux Deux-Alpes
(38), place de Vanoc (rensei-
gnements : J. Pays au
76-79-28-48).

● Les Entiers postaux de
France et Monaco. — La cin-
quième édition de l'incorruptible
catalogue sur les entiers pos-
taux de France et Monaco vient
de paraître. Augmenté de vingt-
cinq pages et entièrement rema-
nié par les auteurs, Jean Storch
et Robert Franconi, l'ouvrage fait
une place aux «pseudo-entiers».
Tous les entiers illustrés, com-
méoratifs ou privés, sont large-
ment détaillés et cotés. Indispen-
sable, bien sûr, l'introduction
entre dans le détail de la défini-
tion de l'entier postal, «ce tim-
bre-poste imprimé sur un sup-
port servant à la correspondance
ou constatant la perception
d'une taxe postale» (Les Entiers
postaux de France et Monaco,
Jean Storch et Robert Franconi,
256 pages, 250 F auprès de
l'éditeur, Imprimerie du Vivarais,
BP51, 07102 Annonay cedex).

● Changements de tarifs. —
Hausse de certains tarifs postaux
le 10 août. Pas de changement
pour les tarifs des lettres et des
«Ecopli» jusqu'à 20 grammes,
qui restent fixés à 2,50 F et
à 2,20 F. En revanche, la lettre
d'un poids jusqu'à 50 grammes
passe de 4 F à 4,20 F, jusqu'à
100 grammes de 6,20 F à
6,40 F et jusqu'à 250 grammes
de 11 F à 11,30 F. L'«Ecopli» de
plus de 20 grammes passe de
3,20 F à 3,30 F (moins de
50 grammes) et de 3,90 F à 4 F
(de 50 à 100 grammes). Consé-
quence pour les philatélistes :
l'émission courant septembre
d'un timbre de série courante
Marianne de Briat à 4,20 F rose
destinée à remplacer le même
timbre à 4 F.

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 15 août : Corbigny (58),
14 h 30 : Arts de la table.
Dimanche 16 août : Avranches,
14 h 30 : mobilier, objets d'art ;
Fresnes-Saint-Mamès (70), 15 h :
tableaux modernes ; Gien, 14 h :
mobilier, argenterie ; Houffleur,
14 h 30 : art-déco ; Les Andelys, 14
h : mobilier, objets d'art ; Nîmes,

9 h 30 et 15 h : mobilier, objets
d'art.

FOIRES ET SALONS
Valbonne, Saint-Girons (09),
Arcachon, Barjac, Orléans, Dinan,
Orange, Brignoles, Agon-Coutain-
ville (Mayenne) et Fleussier-Bodou

Président du Centre national des indépendants

Yvon Briant se tue dans un accident d'avion

Yvon Briant, président du Centre national des indépendants (CNI), député européen, a trouvé la mort avec son épouse Nathalie, directeur général de la station de radio NRJ, et leur fils Hugues, âgé de huit ans, dans un accident d'avion survenu jeudi soir 13 août, près de Calvi (Haute-Corse). Cet accident a fait une quatrième victime, le pilote, David Valier. Yvon Briant devait tenir dans la soirée, à Ajaccio, une réunion publique sur le traité de Maastricht dont il prévoyait la ratification.

Le Cessna-172 de l'aéroport d'Ajaccio, qui avait rejoint Calvi dans l'après-midi pour prendre en charge le président du CNI et sa famille, avait décollé vers 20 h 30 de l'aéroport de Santa-Catalina de Calvi. Peu après, un fort vent rabattant a précipité l'appareil sur les flancs d'une colline culminant à 300 mètres, à proximité du col de Marcolino, et située à une dizaine de kilomètres au sud de Calvi. A la suite du choc, l'avion a pris feu et ses quatre occupants ont péri carbonisés.

De l'armée à la politique

L'armée, l'entreprise, la politique : Yvon Briant, né le 5 mai 1954 à Lesneven (Finistère), avait mené carrière dans les trois domaines. Après avoir suivi sa scolarité au Prytanée militaire de La Flèche, ce fils d'un modeste ouvrier breton était passé du 1^{er} régiment de chasseurs parachutistes de Pau à la base des sapeurs de combat d'Aspretto. C'est dans ce corps d'élite, dont il a été le plus jeune breveté, qu'il avait croisé M. Alain Maffrand, devenu célèbre avec l'affaire Greenpeace. La solidarité avec le faux «époux Thuringe» l'avait conduit à rallier le Centre national des indépendants et paysans dont le président d'alors, M. Philippe Malaud, avait créé un comité de soutien aux deux officiers français arrêtés après le sabotage du Rainbow Warrior, en juillet 1985.

Ayant opté pour la vie civile à vingt-quatre ans, il avait fondé alors une entreprise de travaux publics sous-marins, à Dunkerque. Sept ans plus tard, il était président de France Protection, société spécialisée dans la surveillance, le gardiennage et la sécurité.

En désaccord avec le mouvement chiraquien, jugé trop mou face à la gauche, et son chef de file dans le Val-d'Oise, M. Jean-Pierre Delalande, il avait quitté, après les municipales de 1983, le RPR où il était entré en 1978. Il avait finalement adhéré en 1979 au Club de

l'Horloge où il était devenu le directeur-gérant-rédacteur en chef de la revue trimestrielle, *Contre-point*.

C'est en 1985 qu'Yvon Briant avait rejoint le parti créé en 1949 par René Coty et Roger Duchet qui tira, sous la IV^e République, tout son poids de la popularité de M. Antoine Pinay. Non sans mal ni grincements de dents mais avec une solide détermination, Yvon Briant passera du stade d'«espoir» à celui de dirigeant de la vieille formation.

«Récupérer les déçus du chiraquisme»

Avant de convaincre les «indépendants et paysans», Yvon Briant séduisit M. Jean-Marie Le Pen qui en fit le chef de file de la liste investie par le Front national pour les législatives de mars 1986 dans le Val-d'Oise. S'étant fixé comme objectif de «récupérer les déçus du chiraquisme», Yvon Briant, devenu secrétaire général adjoint du CNI, était apparu comme un rival pour les lepenistes. En juillet 1986, il était exclu du groupe parlementaire de M. Le Pen. Siégeant parmi les non-inscrits aux côtés d'autres transfuges du mouvement d'extrême droite, il poursuivait son ascension au sein de son propre parti : secrétaire général en titre en janvier 1987 avec le soutien de M. Malaud, il s'était opposé avec

succès à ce dernier qui, en décembre, était écarté de la présidence. Partisan de la candidature de M. Jacques Chirac à l'élection présidentielle de mai 1988, Yvon Briant avait perdu, aux législatives de juin, le mandat de député qu'il avait tenté de conserver en se présentant en Haute-Savoie.

L'année suivante, le CNI optait pour le soutien et la participation à la liste conduite par M. Valéry Giscard d'Estaing aux élections européennes, ce qui permettait à Yvon Briant d'entrer au Parlement de Strasbourg.

Président du CNI depuis le 24 novembre 1989, élu conseiller régional d'Ile-de-France dans le Val-d'Oise en mars dernier, Yvon Briant, qui voulait concilier conservatisme et libéralisme, s'était vu opposer une fin de non-recevoir à ses demandes d'entrée au sein de l'Union pour la France, structure de l'union UDF-RPR.

Partisan d'une intervention militaire pour mettre un terme au conflit yougoslave, Yvon Briant menait campagne pour le «oui» au référendum du 20 septembre, persuadé que «plus nombreux seront les électeurs de l'opposition à se prononcer pour la ratification, et moins François Mitterrand sera en mesure de revendiquer pour lui-même le bénéfice du oui».

ANNE CHAUSSEBOURG

En Russie

Le lobby industriel conservateur rate sa démonstration de force

Les tenants d'une ligne économique conservatrice, regroupés au sein de l'Union industrielle, ont tenté d'engager l'épreuve de force avec le gouvernement russe au cours d'une réunion, jeudi 13 août à Moscou.

MOSCOU

de notre correspondant

Les représentants du lobby industriel attachés aux traditions de l'économie soviétique se sentent déçus de la venue en pouce : jeudi 13 août à Moscou, leur première initiative a été d'exiger de n'avoir pas assisté à des travaux au cours desquels sa politique réformiste a été descendue en flammes.

Passant par dessus la tête de l'intéressé, les membres de l'Union industrielle ont directement adressé à M. Boris Eltsine un télégramme demandant au président russe qu'il ordonne à M. Gaidar de venir leur présenter des excuses avec l'ancienne nomenclature. Son absence n'était-elle pas un défi à l'autorité du président, qui, en croisant un faciès circulaire dans la salle, lui aurait donné instruction écrite d'assister à leur conférence?

La démonstration de force des «industriels» n'a pourtant pas été aussi impressionnante que prévu : outre M. Gaidar et ses proches, c'est l'ensemble du gouvernement qui brillait par son absence, à l'exception du ministre de l'Industrie, M. Alexandre Titkine, qui s'est bien gardé d'ouvrir la bouche. Et de manière beaucoup plus surprenante, le président du Parlement, le très actif Rousslan Khasboulatov, qui manque rarement une occasion

de mettre en difficulté M. Gaidar, a lui aussi fait faux bond.

L'Union industrielle avait peut-être poussé le bouchon un peu loin en publiant à la veille de sa réunion un programme en forme d'ultimatum tout imprégné de dirisme conservateur : fixation autoritaire des prix, crédits sans limites aux grandes entreprises, indexation des salaires, protectionnisme et interdiction pendant dix ans de vendre les terres acquises en propriété. M. Boris Eltsine a certes donné depuis plusieurs mois de multiples signes qu'il était disposé à écouter la voix des «hommes d'expérience» pour équilibrer le programme libéral de M. Gaidar, mais de là à se laisser imposer un virage à 180 degrés, il y a une marge.

Des mesures

«idéales»

La première journée de la conférence, à laquelle assistaient, outre six cents directeurs d'entreprise, près de deux mille représentants des pouvoirs locaux ou syndicaux avec l'ancienne nomenclature, n'a d'ailleurs pas été particulièrement stimulante pour l'esprit, certains orateurs intervenant pour expliquer que les mesures prises par M. Gaidar étaient «manifestement idéales». Des divisions sont rapidement apparues entre les participants, les directeurs de l'industrie pétrolière de la région de Tchernomorie quittant la salle à grand fracas, et les velléités de voter une motion de défiance au gouvernement et de nommer au «cabinet fantôme» n'ont pas eu de suite.

Surtout, M. Arkadi Volksi, «l'homme qui monte» et qui dirige pour sa part une organisation quasi homonyme mais différente, l'Union des industriels et des

entrepreneurs, a tenu à marquer ses distances à l'égard d'un programme trop ouvertement conservateur pour celui qui se veut l'incarnation d'un centrisme raisonnable. Cela dit, M. Volksi n'a pas manqué de décocher quelques flèches à l'actuel gouvernement devenu selon lui «une société par actions à responsabilité limitée». Il a aussi qualifié de «totale absurdité» le programme de privatisation qui doit prendre la forme d'une distribution à chaque Russe — y compris ceux qui n'auront d'ici au premier octobre prochain — de bons de propriété d'une valeur nominale de 10 000 roubles. On s'attend pourtant à ce que M. Eltsine lui-même présente ce programme lors d'une intervention télévisée le soir même de son retour de vacances, samedi 15 août.

De son côté, dans une interview au *Wall Street Journal*, M. Gaidar, que la plupart des commentateurs présentent comme un véritable ministre en surrins, s'est déclaré convaincu que les réformes lancées par son équipe étaient irréversibles, tout en ajoutant qu'il n'attendait rien de la libéralisation de l'économie ou du nouveau contretemps imposé par les nécessités de l'heure : le gouvernement a ainsi fixé un prix d'achat des céréales pour l'Etat à un niveau qui devrait enfin couvrir les coûts et les surcoûts de la production (12 000 roubles la tonne pour le froment). Mais il s'agit d'une très forte hausse du prix de revient du pain, qui sera à son tour essentiellement compensée par des subventions de l'Etat.

JAN KRAUZE

SOMMAIRE

LES FINS D'EMPIRES

23. — Les steppes de Michel Strogoff 2

ÉTRANGER

La guerre civile en Bosnie-Herzégovine et ses répercussions internationales : l'OTAN n'est pas prête à prendre des résolutions concrètes ; la Commission des droits de l'homme de l'ONU condamne le « nettoyage ethnique » ; la Croix-Rouge a rendu visite à 8 300 prisonniers en Bosnie ; en France, M. Chirac juge M. Mitterrand « objectivement complice » de la poursuite de la guerre 3 et 4
Etats-Unis : nommé secrétaire général de la Maison Blanche, M. Baker est chargé de redonner du tonus à la campagne électorale de M. Bush 5
La Syrie refuse le report des élections législatives au Liban 6
Afrique du Sud : l'ANC a rejeté l'offre d'une amnistie générale 6
Kenya : scission au sein de l'opposition 6

POLITIQUE

La polémique sur le « centralisme démocratique » au sein du PCF : les communistes critiques veulent que leur parti modifie non seulement ses statuts, mais aussi ses pratiques 7
Le Front national de la jeunesse en campagne contre le traité de Maastricht 7
Portrait de Marcel Dominici, « le justicier d'Angoulême » 7

SOCIÉTÉ

Un réseau clandestin d'élimination d'ordures découvert en Allemagne 8
Le PMU et les sociétés de courses en crise 8
Incendies criminels en Corse 8

CULTURE

Musiques : l'âme des arènes 9
Cinéma : Nixon, « capitale du cirque », rend hommage aux clowns de l'écran 9

SANS VISA

Barbe-Bleue en appel • La Pyramide en vacances • Célébration du vin jaune • Condiments : moultures • Escapes 11 à 14

ÉCONOMIE

L'UAP revient sur sa décision de rompre ses contrats d'assurance avec les centres de transfusion sanguine 15
Les réactions à l'accord de libre-échange nord-américain 15
Tourisme : les Français redécouvrent les charmes de l'Hexagone 15
Le conflit entre M. Ayache et le Livre CGT 15
Un décret et une circulaire limitent les abus des contrats de qualification 16

Services

Abonnements 10
Annonces classées 6
Cartes 18
Jeux 14
Loto, Tac-o-tac 19
Marchés financiers 18 et 17
Météorologie 18
Philatélie 18
Radio-télévision 19
Spectacles 10
Week-end d'un chineur 18
La télématique du Monde : 3615 LEMONDE 3815 LM

Le numéro du « Monde » daté 14 août 1992 a été tiré à 453 470 exemplaires.

Demain dans le « Monde »

«Heures locales» : les Lavezzi, archipel «protégé»

A l'extrême sud de la Corse, plusieurs îlots granitiques ont séduit les amoureux de mer et de soleil. Le plus grand, Cavallu, est devenu un paradis pour riches italiens, alors que les autres demeurent sauvages.

«Chez les peintres» : l'euphorie de Claude Viallat

Philippe Dagen a rendu visite au peintre voué à une forme aussi unique qu'une signature, dans son inamovible atelier de l'île enlevée par une œuvre profrique vouée à toutes les joies de la couleur, sous le signe de la sensualité et de la découverte.

Disparu depuis plus de deux semaines

Un diplomate russe est retrouvé en Angleterre

Un conseiller de l'ambassade de Russie à Paris, disparu depuis plus de deux semaines, a été retrouvé, jeudi 13 août, en Angleterre, en compagnie de sa femme et de sa fille cadette. Viktor Ochitchenko, ancien membre des services extérieurs de renseignement russe, devait quitter la France le 8 août après huit ans de séjour. Le lundi 27 juillet, il ne s'était pas présenté à son bureau. Dès le lendemain, l'ambassade russe avait alerté la police française.

Après l'annonce de la fuite de ce diplomate, qui souhaiterait rester au Royaume-Uni, M. Yvon Rykov, ambassadeur de Russie en France, a fait le commentaire suivant : «La Russie renonce aux activités d'espionnage sous couvert de différentes organisations, y compris diplomatiques. Elle a fait des pas énormes vers la réalisation pratique de cette politique, y compris en France.»

A la faveur du programme de privatisation

L'américain International Paper rachète l'une des plus grosses papeteries de Pologne

Les mégainvestissements semblaient à nouveau d'actualité dans l'industrie papetière ? A la faveur du programme de privatisation en Pologne, le numéro un mondial du secteur, le géant américain International Paper, vient de signer son retour sur le front des acquisitions. Le groupe américain a emporté l'appel d'offres international pour la reprise de la firme papetière de Kwidzyn, l'une des plus modernes du pays, a annoncé mardi 11 août le ministre polonais des privatisations, M. Janusz Lewandowski.

L'investissement est important. Il s'agit de la plus grosse opération de privatisation menée, à ce jour, en Pologne. Et c'est en tout cas le premier rachat opéré par «IP» en Europe de l'Est. International Paper a ainsi acquis pour 120 millions de dollars, c'est-à-dire 600 millions de francs, 80 % du capital de l'entreprise polonaise et s'est engagé à y investir 175 millions de dollars supplémentaires pour la moderniser et développer la production. «IP» s'est engagé par ailleurs à maintenir pendant dix-huit mois les 3 600 emplois recensés

Les combats dans le Caucase

Stepanakert est la cible d'attaques à la roquette

La capitale du Haut-Karabakh, Stepanakert, a été la cible d'attaques au lance-roquettes de la part des forces azerbaïdjanaises, vendredi 14 août. Plusieurs personnes ont été tuées et blessées, selon le correspondant sur place de l'agence Itar-Tass.

Les autorités arméniennes de l'enclave du Haut-Karabakh, située à l'intérieur du territoire de l'Azerbaïdjan, ont déclaré, jeudi, la mobilisation de tous les hommes de dix-huit à quarante-cinq ans et l'état d'urgence dans l'enclave (nos dernières éditions). Cette mesure semble surtout d'ordre psychologique, alors que l'Azerbaïdjan paraît déterminé à poursuivre sa contre-offensive pour reprendre aux Arméniens les positions qu'ils avaient acquises plus tôt cette année. Les forces de Bakou ont enregistré plusieurs succès ces dernières semaines, en particulier dans le nord du Haut-Karabakh. Elles se sont également emparées d'une petite enclave arménienne de 46 kilomètres carrés autour du village d'Arstachen.

En Géorgie, M. Edouard Chevardnadze a décidé d'employer la manière forte contre les partisans du président déchu Zviad Gamsakhourdia qui détiennent dans l'ouest du pays le ministre de l'Intérieur et plusieurs autres hauts responsables. Après l'expiration d'un ultimatum pour leur libération, jeudi 13 août au matin, quelque cinq mille policiers et soldats, appuyés par des blindés et placés sous le commandement du ministre de la défense, M. Tengiz Kitovani, ont été déployés dans la région de Zugdidi, fief des hommes de Zviad Gamsakhourdia.

Les autorités géorgiennes ont, d'autre part, demandé à la Russie de mener une action contre ce qu'elles ont qualifié de «centre terroriste» dirigé par M. Gamsakhourdia depuis Grozny, capitale de la République caucasienne de Tchétchénie, qui dépend de la Fédération de Russie bien qu'elle s'en soit déclarée indépendante. — (AFP, Reuter, Itar-Tass)

EN BRIEF

■ BANGLADESH : cent étudiants blessés lors d'affrontements avec la police. — Une centaine d'étudiants ont été blessés, jeudi 13 août, devant le rectorat de Dacca, au cours d'affrontements avec la police qui tentait de disperser plusieurs milliers de jeunes gens venus consulter les résultats de leurs examens, rapportent des témoins. Les incidents ont duré plusieurs heures, pendant lesquelles la police a chargé à coups de matraque et de grenades lacrymogènes. Le ministre de l'Éducation a ouvert une enquête sur ce «malement déroulé incident». — (Reuter)

■ GRANDE-BRETAGNE : saisi d'explosifs de l'IRA. — Scotland Yard a affirmé, jeudi 13 août, avoir saisi une «très large quantité» d'explosifs de l'Armée républicaine irlandaise (IRA) à Londres et interpellé plusieurs suspects dans le cadre d'une vaste opération antiterroriste. — (AFP)

■ ISRAËL : M. Ariel Sharon soupçonné de détournement de fonds. — L'ancien ministre du logement, M. Ariel Sharon, soupçonné d'avoir détourné des fonds destinés aux colonies nécessaires pour financer des colonies de peuplement à Jérusalem, pourrait faire l'objet d'une enquête criminelle, a déclaré, jeudi 13 août, le ministre israélien de la Police, M. Moshe Shahal.

■ KOWEÏT : dénonciations de multiples viols. — Plusieurs milliers d'employés de maison, venues des Philippines, d'Inde, du Bangladesh et d'autres pays asiatiques, ont été violées par leurs employeurs koweïtiens ont affirmé, jeudi 13 août, dix organisations humanitaires américaines, Middle East Watch et Women's Rights Projects. Selon celles-ci, les autorités de l'émirat n'ont rien fait pour empêcher ces crimes, ni donné suite aux plaintes.

■ NIGER : report du référendum constitutionnel. — Le gouvernement a annoncé, jeudi 13 août, le report à une date indéterminée du référendum sur le projet de nouvelle Constitution, qui était prévu pour le 4 octobre. Le secrétaire d'Etat à l'Intérieur, M. Badroum Moudoud, a expliqué que cette décision avait été prise en raison du retard dans le vote du nouveau code électoral et l'établissement des listes électorales. Ce report met en cause le respect de la durée de la période de transition, qui doit s'achever en janvier, après des élections législatives et présidentielles.

le journal mensuel de documentation politique après-demain

Fondé par la Ligue des droits de l'homme (non vendu dans les kiosques)

offre un dossier complet sur :

L'ENVIRONNEMENT

Envoyer 40 F (timbres à 2 F ou chèque) à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 100 F pour l'abonnement annuel (100 % d'économie), qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro.

DEMANDEZ NOTRE S'ABONNEMENT

Le Monde

RADIO TELEVISION